

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

La Commune Annamite

Thèse pour le Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le 25 novembre 1929, à 14 heures.

PAR

Marcel ROUILLY

JURY

Président : M. MAUNIER, professeur.

Suffragants { M. AFTALION, professeur.
M. Roger PICARD, professeur.

PARIS
LES PRESSES MODERNES
IMPRIMERIE
45, rue de Maubeuge.

1929

Thèse Paris
1929

La Commune Annamite

La Commune Annamite

Thèse pour le Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le 25 novembre 1929, à 14 heures.

PAR

Marcel ROUILLY

JURY

Président : M. MAUNIER, professeur.

Suffragants { M. AFTALION, professeur.
M. Roger PICARD, professeur.

PARIS
LES PRESSES MODERNES

IMPRIMERIE
45, rue de Maubeuge.

—
1929

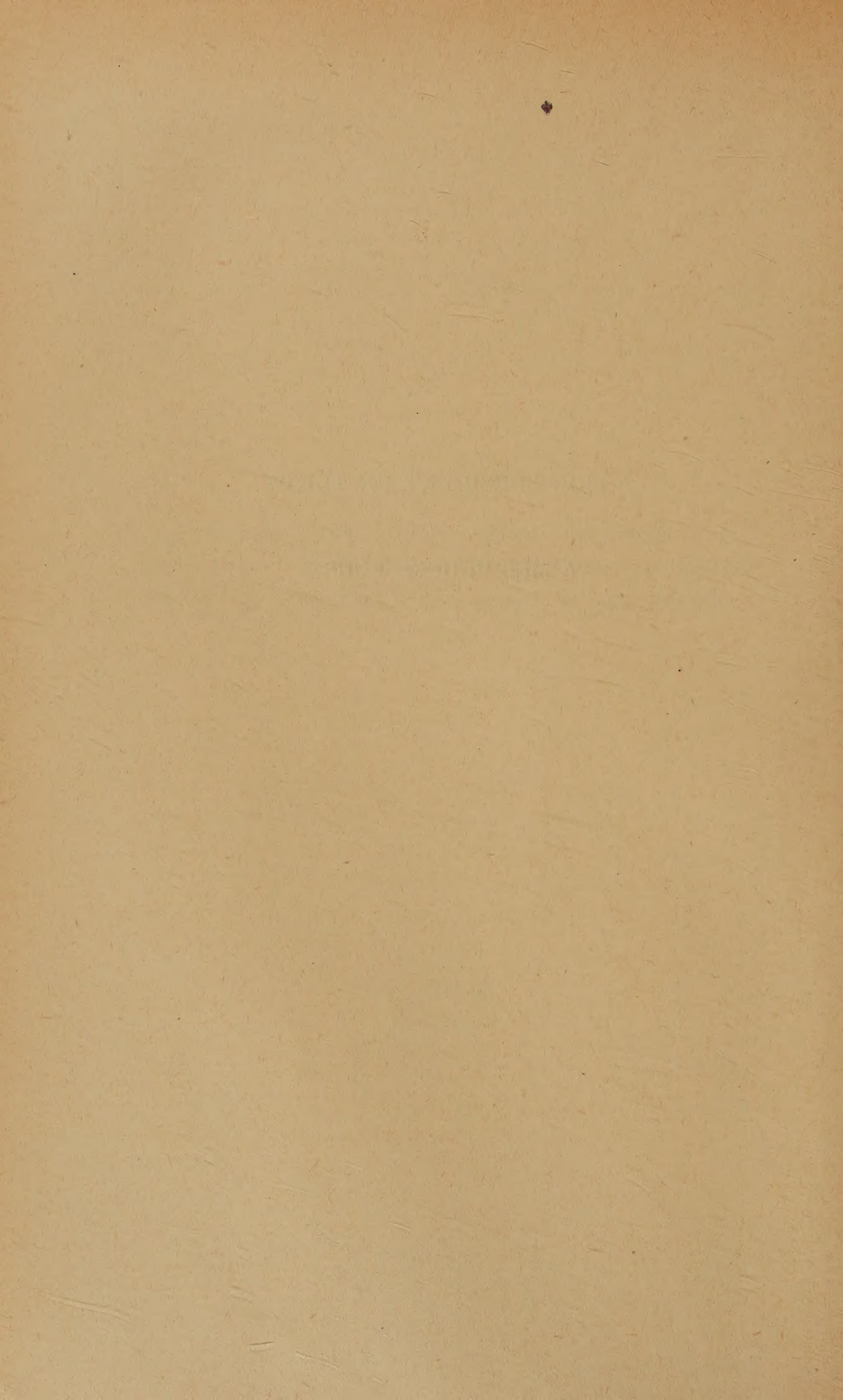
* 20/32

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MON PRESIDENT DE THESE

A MES PROFESSEURS



INTRODUCTION

INTERETS DE L'ETUDE DE LA COMMUNE ANNAMITE

Longtemps négligées et même souvent ignorées de l'opinion publique, les colonies françaises jouissent depuis la guerre d'une vogue jusqu'alors inconnue. Le grand public est désormais habitué aux questions coloniales : ce ne sont que conférences, articles ou revues exposant ou bien des questions économiques comme la mise en valeur de notre empire d'outre mer, ou bien des questions politiques comme le problème de la supériorité de la race blanche, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, etc... Et parmi ces possessions lointaines, il en est une qui doit attirer et attire particulièrement l'attention de la France, parce que vaste, peuplée et riche elle représente le plus beau fleuron de notre couronne coloniale, parce que proche de la Chine et sur les bords du Pacifique elle est appelée à jouer un rôle primordial en Extrême-Orient, nous avons nommé l'Indochine.

Il est donc naturel de traiter un sujet colonial et plus spécialement un sujet Indochinois. Mais quel rapport entre ces problèmes économiques et politiques si complexes et si vastes qu'ils dépassent l'intérêt de la France seule, et cette question adminis-

trative aussi peu importante que celle de la commune annamite. Au premier abord il semble qu'il y ait une gageure à vouloir expliquer ou même suggérer que ceci puisse éclaircir cela. Pourtant, à mesure qu'on approfondit la question, on s'aperçoit aisément du rapprochement de ces deux idées primitivement différentes. Si l'étude de la commune annamite ne suffit pas à elle seule à expliquer notre politique indochinoise — ce qui serait par trop osé —, elle en offre un aperçu saisissant; c'est une clarté douce qui suffit à faire deviner les couleurs du tableau. Grâce en effet à sa formation et à son organisation toute particulière, grâce à son rôle politique et social, la municipalité annamite permet de nous révéler l'Indochinois, de comprendre ses aspirations et ses besoins. C'est dans cette petite patrie que nous pouvons saisir réellement l'indigène sur le vif, le sentir vivre sans contrainte et se laisser docilement examiner.

L'histoire de la commune annamite, l'évolution progressive de son administration, depuis sa formation jusqu'à nos jours, permettent à nos jeunes fonctionnaires de comprendre l'organisation de la commune indochinoise contemporaine. Il faut, pour saisir notre manière d'agir envers les indigènes, se rappeler qu'au point de vue politique, l'organisation administrative et sociale du peuple annamite reposait sur l'institution de la commune, organe indépendant, autonome, cellule vitale de son existence publique. La direction des affaires publiques d'ordre général, les rapports de la Nation avec les pays étrangers étaient du ressort exclusif du souverain et de ses re-

présentants, le peuple avait le droit pour ne pas dire le devoir de s'en désintéresser. C'est dire que si l'Annamite est passionnément attaché à sa terre natale, son amour du pays est étroitement régional; c'est dire aussi qu'on ne trouve pas, au moins dans les masses populaires, de patriotisme exalté qu'il ne faut pas confondre avec le sentiment plus ou moins conscient de la race. Il ne faut pas oublier qu'enfin, lors de la conquête de l'Indochine par les troupes françaises, les autorités annamites, pour entraver notre action, détruisirent tout ce qui aurait pu faciliter notre administration : les archives, les registres de la propriété foncière, les rôles d'impôts. Les mandarins annamites abandonnèrent leur poste et firent le « vide » devant nous, principalement en Cochinchine. Les provinces, privées de leurs administrateurs, n'allaient pas tarder à tomber dans l'anarchie. Nous ne trouvions personne pour faire respecter notre autorité dans les cellules vitales de l'administration indigène; le peuple était incapable de se sortir lui-même de ce marasme, les lettrés, seuls aptes à pouvoir nous seconder, nous fuyaient. Notre administration réclamait impérieusement des chefs indigènes, les Français en effet ne pouvaient songer à s'immiscer dans la politique intérieure des Annamites, d'une autre race, d'une autre langue et d'un esprit si différent du nôtre. Il fallait agir et agir vite, aussi nous fûmes amenés à créer de nouveaux fonctionnaires, sans doute plus ou moins instruits et d'une moralité assez lâche, bien différents des anciens lettrés au pouvoir avant notre arrivée. Cette nouvelle classe de fonctionnaire nous rendait de précieux ser-

vices et nous étions parfois obligés de fermer les yeux. Alors même aujourd'hui que nous avons fortement rééduqué l'administration indigène et que nous avons ramené à nous les nouvelles générations, les fonctionnaires annamites ne sont peut-être pas encore ce qu'ils devraient être; mais nous ne pouvons nous en passer et ce n'est que progressivement que ce qui nous choque parfois aujourd'hui pourra disparaître définitivement demain. Nous reviendrons d'ailleurs plus longuement sur ce sujet lorsque nous aurons à parler des notables à propos de l'organisation de la commune.

Et justement, nous serions heureux, si grâce à cette modeste étude, qui n'a nullement l'ambition d'asseoir les bases nouvelles d'une colonisation féconde, nous amenions le jeune colonial à se familiariser avec la vie annamite, à ne pas se trouver dépaycé et à comprendre maints points qui jusque là paraissaient obscurs. Par là même, l'Administrateur représentant de la France en Indochine, ne sera pas amené à prendre des mesures qui, justes en elles-mêmes et prises pour améliorer le sort de l'indigène, n'en seraient pas moins fausses et rigoristes. Ces mesures iraient à l'encontre de leur but et froisseraient des susceptibilités, une colère sourde régnerait dans la commune, colère dont s'empareraient habilement nos ennemis pour essayer d'avilir notre œuvre colonisatrice si belle déjà. Chaque faute, si légère soit-elle, commise par un Blanc, rejaillit immédiatement sur la France; c'est un peu de prestige qui s'en va. Or, en Indochine, plus qu'ailleurs, la question du prestige est capitale; sans prestige de l'Européen au-

cune supériorité possible de la race blanche sur la race jaune, donc pas de colonisation possible, tout se tient.

Si l'étude de la commune annamite présente un intérêt incontestable au point de vue de la politique française en Indochine, elle n'en présente pas un moindre au point de vue du droit public. Le village annamite, principalement avant l'occupation française, constituait un véritable Etat dans l'Etat, mais les chefs de cette petite puissance étaient et sont encore responsables vis-à-vis de l'Etat pour certaines matières et dans des mesures totalement inconnues de la civilisation européenne. La commune, comme nous pourrons nous en rendre compte lorsque nous étudierons son organisation administrative, offre un type tout à fait original : elle n'a de similitude avec la commune française que le nom. C'est ainsi que grâce à l'examen d'un coutumier, véritable code communal, nous verrons la municipalité annamite s'occuper de religion, de la vie privée des administrés en ce qui concerne leur mariage, leur vie conjugale, s'occuper enfin de la responsabilité collective, notion de responsabilité qui est le propre de l'Annamite et qui domine la vie de l'Annam. Mais nous verrons qu'il ne faut pas exagérer cette toute puissance de la commune, nous verrons qu'elle est limitée par certaines règles administratives et par certaines coutumes. C'est ainsi que la municipalité, si elle est un Etat dans l'Etat, subit cependant une atteinte grave du fait que son existence dépend, au moment de sa fondation, d'un acte du pouvoir central : l'autorisation de fondation accordée par l'Etat. C'est ainsi

encore que les administrateurs de la commune ne pouvant pas troubler impunément la vie intime de leurs administrés et imposer des mesures draconiennes, il leur faudra respecter soigneusement les coutumes qui, cependant assez souples, leur permettront encore une certaine limite à l'intérieur de laquelle ils pourront se mouvoir librement. Nous verrons aussi que progressivement le Protectorat intervient de plus en plus dans l'Administration municipale et que la commune indigène, autonome encore aujourd'hui, cesse néanmoins d'être un Etat dans l'Etat.

L'étude de la commune annamite est profitable aussi au droit comparé, et de nombreux travaux spéciaux peuvent être entrepris à ce sujet. Elle permet des rapprochements historiques avec le droit chinois quant à sa fondation et à son organisation, avec le droit russe quant à la similitude de la création primitive des villages annamites et sibériens avec les « *coloniae deductae* » des Romains et les « *clérouquies* » grecques dont les analogies sont frappantes quant à l'indépendance de la commune, à la colonisation et au rôle primordial joué par la religion ainsi que par la famille. Enfin, à une époque contemporaine, elle permet de voir les efforts du Protectorat pour chercher à rapprocher la commune annamite de la commune française tout en maintenant sa coutume traditionnaliste et particulariste, à fondre le droit annamite et le droit français dans ce qu'ils ont de conciliable.

L'examen de la commune indigène apparaît ainsi intéressant au point de vue de la politique française

en Indochine et au point de vue du droit lui-même. Et, pour retirer plus de fruit de cette modeste étude, pour mieux avoir une vue d'ensemble, nous négligerons les détails qui peuvent varier ici ou là, suivant la province ou le pays, pour ne considérer que la commune type, la Commune Annamite au sens large du mot. Nous ne nous arrêterons pas plus spécialement ni à la seule commune d'Annam, ni à celle du Tonkin ni enfin à celle de Cochinchine. Si l'Annam est le berceau de la race, le Tonkin et la Cochinchine sont des colonies annamites de longue date; ces trois pays ne forment qu'un tout, l'administration y est sensiblement la même bien que les deux premières soient des protectorats et le dernier une colonie, tous trois sont habités en majeure partie par le peuple annamite, véritable levain de la pâte indochinoise. Mais par contre, nous n'entendons parler ni des municipalités françaises ou franco-indigènes, municipalités que les traités nous ont accordées ou que nous avons érigées depuis la conquête, ni des municipalités spéciales que nous avons dû établir pour les congrégations étrangères et principalement chinoises, nous n'entendons traiter que la commune indigène autochtone.

PLAN DE LA THÈSE. — Nous avons divisé ce sujet en 5 parties principales.

Dans un premier chapitre il nous a paru utile de retracer l'historique de la commune, de voir comment elle se fondait avant notre arrivée et comment elle se crée aujourd'hui, de savoir quelle est la part de l'influence chinoise et comment son territoire est divisé.

Dans un deuxième chapitre, de beaucoup le plus important, nous étudierons l'organisation administrative de la commune, les fonctions et les attributions de ses représentants les notables.

Nous examinerons ensuite, dans une autre partie, les charges et les ressources de la commune, mais il ne faudra pas entendre par là l'examen du budget communal. Le budget communal, établi depuis quelque temps déjà en Cochinchine et en train de faire son apparition actuellement au Tonkin, serait d'ailleurs un terme peu approprié à l'organisation administrative de la commune indigène et rentre-rait mal dans le plan de notre sujet. Nous étudierons surtout les impôts directs tels que impôts personnel et foncier, service militaire, corvée; nous parlerons également de la responsabilité du village.

Dans un chapitre suivant nous donnerons l'exemple d'un coutumier permettant de nous rendre compte sur le vif de l'autonomie dont jouit le village et en même temps de la multitude des questions tant privées que publiques dont s'occupe l'administration communale.

Enfin un cinquième et dernier chapitre nous renseignera sur les récentes réformes que le gouvernement français a cru devoir apporter à l'organisation de la commune annamite, quelles en sont les répercussions et ce qu'on attend d'elles.

CHAPITRE PREMIER

ORIGINE DE LA COMMUNE SA CONSTITUTION

L'homme est né pour la société, sans elle il ne pourrait ni se nourrir, ni se défendre, ni procréer, ni progresser. L'Etat de nature dans lequel l'homme aurait vécu isolé n'est et ne sera toujours qu'une hypothèse émise par certains philosophes; c'est là un lieu commun de dire que la réalité vient contredire les idées de la manière la plus catégorique. L'homme est poussé au contraire à rechercher la compagnie de ses semblables : le premier groupement a été la famille, puis certaines familles se sont groupées par suite de besoins et d'intérêts communs, elles ont occupé un lieu propice pour leur défense personnelle et pour l'utilisation du sol. Beaucoup plus tard, ces collectivités disparates ont senti le besoin de s'organiser d'une façon plus étroite, de se donner un chef qui puisse régler les différends, soutenir les intérêts de la collectivité et de consacrer les principes d'organisation par des statuts d'abord oraux puis écrits.

Telle est la genèse de l'organisation communale, vraie à peu près pour toutes les latitudes, mais avec une forme naturellement appropriée aux besoins et aux intérêts communs des individus qui formaient

ces collectivités. La constitution de la commune varie avec chaque race, avec chaque peuple, mais chacune de ces agglomérations n'en est pas moins la « Commune » sous une forme appropriée aux mœurs, aux coutumes et surtout à la situation politique de l'Etat dont elle dépend et dont elle est l'un des principaux éléments constitutifs.

Ainsi en Indochine, et plus particulièrement au Tonkin, nous décelons facilement les causes originelles de la commune annamite. Le Tonkin a souffert pendant toute son histoire de ces trois maux : l'inondation, la sécheresse et la piraterie. Pour lutter avec quelque chance de succès, les hommes, impuissants tant qu'ils restaient isolés, ont dû se rapprocher les uns des autres, se grouper fortement, constituer des villages ou communes. Ils se sont entourés de haies de bambous hautes et épaisses pour se protéger contre les pirates, ils ont pu entreprendre de tous côtés des travaux rudimentaires pour se protéger contre les ravages soudains et terribles des grands fleuves et pour atténuer aussi les effets de la sécheresse. La nécessité de mener la lutte contre les hommes et contre les forces naturelles a subordonné l'individu à la collectivité communale. Ainsi se sont constituées, sur toute la surface du delta tonkinois, les milliers de petites communes que nous y voyons aujourd'hui; leur existence est le fait d'une nécessité inéluctable au moins autant peut être que le résultat de l'influence chinoise.

LA COMMUNE CHINOISE ET LA COMMUNE ANNAMITE. — Et nous sommes ainsi tout naturellement amenés à nous demander à quelle époque a eu lieu la constitu-

tion de la commune, et quelle est la part de l'influence chinoise dans l'organisation communale annamite. Le royaume d'Annam, même dans les temps les plus reculés a constamment entretenu d'étroites relations avec l'empire chinois, son grand vassal, dont il suivait plus ou moins servilement les directives et dont toujours il cherchait à en copier fidèlement l'organisation. L'Annam a donc reçu une influence profonde de la Chine et ce depuis des millénaires; sa civilisation, son écriture, son art, son administration lui viennent directement du Céleste Empire. Aussi est-il intéressant de savoir si la commune annamite sort entièrement de la commune chinoise dont elle ne serait qu'une réplique, tout au moins au début, ou bien, si après la conquête, elle n'aurait pas reçu une nouvelle organisation qui se serait perpétuée et qui aurait eu pour résultat d'apporter une physionomie entièrement différente, capable à elle seule de faire oublier l'influence primitive.

Les annales chinoises ne nous renseignent que bien imparfaitement sur les origines de la commune du « Pays Fleuri »; il apparaît toutefois que le village annamite a été calqué sur le village chinois, quant à sa formation. Dans l'ancienne Chine fonctionnait au début le régime de propriété collective, le territoire était partagé entre tous ceux qui étaient capables de le cultiver, c'est-à-dire les habitants mâles de 20 à 60 ans. Chaque région naturelle s'administrait à sa guise — il n'y a pas grand chose de changé à ce point de vue encore aujourd'hui — et élisait ses chefs, d'ailleurs comme il en était pour le sou-

verain à cette époque; ces chefs se voyaient décerner des terres déterminées et choisies dont le produit était suffisant pour leur permettre de vivre selon leur rang. Mais dès que l'Empire devint héréditaire — 2000 ans avant Jésus-Christ —, les chefs de province conçurent également l'ambition de voir leur pouvoir se transmettre à leurs enfants et ils réussirent bientôt à obtenir gain de cause; moyennant une redevance, leur pouvoir devint héréditaire tout comme l'était celui du Souverain. Dès lors s'établit la féodalité et c'est sous ce régime que la commune chinoise apparaît dans sa forme administrative. Un lot de terres, ordinairement 900 arpents, était cultivé par des paysans; chaque famille possédait une unité de 100 arpents en toute propriété; on réservait, au centre du terrain ainsi divisé, un champ d'une égale superficie qui n'était pas attribué aux habitants mais devait au contraire être cultivé par la collectivité au profit de l'Etat. Grâce à ce système, aucune contestation possible n'était à craindre, les lots étaient par là soigneusement délimités et les empiètements presque impossible. Ainsi se trouvait constitué un petit village ou commune. Plus tard, au temps de Confucius, ce grand philosophe chinois dont la doctrine reconnaissait l'omnipotence de l'empereur, la féodalité disparaît et la propriété privée apparaît.

Les Annamites ont copié ce procédé importé de bonne heure dans leur pays : sans nul doute c'est pendant la première occupation de l'Annam par la Chine que ce système a été étendu. De l'an III avant Jésus-Christ à l'an 39 de notre ère, l'Annam, placé

sous la domination chinoise, fut divisé en 9 provinces et doté par ses nouveaux gouverneurs de la plupart des institutions du Céleste Empire. Certains de ces gouverneurs cherchent à diffuser les livres chinois et à vulgariser la doctrine de Confucius, d'autres s'occupent tout particulièrement des coutumes, d'autres enfin s'appliquent à faire défricher les terres incultes et à donner un grand essor à l'agriculture. Etant donné l'étroite union de l'Annam et de la Chine, étant donné les efforts des gouverneurs chinois à la tête du royaume, il était normal que les institutions communales annamites fussent calquées sur celle du Céleste Empire. C'est d'ailleurs ce que fait nettement ressortir l'histoire de la propriété foncière que nous aurons loisir d'examiner plus à fond lors de l'étude ultérieure de l'impôt foncier; mais il est nécessaire d'en dire quelques mots ici.

La commune annamite a certainement été constituée elle aussi, par la juxtaposition de terres concédées, alors qu'elles étaient en friche, à des colons attirés les uns après les autres par la qualité du sol. D'après les documents historiques qui se rapportent aux trois premières dynasties chinoises, l'Etat annamite tout comme l'Etat chinois, concédait en effet, à qui en faisait la demande, un lot de terres, sous condition que l'impôt foncier en serait payé après la période de défrichement et la mise en culture. Le lotissement du territoire, sur lequel s'est installé le village, comprenant les rizières de la commune et les rizières des particuliers, s'est effectué par trois

systèmes successifs, sous les 3 dynasties des « HA », des « CHAU » et des « TAN ».

Sous la dynastie des « HA », les terres étaient réparties par lots de forme carrée ayant une superficie égale à 70 « mầu » (1) et chacun de ces lots devait être mis en valeur par le colon demandeur. Celui-ci, recevait en outre une parcelle supplémentaire dont il n'avait nullement la propriété mais seulement la jouissance, et dont le revenu devait lui servir à s'acquitter de l'impôt foncier grevant les terrains devenus sa pleine propriété. Ces concessions étaient en général groupées de manière à former un carré parfait couvrant une étendue de 630 mầu. Chaque côté de cet immense carré était divisé en 3 parties égales, et décomposait ainsi la surface totale en neuf petits carrés de 70 mœurs de superficie, lesquels étaient justement attribués aux colons. Huit de ces carrés formaient ce que nous appellerons les champs particuliers ou « tu-dien » et le neuvième, placé au centre, dont tous les colons avaient une part égale, représentait le domaine communal auquel nous donnerons le nom de « cong-diên ». La réunion de ces neuf carrés constituait un « tinh ».

Sous la dynastie des « CHAU » le même système continuait à être adopté, le territoire était toujours divisé en cases mais les lots étaient plus étendus, chacun d'eux avait désormais 100 mầu de superficie.

Pendant ces deux premières dynasties, le quinzième de la surface réservée aux biens communaux, c'est-

(1) Le « Mầu » est l'unité de surface agraire, il varie souvent de province à province. En prenant l'hectare pour unité de surface, le mầu vaut 0 ha 36 dans la province d'Ha-Nam. Le sào est la dixième partie d'un mầu.

à-dire aux « cong-diên » devait être destiné aux habitations et à leurs dépendances; ces terrains sont connus sous le nom de « cong-thô ».

A l'époque de la dynastie chinoise des Tchéou, le territoire occupé actuellement par le Tonkin et la partie septentrionale de l'Annam fut divisé en douze provinces et chaque province en arrondissements dont la grandeur territoriale variait suivant la fertilité du sol et la densité de la population. Le mandarin, placé à la tête de l'arrondissement, dût procéder à la délimitation du territoire de chacune des communes englobées dans sa circonscription. Le sol se trouvait ainsi fractionné en multiples compartiments et revêtait l'aspect d'un damier dont chaque case représentait une circonscription administrative à l'intérieur de laquelle étaient groupées d'autres cases plus petites qui étaient les lots de colonisation. En effet il arrivait souvent que des terres en friche se trouvaient disséminées parmi les terres concédées, d'autres paysans pouvaient les acquérir à la condition de souscrire les mêmes engagements auxquels s'étaient pliés leurs devanciers. Grâce à ce procédé, de nouvelles communes se formaient rapidement, les villages se rapprochaient les uns des autres.

La terre qui avait été concédée ainsi au colon, devait être exploitée par lui-même et sa famille, elle était attachée à sa personne et ne pouvait sortir de la famille, c'est dire que le colon n'en avait nullement la libre disposition, qu'il ne pouvait l'aliéner en totalité ou en partie. Ce système, ingénieux pour fixer au sol la population et mettre en valeur des terres incultes, nous le retrouvons en étudiant l'his-

toire des concessions françaises dans nos diverses colonies : le concessionnaire recevait une parcelle de terrain qu'il lui fallait défricher en un temps déterminé et sous certaines conditions de culture et de mode d'habitation; il devait renoncer à son domaine s'il ne pouvait plus le cultiver lui-même soit par raison pécuniaire soit par raison de santé, mais en aucun cas il ne pouvait l'aliéner. Cependant la défense de disposer de sa terre devait disparaître, en Annam comme elle devait disparaître dans notre législation coloniale. A partir de la dynastie des « TAN », soit vers l'an 250 avant Jésus-Christ, il fut désormais possible d'aliéner tout ou partie des terrains concédés.

Mais à cette période primitive devait succéder pour l'Annam une période de colonisation. Par suite de l'accroissement rapide de la population, par suite de l'appauvrissement des terres mal ou peu fumées, la commune étouffait dans ses limites restreintes, il lui fallait de l'air et ses habitants durent émigrer pour fonder d'autres communes.

Le gouvernement annamite encouragea d'ailleurs la colonisation, et nous voyons une ordonnance de la 17^e année de Tu-Duc s'énoncer en ces termes : « Pour favoriser les personnes qui recruteront des habitants pour aller former des hameaux et villages et mettre en culture des terrains incultes, il est décidé que celui qui aura recruté un groupe de 20 à 30 personnes et défriché 40 à 50 mâu de rizières sera exempt à vie du service militaire ou des corvées... Il sera élevé aux diverses classes supérieures du mandarinat, proportionnellement au nombre de cultivateurs

recrutés et de mâu de rizières défrichées ». Mais il y a la contre-partie, et, pour que la formation d'un village ne soit pas éphémère et n'ait pour but unique l'attribution d'un grade de mandarinat, la même ordonnance royale ajoute : « Si, après une période de 3 ans et après avoir été récompensés, ceux qui avaient constitué les villages ne s'appliquent plus à leurs travaux agricoles, au point que le nombre des colons diminue et que les rizières soient abandonnées, ils devront être punis de coups de rotin et être dépouillés de leurs titres ». C'est ainsi que le gouvernement annamite pour coloniser les nouvelles régions conquises de la Cochinchine et du Cambodge a recours à l'armée et aux condamnés qui fondent de nouveaux villages et s'implantent en pays insoumis; ceci rappelle un peu la colonisation de Bugeaud en Algérie et la politique coloniale anglaise avec les convicts. Désormais, en Annam, la fondation des cités nouvelles se fait sous forme de colonies qui se détachent de cités déjà existantes. Il en est de trois sortes :

1° Les Colonies agricoles, de beaucoup les plus nombreuses,

2° Les colonies militaires, moins importantes et moins anciennes (XV^e siècle),

3° Enfin, les colonies pénitenciaires qui sont une forme particulière de la colonisation militaire car un très grand nombre de délits sont punis par le travail forcé appliqué au défrichement des terres, et de plus tous les vagabonds arrêtés peuvent être aussi envoyés dans des colonies de défrichement.

Les Annamites, à l'esprit profondément coloni-

teur, encouragés de plus par le gouvernement et par nécessité pour briser les barrières trop étroites de la commune, ont peuplé de leurs émigrants les provinces qu'ils ont enlevées successivement aux Cambodgiens. De nombreuses communes se sont alors fondées, semblables aux « *coloniae deductae* » des Romains.

La commune annamite, si elle est une copie assez fidèle de la commune chinoise, tend donc à s'en éloigner et à vouloir prendre une forme originale au cours des âges. D'ailleurs, même à l'époque primitive, la commune annamite diffère par son point de départ de la commune du Céleste Empire. En Chine, il suffit de la seule volonté de quelques familles, d'une simple occupation de terrain, il n'y a aucune formalité à remplir auprès des mandarins. En Annam au contraire, les promoteurs de l'entreprise demandent à l'administration un terrain.

Cette formalité, bien loin d'entraver tout esprit de colonisation comme nous venons de le voir, a été prise dans un but utilitaire : elle permet de connaître les nouveaux centres et d'empêcher la non participation aux impôts. La commune annamite naît de l'initiative libre et spontanée des citoyens. Un homme se sent capable de fonder un village, il est entreprenant, il a le goût des aventures, il est riche et entend spéculer, il est pauvre cultivateur, peu importe, il lui suffit de s'associer avec des gens comme lui et de s'en aller coloniser. Il fait choix d'un terrain vacant et demande à l'administration l'autorisation de cultiver, autorisation qui n'est jamais ou très rarement refusée. Ce procédé est un grand avantage des

coutumes annamites : dans la nouvelle commune chacun peut devenir propriétaire d'une parcelle de terrain, et pour devenir propriétaire il suffit d'avoir le courage de quitter son ancien village, de défricher quelques ares de terres incultes et de s'engager à payer l'impôt foncier après la période de première installation. Il est curieux de constater que dans d'autres pays une identité de formes rappelle ce procédé : la mark germanique et le mir russe, par leur formation, font penser à la commune annamite. Quelle analogie frappante en effet entre les colons russes émigrant en Sibérie et les colons annamites allant fonder de nouveaux villages à quelque distance de leur ancien foyer ou beaucoup plus loin dans la haute région ou bien encore dans les provinces qui forment actuellement la Cochinchine et une partie du Cambodge.

LA DEMANDE DE FONDATION. — Examinons un peu plus attentivement les formalités qu'exigeait la fondation d'une commune. Ces formalités, très simples, étaient assez analogues à celles de la concession de terres faites à un particulier, elles se résumaient surtout à la demande de fondation. Le fondateur de la nouvelle commune était obligé d'adresser une demande à l'Etat. Il devait désigner dans sa demande les limites des terres et le nom des chefs de famille qui consentaient à les occuper avec lui, indiquer le plus souvent les diverses cultures ainsi que la superficie approximative qui devait être consacrée à chacune d'elles. Il fallait donner le nom qu'on désirait voir attribuer à la nouvelle commune, solliciter une exemption d'impôt et de service militaire pour

3 ans. Enfin le postulant priait d'envoyer visiter le nouveau territoire, s'engageait à réunir les habitants et à venir résider avec eux. Souvent aussi il joignait à sa demande le plan du nouveau territoire, la liste des chefs de famille qui devaient l'habiter ainsi que leur âge. Ainsi étaient rédigées les demandes les plus complètes, mais toutes étaient loin de contenir tous ces renseignements. Ce que l'administration désirait savoir avant tout, c'était la désignation de la terre et le nombre des familles; peu lui importait les autres renseignements puisqu'une visite sur les lieux mêmes par l'autorité compétente devait être suivie d'un rapport minutieusement circonstancié.

Cette demande de fondation devait être établie en double exemplaire : l'un conservé par l'administration, l'autre portant l'ordre écrit d'aller visiter les lieux était remis au pétitionnaire qui devait le rapporter au fonctionnaire désigné pour la vérification des lieux.

Après avoir lancé un ordre pour réunir à jour indiqué les chefs de canton, les notables des communes limitrophes et les propriétaires intéressés, le mandarin de la localité se rendait sur les lieux au jour fixé, soit seul, soit accompagné du délégué de la province quand il y en avait un. Alors avait lieu la partie la plus importante des actes constitutifs de la nouvelle commune. Le fonctionnaire faisait la reconnaissance du territoire, véritable enquête de *commodo* et *incommodo*, puis il procédait matériellement à la délimitation de la commune et des champs qui devaient revenir à chaque particulier. Après quoi,

il dressait un rapport minutieux qui suppléait à la demande de fondation lorsque cette dernière était incomplète ou erronée. Ce rapport indiquait le nom, l'âge de chacun des nouveaux propriétaires ainsi que leur signature. On allait même plus loin dans cette voie puisqu'on poussait la minutie jusqu'à classer par catégorie de culture, les parcelles de terrain en indiquant pour chacune d'elles la description des limites, la contenance mesurée et le nom du propriétaire. En somme ce n'était ni plus ni moins que le bornage de la commune et ce rapport constituait son cadastre ou dià-bô. On exigeait la présence de tous les intéressés et, pour bien faire ressortir cette présence d'une manière indiscutable, leur signature sur le rapport était indispensable. Toutes ces formalités étaient nécessaires pour éviter des contestations ultérieures car les Annamites poussent l'esprit de chicane jusqu'à l'extrême et sont sans doute les personnages vivants des « Plaideurs ».

Le rapport était comme la demande de fondation elle-même, fait en double exemplaire. L'un, après avoir été signé par le gouverneur de la province, demeurait dans les bureaux du quan-bô, préfet de l'impôt qui l'ajoutait à la 1^{re} expédition de la demande de fondation. L'autre exemplaire restait dans les archives du préfet.

Lorsque son rapport approuvé lui parvenait du gouverneur, le préfet dressait un procès-verbal qui mentionnait l'exécution des ordres reçus concernant les formalités nécessaires à la formation de la nouvelle commune et qui reproduisait textuellement le rapport mentionné ci-dessus. Ce jugement procès-

verbal était signé par le maire du nouveau village — généralement le fondateur — et ses notables, il était également signé par les représentants des villages intéressés à la délimitation de la nouvelle circonscription administrative, par les chefs de canton et recevait l'approbation du préfet qui y apposait ses cachets.

Ainsi une nouvelle commune était créée, et, la formalité de la demande de fondation exceptée, on voit que c'était un acte fort simple. Les familles qui s'étaient auparavant associées, venaient s'implanter sur le nouveau territoire, édifiaient leur maison en suivant certains rites pour se rendre favorables les Forces extérieures toutes puissantes, cultivaient les lopins de terre qui leur étaient dévolus et choisissaient un Génie tutélaire pour veiller au bonheur du village : la pagode était l'édifice le premier construit. La commune conservait dans ses archives le procès-verbal qui donnait la première classification de sa population et de son cadastre. Elle n'avait plus qu'à dresser les annexes suivantes d'après ce point de départ et à signaler les mutations à mesure qu'elles se produisaient. Cette commune qui avait commencé avec 5 ou 6 inscrits, parmi lesquels on choisissait un maire et un adjoint, s'accroissait d'année en année; le nombre des notables allait en augmentant proportionnellement à la population et l'organisation du village devenait de même de plus en plus complexe. L'Etat avait accordé les limites et le nom de la nouvelle commune, la demande de fondation était la seule restriction à la toute liberté de la commune, à sa naissance; mais maintenant que le village est

créé et qu'il possède ses premiers statuts, il n'a plus de comptes à rendre à l'Etat, il est autonome, il est lui-même un petit Etat dans l'Etat. Le village vit désormais sa vie propre, il a un droit et une religion bien à lui, il a en quelque sorte sa personnalité juridique, c'est une personne morale jouissant de la plénitude des droits civils. A quelques rares exceptions près, il s'administre lui-même, perçoit l'impôt, organise ses travaux publics et dirige sa police. Il forme une communauté très étroite, responsable collectivement des impôts et qui s'ouvre très difficilement à de nouveaux membres. Il ressemble à une famille, sa cohésion est fondée autant sur la communauté supposée d'origine que sur la communauté d'habitat. C'est une sorte d'association personnelle dont l'organisation juridique est assez complexe. Le village est non seulement une personnalité juridique mais aussi une unité religieuse qui s'exprime dans le choix d'un génie protecteur, dont l'existence est crue essentielle à la paix et à la prospérité de la cité. Comme le culte domestique est la condition même de l'existence de la famille, le culte du génie de la cité est un élément fondamental dans la vie de toute la petite cité. Et tous les villages se sont ainsi formés, qu'ils soient villages de pêcheurs, villages industriels ou agricoles, ils forment des groupes de population très fortement constitués. Chaque commune est très désireuse de conserver chez elle la paix et l'ordre, très jalouse de son autonomie, peu disposée par conséquent à entrer en contact avec les étrangers. C'est un fait remarquable qu'aucune grande pagode, aucun marché ne se trouvent dans un village; l'afflux

des marchands ou des pèlerins serait dangereux pour le bon ordre de la commune; les pagodes sont isolées dans un petit bois sacré, les marchés sont en rase campagne, à un croisement de routes ou près d'un bac. La commune possède un dinh, à la fois maison communale et pagode du génie protecteur de la cité. Elle a un cadastre — dia-bo —, un coutumier où sont rédigées les prescriptions auxquelles tout habitant de la commune doit se soumettre (police, participation à la fête annuelle de la commune, taxe à payer pour l'entretien de l'école du village, etc.). Les notables sont les vrais maîtres de la cité et trop souvent ils oppriment la masse du peuple. Mais le village tout entier se réjouit quand un de ses fils a obtenu un grade au concours des lettrés ou quand le génie du village a été promu à une dignité supérieure par un décret de la cour de Hué. La véritable patrie de l'Annamite est son village, il tient à y retourner dans certaines circonstances solennelles, la fête du Têt et la fête du génie. Alors ont lieu des banquets, des cérémonies, des jeux qui présentent du reste une grande variété de village à village. Ici la tradition impose dans les fêtes le jeu du disque, là, le jeu d'échecs, dont les pièces sont des personnages vivants costumés, ailleurs on voit des joutes en pirogue ou bien encore des séances de lutte accompagnées d'une musique triste et monotone.

C'est ainsi que, avant notre arrivée, la commune annamite prenait naissance et organisait sa vie autonome; aujourd'hui encore il en est parfois de même quant à sa formation mais non plus quant à son organisation où on se rend compte de l'ingérance de

plus en plus grande du Protectorat. Les communes aujourd'hui se forment surtout pour d'autres motifs qu'autrefois. Sans doute voit-on toujours des gens, trop à l'étroit dans leur commune surpeuplée, demander à l'Administration d'aller fonder un nouveau village pour cultiver des terrains encore vierges, mais ce n'est là que fait exceptionnel. Les terres sont en effet depuis longtemps partout cultivées; on ne trouve plus que les hautes régions boisées du Tonkin ou de la Cochinchine, encore incomplètement exploitées, qui permettent ce genre d'établissement. L'indigène incendie alors la forêt et établit ses champs sur un terrain ainsi fumé à bon compte. Mais ce procédé est d'autant plus rare que d'une part l'habitant du delta est plein d'effroi pour la haute région rendue mystérieuse par des légendes orales et où il trouve la fièvre et les bêtes féroces comme le tigre, animal vénéré tellement il est redouté, et que d'autre part les habitants de ces régions — les Sauvages comme les appellent faussement les Annamites — sont surtout des nomades et ne forment que rarement des villages. La fondation actuelle d'une commune tient surtout à des causes morales : rivalité entre les hameaux d'une même commune pour posséder le premier des notables, place enviée qui donne droit à la présidence du conseil communal, dont l'honneur rejaillit sur le hameau et lui profite matériellement pour obtenir un rang privilégié; discussions d'intérêt au sujet de la pratique d'un culte, de la propriété ou de la création d'une pagode bouddhique ou d'une église catholique. La fondation d'un nouveau village tient aussi à des causes purement

matérielles : cours d'eau qui sépare tel hameau des autres hameaux de la commune et en rend l'administration délicate, augmentation notable de la population d'un hameau, etc... Dans tous les cas ce sont toujours des hameaux qui se détachent pour fonder à leur tour de nouvelles communes; il n'y a pas à proprement parler création mais seulement reconnaissance. Le Protectorat doit d'ailleurs veiller à cette tendance particulariste sans quoi, pour des raisons futiles le plus souvent, le territoire d'une commune serait bientôt divisé en petits villages indépendants n'ayant pas la force et les moyens de s'organiser et de remplir les charges envers l'Etat, mais toujours en procès les uns avec les autres. L'augmentation du nombre des communes, déjà trop nombreuses à notre point de vue, rendrait en outre de plus en plus malaisé le contrôle qui tend au contraire à se développer, l'organisation administrative et le budget ne pourraient plus être surveillés aussi souvent tant par le contrôle sur place que par le contrôle sur pièces, ce serait bientôt la mort des récentes réformes communales.

Actuellement les demandes de fondation de nouvelles communes sont faites aux Administrateurs qui les instruisent, fixent les nouvelles limites, établissent le rôle qui servira de base à la perception de l'impôt personnel et de l'impôt foncier et transmettent la demande au Directeur de l'Intérieur qui, lui, la présente à l'approbation du Gouverneur en Conseil privé. La condition essentielle de la création d'une commune est l'existence d'un certain nombre d'individus s'engageant à payer l'impôt foncier et à sup-

porter toutes les charges imposées aux inscrits. D'après la coutume annamite persistante, une exemption d'impôt et de service militaire durant un laps de 3 ans correspondant à la période de défrichement, doit être accordée à toute commune qui vient de se fonder. En somme le Protectorat n'a pas voulu apporter grand changement pour ne pas rompre avec les coutumes ancestrales des Annamites et nos fonctionnaires jouent à peu près le même rôle que jouaient autrefois les mandarins indigènes.

Etymologie et subdivisions de la commune.

Ainsi se sont constituées sur toute la surface des deltas tonkinois et cochinchinois, dans toutes les petites vallées annamites, au sommet des mamelons et dans la jungle indochinoise les milliers et les milliers de petites communes que nous y voyons aujourd'hui. Chaque territoire de ces petites patries porte naturellement un nom qui lui a été décerné lors de la demande de fondation, mais la commune en général, la Commune personne morale a reçu le nom général de « XA », bien qu'il n'en soit pas strictement ainsi dans toutes les régions. Il n'est rien de plus curieux que de rechercher l'étymologie de ce mot. Le signe idéographique qui désigne la commune — n'oublions pas qu'avant notre arrivée l'écriture chinoise était seule connue — signifie esprit de la terre, c'est-à-dire esprit qui préside à toutes les évolutions du monde tellurique. Il est composé de 2 caractères ou racines; les dérivés de l'une expriment

tout ce qui a trait aux génies bons ou mauvais qu'il faut vénérer si on veut se les concilier; les dérivés de l'autres de ces racines comprennent la notion de ce qui est terrestre et par suite l'endroit même où chaque individu peut se fixer pour subvenir à ses besoins. La réunion de ces deux caractères donne l'idée d'un lieu où se rassemblaient des individus sacrifiant aux génies. Lorsqu'on se rappelle le culte commun de l'Annam et du Céleste Empire pour la Terre, ou plutôt pour la Force mystérieuse qui la gouverne, il apparaît tout naturel que les Annamites aient choisi ce mot de « XA » pour désigner la commune. La commune, occupant un point de cette terre, a reçu le nom de l'Esprit qui veille sur elle et s'est trouvée ainsi placée directement sous son patronage.

Nous disions précédemment que le mot « XA » terme que la commune porte dans les livres les plus anciens de la Chine, n'était pas le seul. La commune annamite porte encore les noms de « Trang » et de « Trai » suivant l'étendue de son territoire et la densité de sa population, suivant aussi l'emplacement du village soit dans le delta, soit au bord de la mer ou de la montagne. Ainsi, tout au moins au Tonkin, si le mot « XA » est généralement donné aux communes les plus importantes, celui de « Trang » désigne un village de moindre importance établi sur un terrain desséché tandis que le terme de « Trai » est employé pour une commune de petite superficie et érigée le plus souvent au pied d'une colline ou à flanc de coteau. La grande commune ou « Xa » est généralement formée de plusieurs hameaux ou « Thôn » qui ont chacun leur

administration particulière mais concourent tous aux charges du « Xa », ces hameaux pouvant à leur tour avoir des subdivisions si la densité de la population est forte. En Cochinchine, comme d'ailleurs dans d'autres parties du royaume, ces expressions ont une acception absolument contraire puisque le mot « Xa » désigne une commune dont le territoire est relativement petit par rapport à la population agglomérée en villages, et qu'on appelle « Thôn » une commune comportant un grand territoire. Il faut donc soigneusement distinguer la région où on se trouve et ne pas se laisser leurrer par la similitude des noms, sous peine de commettre les plus graves erreurs.

CHAPITRE II

ADMINISTRATION DE LA COMMUNE

La commune une fois fondée, il faut l'organiser, lui donner une existence administrative. Et pour connaître cette vie administrative nous allons être obligés de pénétrer dans l'intérieur de la commune.

Ce n'est d'ailleurs pas une tâche des plus faciles. Certes le village annamite n'a rien de l'oppidum romain ni du burg burgrave, mais il ne se laisse pas aisément surprendre par l'étranger. Le plus souvent éloigné de la route à laquelle il est relié par une mince levée de terre serpentant à travers des rizières, le village vous effarouche au premier abord : vous ne voyez rien qu'une haute haie de bambous si touffus qu'aucun regard étranger ne peut saisir ce qui se passe à l'intérieur de cette enceinte hostile. Vous finissez par découvrir cependant une étroite découpure dans cette muraille végétale, découpure d'ailleurs obstruée par une mince barrière et près de laquelle se trouvent quelques indigènes, comme par hasard. Franchissons hardiment cette porte et nous voici maintenant dans la place. Un silence subit a succédé aux divers bruits perçus précédemment, des femmes travaillent ou somnolent devant leurs cases, des enfants sont assis et ont cessé leurs jeux, on est

surpris de sentir peser sur soi un regard plus inquiet qu'hostile, et on est étonné aussi de ne rencontrer aucun homme. Mais heureusement, grâce à l'aimable conduite des gardes qui nous ont accueilli à la porte, nous voici devant un vénérable mandarin à barbiche blanche et aux ongles démesurément longs — marque de noblesse et privilège d'une vie uniquement intellectuelle —. Après la traditionnelle tasse de thé, après de nombreux silences et maintes réticences, cet indigène finira par nous apprendre l'organisation intime de sa commune. Pendant notre longue conversation le village reprendra sa vie normale : les enfants d'abord timides viendront jusqu'à nous, les hommes reprendront leur travail et n'hésiteront plus à se montrer.

Cet isolement du village, ce vide à la venue du visiteur, tout cela n'est pas vrai pour tous les villages. S'il en était ainsi pour tous les villages annamites lors de la conquête, cela n'existe plus que pour les communes de l'intérieur et éloignées des centres de peuplement. Malgré tout, pour les autres, même pour celles du delta et près des villes, subsiste la haie de bambou et le sentiment que tout visiteur est plus ou moins un intrus.

Nous apprendrons ainsi, grâce à notre mandarin, que la commune annamite est pourvue d'une autonomie beaucoup plus large que la commune en France; que comme personne morale elle possède un patrimoine mais ne peut céder que l'usufruit, pour trois ans, de ses biens immobiliers. La commune exerce elle-même ses droits civils en justice, soit en demandant, soit en défendant, avec l'autori-

sation de l'Administrateur; elle participe à la répartition de l'impôt et à la confection des rôles; elle perçoit l'impôt et le verse au trésor local et en est responsable collectivement; elle a la police de son territoire; elle est notaire et tient le dia-bo; elle est huissier et exécute les jugements et arrêts, vend les biens d'un débiteur saisi et en distribue le prix entre les créanciers. L'administration de la commune, comme du reste celle de la famille est réglée en tout ce qui n'intéresse pas directement le service de l'Etat, non par la loi mais par une coutume orale, traditionnelle, susceptible de nombreuses modifications de détail et variant de province à province. La commune en un mot, c'est une personne majeure; l'Etat n'intervient dans son administration que pour les questions d'intérêt général ou bien — ce qui arrive très rarement — lorsqu'une partie de la population porte plainte contre ses mandataires naturels, les notables, membres du conseil municipal. Nous saurons aussi que la commune est divisée, quant à sa population en 2 groupes : les Administrateurs ou Notables, d'une part; les Administrés, d'autre part. Ce sont ces deux grandes catégories d'habitants que nous allons successivement étudier.

§ I. — *Les Notables, Le Conseil des Notables.*

LES NOTABLES. — La commune est administrée par les Notables. Il est bien difficile de définir le Notable car, outre les variations existant suivant les provinces et même suivant les communes, ce terme désigne

aussi bien le titre honorifique lui-même que les fonctions administratives accompagnant ce titre : pour les uns il n'est qu'une distinction recherchée, pour les autres il s'ajoute à la fonction administrative. Cette ligne de démarcation très nette entre ces deux personnalités du notable, n'a été établie qu'assez tardivement : la Cochinchine a vu stipuler cette distinction par l'arrêté du Gouverneur Général, mais l'Annam et le Tonkin ont dû attendre jusqu'en 1920. Néanmoins souvent les pièces administratives créent cette confusion encore à l'heure actuelle d'où la précaution à prendre quand on les lit.

On distingue les notables majeurs et les notables mineurs, et, pour frapper davantage l'esprit, cette différence a été résumée dans la formule suivante : les notables majeurs délibèrent, les notables mineurs exécutent. Il ne faudrait pas exagérer cette distinction car cette formule, comme toute formule n'est pas absolue et contient sa part d'erreur, on trouve des notables mineurs qui délibèrent et des notables majeurs qui exécutent. Il serait plus rationnel de dire que les notables mineurs apparaissent plus comme des fonctionnaires municipaux que comme des conseillers municipaux.

Quoiqu'il en soit de ces différences parfois subtiles, les notables obéissent à des règles communes. Les notables sont en effet hiérarchisés, ils ne peuvent prendre rang dans la hiérarchie sans avoir passé par les grades inférieurs; la coutume réglemente le temps dévolu pour passer d'une classe à une autre, et indique minutieusement le titre, le rang, les prérogatives et les obligations de chaque grade. la liste com-

plète des notables de chaque commune doit être déposée et tenue à jour à la maison commune ainsi que dans les bureaux de l'Administrateur chef de province.

Les notables sont choisis, autant que possible parmi les propriétaires fonciers de la commune ou les habitants les plus aisés, devant avoir au moins vingt et un ans d'âge; ils sont élus par tous les contribuables réunis en séance publique, pour une durée non déterminée et qui finit par devenir illimitée. Il arrive cependant exceptionnellement qu'un habitant pauvre soit élu, mais il faut alors que ce dernier jouisse d'une grande réputation de respectabilité et que sa connaissance des affaires publiques puisse être utile à l'intérêt général de la commune. Le notable est destitué de ses fonctions pour des motifs exceptionnellement graves et dans un concours de circonstances qui n'arrivent pratiquement presque jamais, aussi le cas normal est celui où le notable donne volontairement sa démission. Le démissionnaire présente lui-même à ses collègues un successeur dont il peut répondre, et les contribuables sont alors convoqués au « dinh » du village où le candidat est élu s'il a obtenu la majorité des voix présentes. En cas de contestations, celles-ci sont réglées en dernier ressort par l'Administrateur chef de province.

Outre leur avancement, les notables peuvent recevoir des distinctions honorifiques telles que des décorations. Ainsi peuvent être proposés pour des médailles, les notables s'étant distingués par le zèle et le dévouement dont ils ont fait preuve dans la ges-

tion des affaires communales. Cette distinction ne doit être d'ailleurs distribués qu'avec modération et après une enquête approfondie sur les mérites réels des candidats, leurs antécédents, leur moralité, leur degré d'instruction, leurs rapports avec les différents services représentés dans les provinces.

Mais si le corps des notables exerçant des fonctions administratives se trouve limité par le nombre de ces fonctions et des attributions qui s'y attachent, il n'en est pas de même lorsqu'on ne considère que le notable du point de vue dignitaire. Le nombre de ces notables est en principe illimité. Ici il n'y a plus d'élection, les garanties de respectabilité sont passées au second plan, on devient notable pour avoir acheté des titres vendus par la commune lors d'une crise financière, pour avoir obtenu un diplôme délivré par l'autorité supérieure en récompense de service rendus; on devient notable surtout enfin pour avoir atteint l'âge de soixante ans — un Indochinois âgé de soixante ans est presque un centenaire européen —, cette dernière coutume qui rend un si bel hommage à la vieillesse est un des plus nobles traits de la morale annamite.

Ces notables qui dirigent et représentent la commune, ces administrateurs que le Protectorat est seul parfois à connaître, quelle est leur valeur morale, et quelle confiance devons nous avoir en eux ? Certes il ne faut pas dénigrer de parti pris l'administration indigène actuelle, mais il serait dangereux d'affirmer, comme certains l'ont fait, que ce corps est digne de toute éloge. Il ne faut pas oublier que lors de la conquête de la Cochinchine, les mandarins ainsi que les

principaux notables s'enfuirent devant nous, emportant ou détruisant tout ce qui aurait pu faciliter notre administration : les archives, les registres de la propriété foncière, les rôles d'impôts. Les provinces et les communes se trouvèrent subitement sans chefs, nos officiers et nos administrateurs ne trouvaient plus personne à qui s'adresser. Nous ne pouvions songer à remplacer immédiatement les chefs indigènes par des fonctionnaires européens, il n'y fallait d'ailleurs pas songer pour l'administration des communes : différence de langues, de mœurs, c'était une civilisation presque inconnue et qu'on ne pouvait comprendre du jour au lendemain. Devant les besoins urgents de notre administration, on décida de créer un nouveau corps de fonctionnaires. Aux anciens lettrés, aux anciens notables, connus de tous, dont la science et l'honorabilité étaient entières ou presque, succédèrent par suite de notre intervention, des interprètes, des malins, des domestiques même. Ces nouveaux arrivants étaient naturellement plus ou moins honorables, mais ils nous rendaient de précieux services et le Gouvernement devait souvent fermer les yeux. Cependant avec la paix française, les nouvelles générations se sont rapprochées de nous, l'administration indigène s'est apurée et le Protectorat s'ingère de plus en plus dans l'organisation communale pour contrôler et même parfois pour agir de sa propre autorité. Malgré tout, il est possible de se demander si les notables actuels valent les anciens notables. Sans doute, ceux-ci sont plus surveillés, leurs pouvoirs ont désormais des limites, le paysan ne connaît plus les terribles vexations et

les honteuses concussions d'autrefois, mais ils ont bénéficié et bénéficient d'une cause économique profonde : l'apparition de la richesse mobilière. Les Français en arrivant créèrent la richesse mobilière par suite du commerce, de l'industrie, de la domesticité et de tous les besoins d'une vie occidentale. La richesse mobilière dépasse bientôt la richesse foncière, et il se produit alors un déséquilibre. En même temps les transactions, auparavant réduites dans le temps et dans l'espace, croissent rapidement et s'étendent au loin. Comme la concussion existe toujours et fait en quelque sorte partie intégrante de la personnalité annamite, les causes de fraude ont augmenté dans la même proportion. Les notables, surveillés de plus en plus strictement, ne peuvent pas voler de grosses sommes, mais ayant de plus grandes occasions qu'auparavant, il n'y a rien de changé. Concussionner 100 piastres à propos d'une seule affaire ou voler 1 piastre sur cent transactions, cela revient au même. Mais ce qui est encore plus grave, c'est la puissance qu'exerce l'argent sur les esprits, la fortune conduit au pouvoir plus aisément aujourd'hui que ne le faisaient autrefois une science solide et une respectabilité parfaite — ce problème délicat ne touche d'ailleurs pas que l'Indochine —. Pour réagir contre ces tendances, ce n'est pas au Protectorat, ce n'est pas aux notables seuls qu'il faut s'en plaindre; ce sont les mœurs qu'il faudrait faire évoluer, c'est une éducation qu'il faudrait donner à l'indigène. Le mal n'existera plus lorsque l'Annamite aura compris qu'il ne doit plus se laisser dépouiller par son chef direct, qu'il ne doit pas consentir et le

plus souvent proposer de toucher moins que son dû, ne pas souffrir du notable ce qu'il a pris l'habitude de ne plus tolérer de la part du fonctionnaire français. On voit là que c'est une œuvre de longue haleine, mais c'est là la cause profonde.

CONSEIL DES NOTABLES. — Théoriquement c'est l'ensemble des habitants qui prend part à la discussion qui réglera les affaires publiques. En fait ce sont les notables et leur représentant qui administrent la commune. Le conseil des notables rappelle un peu notre conseil municipal, mais il faudrait se garder de vouloir y trouver une analogie profonde; on trouve quelques principes communs mais la composition et les attributions de ce conseil ont leurs caractères propres.

Dans chaque commune, en Cochinchine du moins, le conseil des notables doit comprendre au moins un président, un vice-président et 9 membres dont les attributions sont les suivantes :

1° Le président est le premier notable, il figure toujours en tête de liste sur les écrits communaux et est le véritable chef du village, c'est lui qui dirige les discussions et qui garde les archives de la commune. Dans certains villages il a une part des rizières communales. Autant que possible les habitants de chaque hameau poussent le premier d'entre eux à la situation de premier notable pour recevoir en compensation le maximum de privilèges; cette rivalité entre les différents hameaux est souvent une cause de demande de séparation. Ce premier notable est appelé huong-ca en Cochinchine et tiên-chi ou tu-chi

au Tonkin — terme sous lequel il est beaucoup plus connu.

2° Le vice-président remplace, en cas d'absence, le président du conseil des notables; il est inspecteur de tous les services communaux et doit à ce titre signaler au président les défaillances commises par le personnel de ces services;

3° Le huong-trong qui, avec les deux notables précédents veille à ce que les autres notables remplissent convenablement leurs fonctions suivant la règle traditionnelle, établit le budget communal, en surveille les recettes et les dépenses et est gardien du trésor communal. Ce fonctionnaire est chargé d'assurer la bonne marche de l'instruction publique dans la commune et de prêter aux membres de l'Enseignement tout le concours désirable;

4° Le huong-chanh est chargé de régler à l'amiable et sous forme de transaction, les contestations de minime importance survenues entre les habitants du village;

5° Le huong-giao instruit et dirige les jeunes notables, il est le professeur de ceux qui sont appelés à jouer bientôt un rôle dans les affaires communales. Il est secrétaire du conseil et comme tel établit les procès-verbaux de délibérations du conseil des notables sur un registre spécial dont la tenue est obligatoire.

6° Le chef de la police administrative et judiciaire du village est le principal auxiliaire du procureur de la République, et, à ce titre, est chargé de la recherche des crimes et délits; il a également la sur-

veillance des voies terrestres et fluviales, des chemins de fer, des ponts, des lignes télégraphiques.

7° Le huong-bô veille à sa conservation des rôles des archives du village; il tient le registre des recettes et des dépenses, il est gardien du mobilier et du matériel de la commune.

8° Le huong-thân, premier des trois notables exécutifs, est chargé plus spécialement d'assurer la liaison entre l'autorité judiciaire et le conseil.

9° Le maire, sur les attributions duquel nous reviendrons ultérieurement, sert particulièrement d'intermédiaire entre l'Administration et la commune. Il garde le cachet du village ainsi que les instructions de l'Administration, s'occupe spécialement du recouvrement des impôts et de leur versement à la Perception. S'il est appelé huong-xa en Cochinchine on le connaît beaucoup mieux sous le terme de ly-truong en Annam-Tonkin.

10° Le chef de la police communale est chargé de l'exécution des règlements de voirie, remplit les fonctions d'huissier de la commune.

11° Le huong-hào est le dernier des trois notables exécutifs et a des attributions analogues et solidaires de celles des deux notables précédents. Tous trois assurent en effet collectivement le bon ordre, la sûreté et la salubrité publique. Tous trois sont chargés de la perception des impôts, de l'exécution des lois, règlements et jugements, des décisions de l'administration et du conseil des notables, de l'établissement des rôles d'impôts et de tous les documents réclamés par l'autorité supérieure, de la certification des actes, de la surveillance des forêts; ils sont enfin les auxi-

liaires du chef de la police administrative et judiciaire. Au point de vue des rapports avec l'administration, on peut dire que le conseil communal se compose essentiellement de ces notables exécutifs.

12° Immédiatement après ces notables vient le chanh luc hô qui, par l'importance de ses attributions, est rangé parmi les grands notables mais ne siège pas au conseil, il doit en particulier tenir les registres de l'état civil du village.

Tous les notables d'un village sont investis chacun des pouvoirs que leur donne le conseil des notables et ils ont droit de les exercer lorsqu'aucun texte n'attribue ces pouvoirs à un ou plusieurs d'entre eux spécialement désignés.

A l'intérieur du conseil, l'âge ainsi que les services antérieurs font classer les notables en 3 sections dont les membres prennent respectivement les noms suivants : Dich-muc, Ky-muc et Ky-laô. Les premiers pris parmi les plus jeunes et les plus actifs doivent faire exécuter les ordres arrêtés après délibération. Les seconds, de beaucoup plus influents et aussi les plus nombreux, sont chargés de préparer toutes les affaires, de les soumettre à la discussion puis de leur faire donner la suite qu'elles doivent avoir. Enfin les derniers sont en général d'anciens notables que leur grand âge et par suite leur expérience font siéger de droit au conseil, ce sont en quelque sorte les notables honoraires, ils n'ont jamais voie délibérative mais ne sont pas pour cela de simples spectateurs; le conseil a recours à leur expérience et doit obligatoirement les consulter toutes les fois qu'il s'agit de solution à donner à des débats soulevés à

propos de limites de champs communaux ou de procès de commune à commune.

Les réunions de notables n'ont pas lieu comme les sessions de nos conseils municipaux à des dates fixes et leur nombre n'est nullement limité. Pour qu'une séance du conseil municipal ait lieu, il suffit que plusieurs notables aient jugé la nécessité de discuter en conseil une question paraissant exiger une solution immédiate. Les formes de la convocation sont fort simples : un crieur public parcourt les hameaux informant les autres notables ainsi que tous les habitants de la date de la convocation et de son objet. Les habitants sont ici invités, les contribuables peuvent être consultés si certaines questions réclament leur éclaircissement.

Il ne faudrait pas se représenter une session du conseil communal annamite semblable à celle du conseil communal français : les conseillers assis confortablement dans une pièce bien close, et discutant des textes devant une grande table recouverte de l'inévitable tapis vert. Tout au contraire, la réunion a lieu à la pagode de l'esprit protecteur du village, le Dinh, qui sert de maison commune, de salle de théâtre et au besoin de caravansérail pour les voyageurs de distinction. Cet édifice est assez vaste pour contenir tous les contribuables de la commune, mais est ouvert la plupart du temps à tous les vents. Il suffit d'assister à une réunion de notables pour comprendre quelle est l'importance que l'annamite attache au décorum et à la question de prestige; ici plus qu'ailleurs les questions de préséance et de hiérarchie en priment beaucoup d'autres. L'Annamite,

pointilleux à l'extrême, se froisse gravement pour un rien et se met souvent de lui-même à la place qui lui convient si on a oublié de la lui donner; de son côté, un inférieur n'hésitera jamais à s'effacer devant son supérieur. Aussi ne faut-il pas être surpris de voir que certaines de ces règles de préséance ont reçu une sanction royale ayant force de loi. Le conseil communal donne lieu à tout un cérémonial et chacun a sa place déterminée. En faisant abstraction des milles petits détails auxquels l'indigène attache une si grande importance, on peut dire que l'espace du « dinh » réservé à la réunion est divisé en trois parties principales : au centre se trouvent tous les lettrés et les principaux mandarins, à gauche se tiennent les vieillards âgés d'au moins 70 ans — il ne faut pas oublier que la gauche est la place d'honneur dans ces pays —, et à droite sont groupés les petits fonctionnaires ainsi que les autres contribuables. Lorsque tout le monde est placé, vient alors la discussion des affaires qui ont décidé certains notables à réunir le conseil. En général la réunion elle-même est assez courte car les notables majeurs, y compris le maire, ont le rôle primordial et décident de toutes les affaires, les notables mineurs se bornent à acquiescer et à faire exécuter les décisions. Mais assez souvent le conseil communal est suivi d'un festin, pour lequel le même cérémonial est exigé si on en excepte toutefois les vieillards qui, dans cette dernière circonstance n'ont pas tous les honneurs et qui, parfois, ne sont même pas invités. C'est là d'ailleurs une coutume tendant à se perdre et que nous ne cherchons pas à encourager; trop souvent, en

effet, ces festins se terminent par des jeux d'argent et c'est là l'occasion pour le premier notable de faire dépenser leur solde aux notables inférieurs, pour pouvoir mieux se les asservir ainsi que pour percevoir une taxe sur chaque tripot. L'ancienne législation annamite condamnait d'ailleurs déjà ces façons frauduleuses. « Si la population d'une commune se réunit au sujet de quelque affaire privée ou publique, dans cette réunion on peut seulement employer le bétel et l'arec comme objets de politesse et de cérémonie. On ne doit pas, sous prétexte de traiter des affaires de la commune, faire contribuer les gens du peuple et se réunir pour boire et manger; s'il est contrevenu à cette disposition le chef de la commune est puni de cinquante coups de rotin ».

LE MAIRE. — Le maire, appelé « xa truong » en Cochinchine et « ly truong » au Tonkin et en Annam, est un notable majeur bien qu'il soit chargé surtout de l'exécution des décisions du conseil. Le maire de la commune annamite ressemble encore moins au maire français que la réunion des notables ressemble à notre conseil municipal. Ce qui le caractérise tout d'abord c'est qu'il est le seul représentant de la Commune accrédité près de l'administration, donc le seul notable dont la nomination soit soumise à l'agrément de l'administration centrale. Représentant de la commune et seul connu du Protectorat, fonctionnaire le plus actif de sa circonscription administrative et compétent en toute matière, le maire, est-on amené à croire doit être un personnage influent devant lequel tous les autres notables s'inclinent respectueusement. Il est loin d'en

être ainsi comme nous avons pu nous en rendre compte en étudiant rapidement les diverses attributions des principaux notables de la commune. Loin d'être le principal notable, le maire en est au contraire un des derniers, il n'a nullement la présidence du conseil communal et doit se borner à exécuter. Indispensable à l'administration de la commune, mais véritable pantin dont les notables agitent les ficelles à leur guise, il n'est qu'un homme de paille. Aussi a-t-on soin de le choisir de manière à répondre à ces vues : on lui demande de s'exprimer avec aisance, d'être retors, capable de défendre les intérêts des administrés, de leur éviter des charges et de leur obtenir des faveurs, on lui demande aussi de n'avoir pas une personnalité marquante et d'avoir un caractère extrêmement souple. Les choses ne se passent naturellement pas ainsi lorsque la commune vient de se créer. Le fondateur prend alors généralement la qualité de maire comme nous avons pu nous en rendre compte à propos de la constitution de la commune, ce fonctionnaire tout puissant est vraiment le chef du conseil municipal dont les membres, en nombre restreint, sont désignés par lui. Mais à mesure que le village croît en population, le nombre des notables augmente et les fonctions de maire, primitivement les plus considérées, passent bientôt et successivement au second plan.

Le maire est élu par les notables, pour un an, mais généralement son mandat est de beaucoup plus longue durée car le village peut le maintenir dans ses fonctions aussi longtemps qu'il lui plaît. Le résultat de l'élection doit être soumis à l'acceptation

de l'Administration, celle-ci se contente le plus souvent d'enregistrer la nomination du nouveau maire et de l'accréditer, elle ne refuse son approbation que dans des cas graves comme par exemple celui d'une condamnation.

Après son élection, le maire reçoit un brevet ou « bang cap » et un cachet de bois qui est le sceau du village. Ces deux objets sont les seuls attributs de ses fonctions : avec l'un il se fait reconnaître et il appose l'autre sur toutes les pièces qu'il doit viser. Les fonctions de maire sont multiples. Il vise ou légalise toutes les requêtes des particuliers, toutes les signatures, son visa est nécessaire pour donner l'authenticité aux actes privés. Intermédiaire entre l'Administration centrale et le village, il reçoit directement les ordres de l'autorité supérieure et est responsable de leur inexécution s'il ne prévient pas en temps opportun l'autorité compétente que le conseil des notables n'a pas laissé exécuter ses ordres. Il est également chargé de la police, fait tous les rapports officiels sur les délits ou faits graves se produisant à l'intérieur du village, tels que meurtre, incendie, ouverture de maisons de jeux, contrebande, etc..., il est donc punissable, d'après la loi, si ayant connaissance d'un délit il n'en informe pas la justice et ne fait pas arrêter les délinquants. Il gère les revenus et surveille la comptabilité, représente le village en justice soit en demande, soit en défense. Il dirige les travaux à effectuer et pourvoit aux mesures relatives à la voirie urbaine; il souscrit les marchés et passe les adjudications des travaux dans les formes établies par les lois et règlements.

Le maire est enfin et surtout l'agent officiel de la perception des impôts. Il est le gardien des rôles d'impôt, conserve aussi toutes les copies d'ordres et toutes les pièces officielles de l'année courante; il s'occupe plus spécialement du recouvrement des impôts et de leur versement à la perception. Le chef du village est d'ailleurs aidé dans cette tâche par ses deux adjoints, notables exécutifs comme lui. Le maire perçoit conformément au rôle le montant de la cote personnelle de chacun des habitants qui sont inscrits et délivre récépissé de la somme perçue; ce récépissé doit être visé par deux employés du village et revêtu du cachet officiel. Le soin du versement de l'impôt appartient essentiellement au maire sous la surveillance du chef ou sous-chef de canton et en sont responsables vis-à-vis de l'Administration; il est donc de toute nécessité que ces fonctionnaires s'occupent seuls de la rentrée de l'impôt. La responsabilité du « ly truong » est en effet effective, directe, pécuniaire, personnelle et même corporelle en ce sens qu'elle se traduit par l'amende et la prison qui lui sont infligées en cas d'oubli, de faute ou de déficit financier incombant au village. Le maire prend des arrêtés à l'effet : 1° d'ordonner les mesures locales sur les sujets confiés par les lois et règlements à sa vigilance et à son autorité; 2° de publier à nouveau les lois et règlements de police et de rappeler les habitants à leur observation.

Les arrêtés pris par le maire sont immédiatement soumis à l'approbation du chef de l'administration locale qui peut les annuler ou en suspendre l'exécution. Ceux de ces arrêtés qui portent règlement per-

manent ne sont exécutoires d'office qu'un mois après leur transmission à l'autorité supérieure. Le Chef d'administration locale peut d'ailleurs abréger ce délai.

Les arrêtés du maire ne sont obligatoires qu'après avoir été portés à la connaissance des intéressés par voie de publication d'affiches en français et en langues du pays, toutes les fois qu'ils contiennent des dispositions générales et dans les autres cas, par voie de notification individuelle.

Les fonctions multiples du maire sont donc un véritable fardeau qui pèse sur lui, il ne peut d'ailleurs être partout à la fois; aussi partage-t-il le travail et la responsabilité avec ses deux adjoints, notables exécutifs, sur les attributions particulières desquels nous ne reviendrons pas.

ETAT CIVIL. — Dans l'ancien Annam, l'Etat Civil n'existe pas; les naissances, mariages et décès sont ignorés de l'administration. Les parents déclarent seulement la naissance de l'enfant du sexe masculin pour pouvoir le faire participer plus tard aux privilèges comme aux charges qui sont les attributs de tout habitant du village. De même on déclare le décès d'un habitant inscrit au « dinh bo » afin de pourvoir à son remplacement. On se rend compte de la difficulté qu'eurent nos premiers administrateurs : il était impossible de savoir le nombre exact d'habitants d'un village, chaque habitant pouvait prétendre l'âge qu'il voulait, de là toutes les difficultés qui étaient soulevées à propos des impôts et des corvées ainsi qu'à l'occasion des procès. Aussi le Protectorat chercha-t-il de bonne heure à établir un ré-

gime un peu analogue à celui de France mais approprié aussi à la coutume annamite. La Cochinchine, la première, et cela va de soi, fut dotée de l'Etat Civil, puis ce fut le tour de l'Annam et du Tonkin d'adopter à peu près la même organisation qui avait fait ses preuves dans la colonie.

Si nous étudions l'état civil après avoir parlé du maire, c'est uniquement pour la commodité du sujet, mais en Annam le maire n'est pas comme chez nous officier de l'état civil. Les fonctions d'officier d'Etat Civil dans chaque commune sont remplies par le « chanh luc bo » qui est rangé parmi les grands notables par suite de l'importance de ses fonctions mais ne siège pas au conseil communal, comme nous l'avons vu précédemment.

Dans chaque commune il est tenu des registres spéciaux concernant respectivement les naissances, les mariages et les décès de tous les indigènes. Ces registres sont soumis à certaines formalités calquées d'ailleurs sur le régime métropolitain : ils doivent être cotés et paraphés par le Président du tribunal de l'arrondissement, tenus par les officiers de l'état civil désignés par le conseil des notables de leur commune sauf ratification par l'administrateur. Ils sont tenus en double et établis sur deux colonnes : l'une renferme une formule imprimée en « quôc-ngu » dont les blancs sont remplis par l'officier de l'état civil, l'autre colonne contient la traduction française de l'acte. Dans les dix jours de chaque mois, l'officier de l'état civil doit faire parvenir au greffe du tribunal de l'arrondissement une copie correcte signée par lui et certifiée par deux notables

de tous les enregistrements de naissances, mariage et décès fait par lui dans le mois écoulé. Les registres sont clos et arrêtés le 31 décembre de chaque année; l'une des expéditions est adressée dans le mois de janvier suivant au greffe du tribunal de l'arrondissement et les copies mensuelles transmises par les officiers de l'état civil y restent annexées, l'autre expédition est déposée à la mairie de la commune.

Toute déclaration concernant l'état civil doit être faite en présence de deux témoins; l'acte doit porter leurs noms et prénoms, âge, domicile et profession en même temps que ceux du déclarant. Les registres tenus dans les greffes font foi en justice jusqu'à preuve du contraire. Toute personne qui en fait la demande peut retirer des extraits à condition de payer un droit fixé par le Gouverneur. Il est également possible de délivrer des extraits des registres, et ces extraits doivent alors être signés de l'officier de l'état civil et de deux notables.

On voit que la loi s'est entourée de multiples détails pour assurer l'intégrité et la sincérité des déclarations. Mais elle ne s'est pas contentée d'essayer d'empêcher les fraudes, elle a édicté des sanctions sévères lorsque le mal a été fait. C'est ainsi que toute personne obligée de remplir une déclaration concernant l'état civil et qui, sans excuses légitimes, a omis ou négligé de la faire, est punie d'amende. De même tout habitant qui volontairement fait ou laisse faire une fausse déclaration est puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans cumulativement à une forte amende. La même sanction, sans préjudice il est vrai des peines plus graves édictées par le Code

Pénal, sera infligée à l'officier de l'état civil qui, par manque de soins aura détruit, altéré effacé ou perdu un registre, ou qui aura négligé d'enregistrer une déclaration reçue.

La naissance doit être déclarée dans les huit jours; et comme en Annam on est très soupçonneux il faut que l'enfant soit présenté, soit au bureau de l'état civil, soit en cas de maladie, dans la maison où il se trouve. La déclaration doit être faite par le père ou à son défaut par les personnes suivantes : la mère, les personnes ayant assisté à l'accouchement, celles habitant la même maison que l'accouchée ou une maison voisine. L'acte de naissance doit énoncer le jour de la naissance de l'enfant, son sexe, les prénoms qui lui sont donnés, les noms, prénoms, profession et domicile des père et mère et indiquer s'il est né d'une union du premier rang ou du deuxième rang; il faut se rappeler que nous sommes ici en pays annamite et que le concubinage est permis.

Le mariage annamite, acte essentiellement religieux, et cérémonie complexe, a embarrassé le législateur à propos de sa transcription sur les registres de l'état civil car il n'y a aucune analogie avec le mariage européen. Cependant à force de souplesse on a réussi à adopter les formalités européennes à la coutume indigène et à concilier les exigences annamites et les exigences françaises. Lorsqu'un mariage est projeté et que le jour de la cérémonie définitive est arrêté, chacune des personnes chargées de procéder au mariage doit en donner avis à l'officier de l'état civil de la commune de la future épouse; il en est de même pour l'entremetteur —

personnage original et presque indispensable à tout mariage annamite. — La déclaration doit indiquer les noms, prénoms, âge et domicile de chacun des futurs époux, des pères et mères, de l'entremetteur. Cette déclaration inscrite sur un registre spécial est recopiée sur une feuille qui doit être affichée pendant huit jours à la porte du dinh. Le jour où a lieu la cérémonie définitive, ou dans les trois jours qui suivront, une nouvelle déclaration doit être faite par l'époux; l'officier de l'état civil la transcrit alors avec tous les renseignements précédemment fournis, sur le registre des mariages, fait signer les mêmes personnes qui ont figuré lors de la première déclaration, signe ensuite séance tenante et appose le cachet du village. Pour la validité du mariage les conditions suivantes sont exigées par la loi annamite : l'âge minimum de 14 ans chez la femme et de 16 ans chez l'homme, le consentement des parties et des parents, l'inexistence d'un mariage précédent. Mais hâtons-nous de dire que ces formalités sont plutôt théoriques et que la réalité est autre. Le mariage est en effet plus l'affaire des parents que des futurs époux, et en particulier le consentement de la femme compte pour bien peu car elle est achetée.

Les décès sont également aujourd'hui mentionnés sur les registres de l'état civil. Tout décès doit être déclaré dans un délai de trois jours et cette déclaration est aussitôt transcrite en présence de deux témoins, choisis de préférence parmi les proches parents ou voisins du défunt. L'acte de décès doit énoncer les noms, prénoms, profession, domicile du défunt, le jour du décès; il doit également mentionner

la date et le lieu de la naissance, les noms des pères et mères du défunt. Aucune inhumation ne doit être faite sans une autorisation délivrée sur papier libre et sans frais par l'officier de l'état civil; il ne peut la délivrer qu'après s'être transporté auprès de la personne décédée pour constater la mort et douze heures après.

§ II. — *Les Administrés.*

Nous avons vu au début de ce chapitre que la population de la commune était divisée en deux grands groupes; les notables ou administrateurs d'une part et les administrés d'autre part. Il nous reste maintenant à parler de ces derniers, nous n'en dirons d'ailleurs que quelques mots car ils ne nous intéressent que fort peu, n'entrant pas dans le cadre de cette étude, et nous aurons l'occasion de parler d'eux un peu plus longuement à propos des impôts.

Les administrés ou « *giaï* » sont tous les habitants de la commune, contribuables ou non, qui n'ont pu devenir notables ou ont cessé de l'être. La notion que les notables sont la tête de la commune alors que les *giai* en sont le corps, se trouve symbolisée dans les repas qui suivent les réunions des notables. A la pagode communale, le même cérémonial existe pendant la session du conseil communal que pendant le festin qui la suit, la tête du porc mangé en commun revient aux notables tandis que les administrés se partagent le corps.

Les *giai* se divisent d'ailleurs ou plutôt se divi-

saient eux-mêmes en deux classes distinctes : les inscrits et les non inscrits.

Les inscrits comprennent tous les habitants mâles de la commune, âgés de plus de vingt ans, ayant des propriétés foncières ou exerçant une profession, formant un feu à part, possédant leur famille et les tombeaux des ancêtres sur le territoire de la commune. Il est à noter que les enfants résidant avec leurs parents ne sont pas inscrits. Si les inscrits paient tous les impôts, ils jouissent par contre de tous les droits attachés à l'habitant du village.

Les non inscrits sont tous les prolétaires qui ne peuvent payer l'impôt, aussi forment-ils la plèbe communale et sont-ils peu intéressants; ils ne font d'ailleurs pas partie intégrante de la population et sont seulement autorisés à résider sur le territoire du village. Ne payant pas l'impôt ils ne fournissent que les corvées faites à l'intérieur de la commune, mais ne jouissent d'aucun droit et notamment ils ne prennent pas part aux partages périodiques des biens du village comme nous l'avons vu précédemment.

Cette distinction entre inscrits et non inscrits très nette autrefois, a perdu de sa valeur depuis que nous avons considéré comme inscrits tous les habitants du village et n'avons exonéré de l'impôt que quelques catégories déterminées; nous reviendrons d'ailleurs sur ce sujet en traitant les impôts.

CHAPITRE TROISIÈME

LES CHARGES DE LA COMMUNE

La commune, malgré l'autonomie assez large dont elle jouit, a des charges multiples envers l'Etat, et l'habitant a de plus des obligations envers le village lui-même bien que souvent il ne distingue pas ce qu'il doit à l'Etat ou à la commune. Les Annamites ont des impôts directs et des impôts indirects : la contribution personnelle, l'impôt foncier appartiennent à la première catégorie; les revenus de douanes, les droits de navigation, les droits de l'opium et de divers autres produits en régie forment la seconde catégorie. La commune a encore des charges qui sont inhérentes à son existence et à sa constitution, elle doit avoir sa police et sa justice, elle doit avoir une école, etc. Enfin au-dessus de toutes ces charges plane la notion de responsabilité qui pèse à la fois sur le village et sur ses habitants, responsabilité inconnue à ce point de la commune française.

Ce sont ces diverses charges que nous allons étudier successivement, en consacrant naturellement un développement plus ou moins long suivant leur importance; aussi peut-on déjà deviner que nous nous étendrons plus spécialement sur les impôts proprement dits, impôt personnel, impôt foncier, service

militaire, corvées ainsi que sur la responsabilité communale et passerons plus rapidement sur les autres charges du village.

§ I. — *L'impôt personnel.*

En Annam, l'impôt personnel se confond facilement avec l'impôt foncier, et certains Européens sont allés jusqu'à dire que l'impôt foncier et l'impôt personnel ne faisaient qu'une seule et même taxe, que les contribuables étaient les mêmes. Sans doute il y a là une part de vérité, mais il est néanmoins possible de distinguer la contribution personnelle de l'impôt foncier. Cette distinction est d'autant plus utile à marquer que notre administration s'attache chaque jour à élargir le fossé qui les sépare, c'est-à-dire chaque fois qu'elle s'immisce davantage dans les affaires intérieures de la commune. Pour bien comprendre l'évolution de cet impôt il est nécessaire de savoir comment il était établi et perçu dans l'Ancien Annam.

L'impôt personnel, au moment de notre arrivée, est déjà un impôt de capitation, c'est la manière la plus simple et la moins onéreuse pour percevoir cette taxe. Mais pour établir les rôles il fallait nécessairement opérer un recensement de la population; et c'est la commune qui naturellement doit être chargée de ce travail. Ce recensement n'avait lieu en principe que tous les cinq ans, dans ce qu'on appelait en termes administratifs « l'année du choix », Nam Kên. Mais avant ce recensement officiel, il de-

vait être établi un projet de recensement et chaque village était tenu de se faire représenter au chef lieu administratif de la province pour discuter. Le projet de recensement était établi par la commune aidée des employés de l'administration principale désignés à cet effet. Ce travail, reproduit généralement en trois exemplaires, devait contenir le chiffre actuel de la population mâle et les mutations survenues depuis l'année Kên précédente. A une date déterminée, dans chaque province se réunissait une commission de mandarins chargés de vérifier les projets de recensements et présidée par un haut fonctionnaire délégué par le gouvernement annamite. L'envoyé royal examinait le projet, faisait rectifier par ses assesseurs les erreurs qui pouvaient s'y trouver et consignait les observations jugées opportunes. Après cette séance de recensement, le président rendait un édit dont la commune prenait copie et qui lui servait de recensement officiel. Le village n'a plus désormais qu'à dresser le rôle d'impôt personnel, conformément à la classification arrêtée par l'édit; et ce rôle devient exécutoire après avoir été soumis au visa de l'Administration centrale. La commune dès lors se trouve responsable du versement intégral de l'impôt au Trésor, elle doit percevoir, conformément au rôle, le montant de la cote personnelle de chacun des habitants inscrits et délivrer récépissé de la somme perçue. Le reçu devait désigner la nature de l'impôt perçu d'une manière très précise de telle sorte qu'il était facile aux tribunaux compétents de juger les trop perçus frauduleux et de les poursuivre sur la simple inspection du récépissé

du plaignant et du rôle d'impôt en vertu duquel il avait payé. Malheureusement c'était là une mesure beaucoup plus théorique que pratique et que notre administration fut obligée de rappeler pour ne pas dire de créer, tant l'oubli et les fraudes sont faciles en ces pays orientaux.

Il est bien évident que l'esprit souple de l'Annamite, ne pouvait se contenter des rôles ainsi établis tous les cinq ans, forcément faux avec le temps car ils ne pouvaient tenir compte ni des personnes acquérant les conditions pour être inscrites ni des personnes ayant perdu ces mêmes conditions. Aussi en dehors de ce rôle dit rôle de grande correction établi officiellement tous les cinq ans par l'envoyé royal, la commune dressait-elle chaque année, à la fin du dixième mois, un rôle dit rôle de petite correction et soumis également à des formalités analogues, exception faite de la formation du bureau de recensement au chef-lieu de la province. Les rôles supplémentaires, frauduleusement établis auraient pu dénaturer complètement ou modifier légèrement la classification quinquennale faite officiellement, aussi étaient-ils soumis à certaines conditions strictes. Ainsi on mentionnait seulement les noms de ceux des inscrits, qui, pour des causes majeures, telles que la mort, l'absence, la condamnation pénale devaient faire l'objet d'une mutation forcée au rôle de grande correction. Pour la même raison, les mutations pour cause d'infirmité, d'âge ou tout autre motif susceptible de discussion, ne pouvaient être autorisées qu'au recensement suivant; en attendant cette révision les

intéressés continuaient à payer l'impôt sur la base fixée par le dernier recensement.

Nous avons vu quelles étaient les formalités pour établir les rôles d'impôt; il est intéressant de savoir quelles sont les personnes qui doivent figurer sur ces rôles. Qui doit payer l'impôt personnel ? Puisque l'impôt personnel est un impôt de capitation, il semble que tous devaient y être soumis, et on s'attend à trouver un système analogue à celui de la Capitation instituée dans notre ancienne France. Mais il n'était rien de tout cela, et les notables ainsi que de nombreux autres privilégiés avaient réussi à se faire dégrever de cet impôt. La loi avait bien prescrite l'inscription de tous les hommes de toute profession, mais la coutume beaucoup plus forte avait décidé que des exceptions nombreuses seraient apportées et qu'en réalité seraient inscrits presque uniquement que les propriétaires fonciers. La loi avait encore une fois cédé devant la coutume, et l'administration centrale laissait faire, sachant qu'à vouloir appliquer strictement le texte elle n'aurait réussi qu'à faire désertier les villages.

Les contribuables à inscrire aux rôles étaient répartis en de nombreuses catégories qui, au moment de notre arrivée, avaient été réduites à trois, mais chaque catégorie continuait à posséder plusieurs classes.

La 1^{re} catégorie comprenait la « classe des robustes », composée des hommes de 20 à 55 ans et supportant toutes les charges publiques; outre l'impôt ces indigènes devaient fournir le contingentement

militaire et les corvées pour les travaux publics ou d'intérêt commun.

La 2^e catégorie était exempte du service militaire et de la corvée; par contre elle était soumise à l'impôt mais n'en devait que la moitié. Cette catégorie comprenait les vieillards âgés de 55 à 60 ans; les hommes atteints d'une infirmité récente et non reconnus incurables; les jeunes gens de 18 à 20 ans, assez riches mais encore trop jeunes pour supporter toutes les charges du village; les exemptés de service par suite de leurs fonctions : courriers, satellites des mandarins, gardiens de monuments, etc..., enfin les fils de mandarins du cinquième degré et au-dessus pour le civil, du sixième et au-dessus pour le militaire.

La 3^e catégorie, la plus privilégiée puisqu'elle était complètement exempte de l'impôt comprenait les vieillards âgés au moins de 60 ans, les hommes atteints d'une infirmité grave et reconnue depuis un certain temps; les dignitaires diplômés par l'Etat ayant obtenu un grade dans le mandarinat depuis la 9^e classe et au-dessus; enfin les fils aînés des personnes du dernier ordre de la noblesse et tous les innombrables employés inférieurs de l'administration.

Malgré ces nombreux privilèges, le nombre des contribuables soumis à la contribution personnelle est encore assez imposant et la quote part que chacun d'eux devait payer aurait dû s'en trouver allégée. Malheureusement il était loin d'en être ainsi, tous ne payaient pas et ceux qui payaient devaient de ce fait une plus lourde contribution. De plus

l'Etat se trouvait considérablement lésé. En effet, le registre officiel — dinh-bo — sur lequel figurait le nombre des contribuables de la commune était tenu frauduleusement, il ne contenait que bien incomplètement les noms de ceux qui auraient dû y figurer. Comme c'est le maire qui, est chargé de l'inscription des habitants, il est facile aux notables de ne pas s'inscrire, de faire des concessions à leurs amis et d'inscrire au contraire les personnes qui leur sont hostiles. A côté du registre officiel, figurait bien un autre registre contenant à peu près fidèlement le nombre des habitants et leur âge, mais ce dernier était secret et jalousement conservé par les notables. Cette façon de procéder aboutissait ni plus ni moins qu'à voler l'Etat de sommes qui normalement auraient du lui revenir; mais le village, petite patrie, cherchait à payer à l'Etat le moins possible d'autant qu'il se rendait compte que le montant de l'impôt servait plus à satisfaire les plaisirs personnels du souverain que les besoins du pays. Le gouvernement annamite se rendait bien compte qu'il était lésé, mais il n'y pouvait rien. Déjà la dynastie des Lê avait eu les plus grandes difficultés à faire accepter par les communes la nécessité de posséder un registre spécial sur lequel devaient être inscrits les habitants soumis à l'impôt personnel; il ne fallait pas songer à aller plus loin sous peine de voir les villages se révolter. L'administration centrale, n'ayant aucun contrôle sur l'administration intérieure de chaque commune, devait se contenter de ce qu'elle touchait; elle ne faisait rien de peur de ne plus rien percevoir. Sans doute elle avait établi des sanctions, mais pour

le principe surtout. Un édit royal récompensait bien le dénonciateur d'un individu non inscrit et stipulait que le maire, coupable d'avoir dissimulé l'existence d'inscrits, serait puni de 60 coups de rotin, enfin il y avait la peine de mort pour le maire coupable d'avoir faussement déclaré la mort d'un inscrit. Ce texte ne pouvait tomber qu'en désuétude, car on peut deviner que l'indigène n'allait pas dénoncer le notable de son village de peur de représailles sur lui et sa famille et pour des faits qui lui profitaient plus ou moins indirectement. La seule chose que l'Etat avait pu obtenir c'était que le nombre des inscrits ne diminuât jamais : la mort d'un inscrit devait être aussitôt remplacée par un autre inscrit.

Lors de notre arrivée, nous avons laissé subsister ce qui avait été établi, mais nous avons détruit les abus en empêchant la dissimulation du nombre d'inscrits et en évitant l'usage de tenir 2 dinh bo; l'administration française a voulu contrôler de plus près les chiffres fournis par les villages. Nous sommes ainsi arrivés à faire rendre le maximum à l'impôt personnel : en abaissant le taux de l'impôt nous avons réussi à percevoir une recette beaucoup plus forte. On laisse à la commune sa responsabilité et on punit désormais le chef de village lorsqu'une fraude est découverte; on met les habitants à même de contrôler les actes des fonctionnaires en publiant les sommes que le village doit payer.

Aujourd'hui tous les Annamites de 18 à 60 ans doivent payer l'impôt personnel. Sont seuls exemptés de cette taxe : les phu et huyen dans l'exercice de leurs fonctions, les ministres indigènes des cultes

pratiqués en Indochine, et les hommes des troupes actives : tirailleurs, artilleurs et marins. Nous avons bien cherché, dès le début de notre occupation, à inscrire tous ceux qui jusque là n'avaient pas été inscrits, mais par suite de l'inexistence de l'Etat Civil nous ne pouvions songer à inscrire la totalité de la population. L'établissement de l'Etat Civil a permis de faire un pas rapide dans cette voie et d'établir en même temps la carte-quittance servant à montrer que l'indigène s'est acquitté de ses impôts. Par là même nous avons donné à l'Annamite, une individualité, qu'il n'avait pas jusque là, puisqu'il se trouvait noyé dans la collectivité que formait le village.

Tout indigène soumis à l'impôt personnel qui, à dater du 30 avril, est trouvé sur le territoire de la colonie non muni de sa carte d'impôt personnel de l'année courante, doit être puni d'un emprisonnement de un à cinq jours et d'une amende de 1 à 15 francs. En cas de récidive la peine de l'emprisonnement doit toujours être prononcée. Les cartes d'impôt personnel doivent être timbrées et remises aux villages au fur et à mesure de leurs besoins en présence de l'Administrateur ou du secrétaire de province. Les cartes individuelles d'impôt ne doivent être délivrées que sur la production de pièces propres à établir l'identité des impétrants; chaque carte doit porter l'empreinte du « diêm chi » de son possesseur. En cas de perte de la carte, le titulaire peut en obtenir un duplicata moyennant le versement préalable d'une somme égale à celle payée pour la délivrance de la carte originale. Les duplicata dé-

livrés en remplacement des cartes hors d'usage donnent lieu au paiement des mêmes droits, et ces cartes doivent être détruites.

Il est vrai que les Annamites réussissent parfois à échanger leurs cartes, échange facilité par les similitudes nombreuses et des noms et des individus. Mais ce procédé est de plus en plus rare, l'Etat Civil s'organise chaque jour plus minutieusement, notre police est judicieusement renseignée et le « diêm chi » du titulaire de la carte sert en même temps à notre service anthropologique. Aussi peut-on affirmer que l'impôt personnel est aujourd'hui correctement établi et qu'il est un impôt productif.

§ II. — *L'Impôt foncier.*

On ne saurait comprendre comment est perçu l'impôt foncier, sans étudier au préalable la base sur laquelle il repose, c'est-à-dire le régime foncier. Aussi allons-nous décrire rapidement le régime foncier annamite, naturellement le domaine foncier communal, avant d'aborder les formalités et les modalités de l'impôt.

En Annam l'Empereur était considéré comme propriétaire de toutes les terres de son royaume, il les concédait gratuitement à ceux qui en faisaient la demande sous la réserve tacite de payer l'impôt foncier. En somme ceci rappelle la distinction établie par nos juristes de l'Ancien Régime entre le domaine apparent et le domaine utile : le seigneur concédait la jouissance de la terre mais gardait la propriété.

M. Silvestre, l'auteur si critiqué du traité franco-chinois de 1884, raconte en ces termes ce semblant de contrat : « Le sol est ma propriété, dit le roi, mais j'en dois remettre à chacun autant qu'il en peut faire fructifier. Je ne vends point, moi Etat, moi le Roi, le suprême père de famille, je donne et chacun pourra jouir du fruit de son travail, transmettre à ses héritiers, acquérir d'un autre détenteur, échanger et vendre. Mais, en retour du don que je fais, le donataire devra sans interruption, cultiver, produire et me remettre une part des fruits obtenus. Si quelqu'un cesse, durant trois années consécutives de cultiver et de payer sa quote-part des charges publiques, je romps le contrat, je reprends la terre pour en disposer en faveur d'un autre sans qu'il puisse y avoir ouverture à aucune revendication ».

Le domaine foncier de la commune est composé d'un domaine public et d'un domaine privé.

Le domaine public comprend les rues, places, édifices publics, le dinh, la pagode; la commune annamite, à la différence de la commune française, règle ce domaine comme elle l'entend.

Le domaine privé, beaucoup plus important est plus intéressant à étudier car il reflète une institution propre au village annamite. Il comprend 2 catégories distinctes de biens. La 1^{re} catégorie comprend les terres concédées au village lors de sa fondation, elles sont désignées par le nom de « cong-diên » pour les rizières et « cong-tho » pour les autres terres, habitations ou dépendances. La 2^e catégorie comprend les terrains acquis par la commune avec ses propres deniers, ce sont les « bon-thon-diên ».

Les biens communaux — nous serons bref car nous en avons assez longuement parlé à propos de la fondation du village —, étaient une institution sociale de prévoyance. Les habitants du village, détenteurs chacun d'un lot, en avaient seulement la jouissance, ce revenu devait leur servir à payer l'impôt et était une réserve en cas de dilapidation de leurs biens propres.

Ils étaient partagés en principe tous les 3 ans, mais en fait tous les 6 ans, entre tous les habitants inscrits sur les registres. Ce partage, établi par le conseil des notables, étaient d'ailleurs loin d'être équitable. Les biens communaux sont en effet divisés en lots très inégaux tant en superficie qu'en qualité; les listes d'inscrits sont rédigées par groupes d'habitants de manière à faire figurer d'abord les notables, qui naturellement n'ont eu garde de s'oublier, puis les habitants les plus riches en descendant progressivement jusqu'aux moins fortunés. Comme on choisit d'après ce classement, tout dépend donc de la place qu'on y occupe. Sans doute, pour atténuer cette inégalité par trop flagrante, a-t-on établi un système opposé pour le partage des cong-tho : c'est le dernier inscrit qui choisit le premier et c'est le plus grand notable qui est obligé de prendre ce que tous les autres ont bien voulu lui laisser. Mais il n'y a là qu'un semblant d'équilibre car ici les parts sont strictement égales et ce ne sont plus des rizières qui sont attribuées mais des pâturages ou des bois, donc des revenus de peu de valeur dans un pays où le riz constitue l'une des principales richesses agricoles.

On peut se demander pourquoi les habitants du

village ne réclamaient pas contre ce partage inique, contre cette spoliation au profit des notables et des riches. La raison de ce consentement est simple, elle tient à la formation elle-même de la commune. Il faut se rappeler en effet que le village a été formé par un groupe de familles. Comme l'individu est dominé dans la famille par l'autorité de son chef, la famille forme un échelon entre le village et l'individu, c'est par la famille que l'autorité du village atteint l'individu quand le besoin s'en fait sentir, et c'est la réunion de ces chefs de famille qui a formé le corps des notables. Ainsi cette tyrannie qui nous apparaissait insupportable au début ne nous paraît plus que comme le pouvoir des chefs de famille exercé sur leur propre famille. Lorsque les chefs disparaîtront, ils seront remplacés par leurs parents, et les derniers de la famille peuvent espérer un jour jouir du pouvoir. Sans doute la commune ne présente-t-elle plus bientôt ce caractère familial, mais les habitants voient leur place s'élever progressivement sur le registre des inscrits et par là profiter de l'inégalité des partages. Ainsi peut s'expliquer la résignation des individus du village; l'avenir et le présent communiquent avec le passé.

A côté du domaine communal, le village comprend le domaine des particuliers; ces derniers n'étaient d'ailleurs que de simples possesseurs comme nous le disions précédemment. Il en résultait que la terre pouvait être enlevée par le souverain de plein gré et sans indemnité lorsque cette dépossession était nécessaire pour effectuer des travaux publics. Les biens particuliers ont été classés en diverses catégories sui-

vant leur qualité productive, et c'est en tenant compte de cette classification qu'est perçu l'impôt. Pour les rizières, principales richesses foncières de l'indigène, on distingue les rizières d'automne donnant 2 récoltes par an et les rizières d'été n'en donnant qu'une seule. Les autres cultures sont rangées suivant le rapport du produit agricole que chacune d'elles peut donner d'après la qualité de son terrain. C'est ainsi que les rizières sont classées en 3 catégories : la 1^{re} catégorie paye, par an et par mâu, la somme de une piastre quatre-vingt-dix cents, la 2^e une piastre cinquante cents et la 3^e une piastre. Les autres terrains sont classés en 6 catégories.

A propos de la propriété particulière il convient de noter brièvement une institution curieuse : c'est celle du Huong Hoa. Le huong hoa est une superficie de terrain déterminée destinée à subvenir aux frais qu'occasionne le culte des ancêtres. Cette portion de terrain revient, à la mort du chef de famille, à l'aîné des garçons en plus de la part du domaine paternel partagé entre les autres enfants.

Notons enfin, puisque nous parlons du régime foncier communal, que le village est investi de la gestion des biens d'absents à l'égard desquels il n'a qu'un pouvoir d'administration transitoire et d'usufruit à charge par lui de restituer le champ au retour du propriétaire. C'est là un aperçu fort curieux des mœurs et coutumes de l'Indochine, c'est là que l'on saisit sur le vif l'esprit d'assistance et de solidarité sociale répandu dans l'Annam. Parfois des cultivateurs quittent leur village à l'improviste, avec leur famille, sans rien dire à personne, sans donner plus

tard de leurs nouvelles, pour aller chercher ailleurs d'autres conditions d'existence. Leurs propriétés sont alors gérées par le village; s'il y a des mesures conservatoires à prendre, une récolte sur pied à enlever, des créanciers à satisfaire, le soin en incombe au village qui est tenu de sauvegarder les intérêts du propriétaire dit « en fuite » avec la même sollicitude qu'un père veille aux intérêts de sa famille.

Comment était établi l'impôt foncier et comment était-il perçu, voilà ce qu'il nous reste à voir maintenant. L'impôt foncier frappait la terre dans son produit. Comme la fortune immobilière tenait la plus grande place en Annam, l'impôt fut établi minutieusement et réparti avec assez de justice. Pour le fixer, on tenait compte, comme nous l'avons vu précédemment, de la superficie, de la qualité des terres et des genres de culture. L'impôt était payé par le propriétaire du fonds, s'il l'exploitait lui-même, ou par celui qui le faisait valoir dans le cas de location. L'impôt foncier était payé en nature, en riz. Ce paiement en nature était moins pénible pour le contribuable car le pays était pauvre en numéraire mais riche en rizières, le gouvernement annamite, y trouvait également ses avantages. Les mandarins, les soldats étaient en effet payés en riz et comme la quantité due par les propriétaires fonciers était toujours la même, l'administration était assurée de pouvoir toujours satisfaire à ses engagements. Ce riz était entreposé dans de vastes greniers, réserves précieuses dont l'Etat faisait un emploi judicieux au profit des communes : soit en achetant, soit en prêtant suivant que la récolte était prospère ou défici-

taire. Au moment de notre arrivée, les greniers à riz avaient perdu de leur importance et devaient être abandonnés dès que les fonctionnaires indigènes furent payés en numéraire et non plus en nature. L'impôt foncier tendit de même à être perçu de moins en moins en nature, et aujourd'hui il est entièrement perçu en argent.

L'établissement des rôles de l'impôt foncier comprenait des formalités assez analogues à celles de l'impôt personnel, ce qui est tout naturel si on songe que ces deux impôts étaient plus ou moins confondus et que les contribuables étaient les mêmes. C'est donc la commune qui va dresser les rôles d'impôt sur un registre appelé « diên-bo ». Sur ce registre devait figurer les rizières communales et les rizières particulières détaillées par parcelles avec indication de leur qualité, de leur superficie et de leur emplacement. Comme pour l'impôt personnel on distinguait le diên bô de grande correction établi tous les cinq ans lors de l'année Kên et le diên bô de petite correction établi chaque année. Le registre de grande correction consacrait les mutations établies par les cahiers de petite correction des années précédentes et les mutations survenues conformément aux pétitions approuvées jusqu'au 10^e mois de l'année. Ces pétitions, étaient naturellement nombreuses car il va sans dire que la terre n'était pas sans changer de propriétaire par suite soit d'héritage, soit de donation, soit d'aliénation, soit enfin d'abandon ou deshérence auquel cas elle retournait à l'Etat. De même que pour la contribution personnelle, les rôles étaient vérifiés soigneusement par l'administration provin-

ciale et par l'envoyé royal lors de l'année Kên; les vérifications se faisaient sur les lieux, en présence des intéressés, des autorités communales ou cantonales.

Mais s'il était relativement facile de classer et de recenser à nouveau tous les 5 ans la population de la commune, il ne pouvait en être de même pour les terres. Il fallait une base solide pour établir cet impôt, il fallait en un mot que le cadastre soit établi. Ce fut Minh-Mang, cet énergique administrateur, à qui revient l'honneur de doter les pays annamites du cadastre, permettant une assiette équitable de l'impôt. Chaque commune désormais dut posséder un registre foncier, dia-bo, qu'il faut se garder de confondre avec le registre de l'impôt foncier ou dien-bo. Dans le dia-bo il n'est nullement question de l'impôt, il ne s'agit que de la description des terres, parcelles par parcelles. Malheureusement cette opération de grande envergure, fut plus ou moins bien exécutée; les cadastreurs étaient souvent peu à la hauteur de leurs fonctions et ils se laissaient presque toujours acheter par les intéressés. Aussi, le cadastrage des terres, opéré sous Minh-Mang, si utile fut-il à cette époque, ne reflétait pas exactement le domaine foncier de l'empire annamite. L'Etat ici encore n'avait pas assez de moyens de contrôle et il était facile à la commune de le tromper, aussi ne s'en gênait-elle pas. Le village en profitait aussi pour faire tomber l'impôt toujours sur les mêmes contribuables et naturellement pour privilégier ses notables. Il est à noter qu'aujourd'hui encore l'Indochine ne possède pas de cadastre à proprement parler, seules

les terres avoisinant les grandes villes ont été délimitées. Sans doute le protectorat a-t-il été amené à faire un cadastre fiscal, à déterminer les limites de chaque commune, et à décréter que dans chaque village il existait tant de mâu de rizières de telle ou telle catégorie. Mais ce cadastre fiscal est insuffisant pour permettre à chaque particulier d'établir ses droits sur la parcelle de terre lui appartenant, il est nécessaire d'établir le cadastre parcellaire pour toute l'Indochine. Le dia-bo, déjà plus ou moins juste à l'origine, ne correspond plus à rien à l'heure actuelle : depuis le VI^e siècle les terrains ont changé de maître, de superficie et de culture ! Sans doute si le Protectorat a attendu si longtemps, avait-il ses raisons : l'opération est coûteuse et de longue haleine, son établissement prête à la concussion, elle soulève la crainte de voir les Annamites appelés à réveiller une foule de procès qui dorment dans un « compte-courant » très complexe et de causer ainsi un trouble social préjudiciel. Mais comme il faudra toujours se décider un jour, mieux vaut que ce soit aujourd'hui plutôt que demain. Nous pouvons actuellement disposer d'un moyen moderne, la photographie aérienne, capable de nous rendre les plus précieux services à ce point de vue. Le cadastre, encore à l'état d'enfance, est une mesure que réclame l'Indochine et qui est nécessaire à son développement économique.

§ III. — *Le Service militaire.*

Le service militaire est une autre charge qui pèse assez lourdement sur la commune annamite. Là encore nous pouvons voir l'indépendance dont jouit le village envers le pouvoir central. L'Etat se contente de demander à chaque commune un contingent proportionnel à sa population, mais variable suivant les exigences militaires. Il lui suffit que l'homme présenté pour servir au régiment remplisse les conditions suivantes :

- 1° Etre âgé de 21 ans au moins et de 28 au plus;
- 2° Etre sain et robuste et n'être atteint d'aucune infirmité le rendant inapte au service militaire;
- 3° Avoir la taille d'au moins 1 mètre 52;
- 4° Etre muni d'un certificat de moralité délivré gratuitement et signé des principaux notables du village.

Hormis cela, l'Etat ne s'occupe de rien. Ce sont les notables qui désignent les hommes devant partir au service; ils prennent les habitants volontaires et choisissent pour le surplus parmi les fils des familles nombreuses en tenant compte des besoins agricoles ou au contraire en agissant plus ou moins arbitrairement. Afin d'éviter que les opérations du conseil de recrutement par les conditions requises — principalement les conditions physiques —, les villages doivent amener, au chef-lieu d'arrondissement où se tient le conseil, un nombre d'hommes supérieur à celui qu'ils doivent fournir. Ce nombre est de trois pour un appelé, quatre pour 2 appelés, 6 pour 3 ap-

pelés, et pour 4 appelés et au-dessus il est supérieur d'une fois et demie au nombre des appelés ou lorsque ce nombre est impair il est augmenté d'une unité; ainsi pour 7 appelés le village amènera (7 plus 1) $3/2 = 12$ hommes. Lorsque, par extraordinaire, la commission, ne peut trouver parmi les hommes qui lui sont présentés le nombre de recrues qui a été demandé, le village doit, dans un délai fixé par le président de la commission, amener au chef-lieu de la région d'autres hommes pour être examinés.

Pour éviter ou plutôt pour atténuer l'arbitraire des notables, on a autorisé l'homme désigné par le village pour servir au régiment, à présenter un remplaçant. Naturellement le remplaçant doit remplir les mêmes conditions d'âge, d'aptitude physique, de taille et de moralité que l'intéressé; il doit en outre être domicilié dans le canton, posséder sa carte d'identité et un certificat de moralité délivré gratuitement par les notables de son village et visé par le chef de canton.

Notons en passant que le contrat intervenu entre un village et un tirailleur à l'occasion du recrutement de ce dernier est un acte administratif dont l'interprétation n'appartient pas à l'autorité judiciaire.

Nous avons naturellement apporté de grandes modifications dans les modalités du service militaire, mais avons eu le tact de laisser la commune à peu près indépendante en ce qui concerne le recrutement — tout en surveillant toutefois d'un peu plus près les actes souvent arbitraires des notables —. Autrefois les recrues étaient fournies par la « classe des

robustes », — nous l'avons vu en étudiant l'impôt personnel —; et aujourd'hui, comme en principe tout le monde doit être inscrit, le recrutement se répartit sur un plus grand nombre d'habitants.

On choisit généralement les nouvelles recrues dans les familles comptant de nombreux enfants mâles, on ne prend jamais un fils unique, car ce dernier est le soutien de la famille et le continuateur du culte des ancêtres. La durée du service militaire fixée à 10 ans et parfois prolongée a été considérablement réduite. Dans l'Ancien Annam, l'Etat fournissait bien la nourriture et une maigre solde au jeune soldat, mais c'était la commune qui était chargée de l'entretenir durant tout son service et notamment de l'équiper. Le soldat était dispensé de l'impôt personnel tant durant son service qu'après sa libération; la commune abandonnait la jouissance d'une certaine quantité de champs communaux à sa famille pour pouvoir ainsi subvenir à ses besoins pendant la durée du service. Actuellement le tirailleur est équipé et nourri d'une façon satisfaisante par l'Etat, il reçoit une solde assez forte pour se dispenser d'être à la charge du village. Néanmoins, pour favoriser le recrutement, on a conservé les anciens avantages accordés au jeune soldat : dispense de l'impôt personnel, donation d'une part de terrains communaux dont sa famille a la jouissance pendant son absence. Le tirailleur, se trouvant dans d'excellentes conditions physiques, rengage le plus souvent pour une période plus ou moins longue, il cherche à obtenir un grade, celui de sergent. A sa libération, il revient dans son village entouré de l'estime public et fier

du titre qu'il peut porter; grâce à l'expérience acquise à notre contact il devient souvent le conseiller du village et peut nous rendre de précieux services.

Mais si cela est vrai surtout du gradé démobilisé et moins du soldat libéré retournant immédiatement dans son village, il est loin d'en être de même de l'Annamite qui vient accomplir son service militaire en France soit comme soldat dans les unités de tirailleurs indochinois, soit comme employé dans les services administratifs d'un régiment ou plus souvent dans les hôpitaux. Nous ne discutons pas ici les avantages ou les inconvénients de faire venir les troupes coloniales dans la Métropole, mais nous devons reconnaître que l'indigène, venant accomplir son service en France, n'a que trop tendance à ne prendre que les défauts du pays sans voir les vertus, à prêter une oreille attentive aux idées communistes; revenu dans son village, il tire gloriole d'un vernis de civilisation et d'idées encore mal digérées, et il oppose une certaine résistance aux réformes communales prises par le Protectorat.

Des mesures énergiques ont été prises pour réprimer la désertion, d'ailleurs fort rare et c'est naturellement la commune qui en supporte les conséquences. Pour tout indigène ayant plus de six mois de service, absent illégalement, le jour même où les délais d'absence prévus par le code, selon le cas dans lequel il se trouve, sont expirés, l'officier commandant le détachement prévient l'administrateur de la province à laquelle le déserteur appartient. Ce fonctionnaire met immédiatement le village en demeure de faire rentrer le soldat. Si dans la huitaine

qui suit la mise en demeure, l'homme n'est pas rentré ou si le village n'a pas fourni d'explications suffisantes, le tirailleur absent est déclaré déserteur et remplacé immédiatement. Les villages ont l'obligation de la recherche des militaires déclarés déserteurs, qui, une fois saisis, doivent être poursuivis conformément aux lois. Ils doivent également rechercher les tirailleurs n'ayant pas 6 mois de service qui n'auront pas été déclarés déserteurs.

§ IV. — *La Corvée.*

La corvée est un impôt qui n'existe pour ainsi dire plus qu'à l'état de nom, puisque son montant est passé à l'impôt personnel qu'elle est venue augmenter d'autant. Mais comme elle n'est pas complètement disparue et qu'elle tient une place importante dans l'histoire de la commune, il est nécessaire d'en dire quelques mots et c'est pourquoi nous l'étudions dans un chapitre distinct de celui de l'impôt personnel.

La corvée est un des plus anciens impôts de l'Annam, il était aussi un des plus mal supportés. La corvée primitivement répondait à un but utilitaire : l'Etat, au lieu d'augmenter les impôts existants, trouvait beaucoup plus simple de mobiliser la population de telle ou telle région pour entreprendre des travaux d'utilité générale. L'Etat avait ainsi une main d'œuvre recrutée à bon marché qui aurait dû lui permettre d'entreprendre d'importants travaux publics. Mais la corvée fut bientôt détournée de son

but au profit des mandarins : les riches notables employaient les habitants du village pour cultiver leurs rizières; c'étaient autant de journées en moins pour l'exécution des travaux d'intérêt général. Comme la corvée était un impôt dont il était impossible de se racheter, comme elle comportait un nombre de jours variable suivant les années mais toujours important, elle était vue d'un œil hostile par les Annamites. Ceci se comprend d'autant plus aisément quand on se rappelle que l'Indochine était un pays presque uniquement agricole et que la principale richesse de l'indigène était sa rizière. Enlever l'habitant du village à son champ c'était entraver sa culture et par là amoindrir sa faculté personnelle de subsistance et celle de sa famille. Il est vrai aussi que l'indigène trouvait cet impôt moins pénible lorsqu'il s'agissait de construire ou de renforcer une digue, car il voyait l'utilité immédiate et comprenait qu'en travaillant pour les autres il travaillait en même temps pour lui, qu'il sauvait ainsi le village et sa rizière de l'inondation.

Après la conquête, le Protectorat, voulait supprimer la corvée, institution qui nous choquait et était indigne d'un peuple colonisateur. Mais nous ne pouvions agir aussi radicalement sans jeter un trouble assez profond dans l'organisation communale; de plus nous avions besoin de nombreux bras pour accomplir les grands travaux publics qui s'imposaient et le seul moyen pour pouvoir les mener à bien était la corvée; enfin nous ne savions pas toujours très exactement ce qui se passait à l'intérieur des communes, faute de moyens de contrôle et par suite de

l'autonomie du village. Ainsi, soit par ménagement politique, soit par nécessité, la corvée subsista. Mais si le mal continuait, de notables modifications y étaient apportées. Le Protectorat interdit aux mandarins de requérir les habitants sans utilité ou de les employer pour leur service personnel sous peine de fortes amendes et de sanctions disciplinaires très strictes; les corvées ne devaient pas avoir lieu au moment des besoins agricoles. Le gouvernement contrôlait de plus en plus. C'est ainsi que les grands travaux d'utilité publique ne pouvaient être entrepris qu'après approbation des propositions présentées par le gouverneur général au ministre; par contre les travaux d'entretien et les travaux neufs de peu d'importance pouvaient être directement ordonnés par les autorités provinciales. Le contingent de journées à fournir par chaque commune était fixée par l'autorité supérieure, proportionnellement au nombre des inscrits. On permit à tout inscrit corvéable le droit de se faire remplacer par un serviteur, puis quand on soumit en principe tous les individus à l'impôt personnel la corvée se partagea entre tous les habitants du village au lieu d'atteindre la seule classe des hommes robustes.

Bientôt le Protectorat vint à prendre des mesures transitoires avant d'abolir définitivement la corvée. Le gouvernement remboursait à la commune, moyennant une somme de 2 piastres par jour, le nombre de journées que chaque individu devait fournir, soit 20 jours. Pour le nombre de journées supplémentaires, nécessitées pour l'achèvement du travail entrepris, c'était la commune qui devait les payer. Ainsi

on tendait vers le travail rénuméré et non plus forcé. Un pas de plus devait être fait, la corvée fut supprimée nominativement et remplacée par le terme de prestation. Les jours de corvée, considérablement réduits, purent être convertis en numéraire et l'impôt personnel s'en trouva accru d'autant. Sans doute l'impôt en argent est préférable quant à l'égalité fiscale car il supprime la difficulté d'attribuer des lots égaux à chacun, sans doute cela convient-il mieux à nos idées humanitaires. On a fait remarquer, il est vrai, que certaines familles acquittaient plus facilement l'impôt en corvée que l'impôt en numéraire, que de plus les riches en profitent pour se décharger sur les pauvres gardant leur préférence pour l'impôt en nature. A cela on peut répondre que si on divise les habitants du village en deux catégories, les riches et les pauvres, la compensation obtenue n'aura certainement pas l'aspect de contrats librement combattus mais cependant assez justes dans l'ensemble. L'Etat s'adresse au village c'est-à-dire à la collectivité, et tout s'arrange en combinaisons en argent qui régleront en même temps les compte-courants embrouillés qu'ont entre eux les habitants du village. On peut répondre aussi que, grâce à la prospérité économique sans cesse croissante du pays, la fortune mobilière apparaît faisant ainsi une compensation à la fortune immobilière; enfin et surtout les réformes communales tendent à dégager l'individu de la collectivité où il se trouve englobé. Cependant la corvée, si on peut encore employer ce mot impropre en la circonstance, puisque le travail est payé, subsiste encore pour les travaux urgents. Ainsi une digue est-

elle sur le point de se rompre ou a-t-elle déjà cédé, une légion de coolies est aussitôt mobilisée; tout se fait en effet à la main : la digue est reconstruite ou renforcée panier de terre par panier de terre, petit panier rond que l'indigène porte sur la tête. Mais ce travail est loin d'être haï par les Annamites, ces derniers comprennent l'utilité de travaux qui sauvent le village et les rizières des effets désastreux de l'inondation; aussi n'est-il pas rare de voir jeunes femmes et enfants venir apporter leurs bras à l'œuvre commune.

Il était de l'honneur d'un pays colonisateur comme la France de supprimer la corvée dans ce qu'elle avait d'odieux et de barbare, et celle-ci n'y a pas failli.

§ V. — *Responsabilité de la Commune.*

La notion de responsabilité, inconnue à ce point et sous ce jour en France, pèse sur le village et les notables d'un poids lourd, elle est en Annam la pierre angulaire, de l'édifice social. Toute personne qui ne dénonce pas un individu ayant commis un méfait et qui le connaît est tenue personnellement de ce méfait, telle est la loi annamite. Aussi l'indigène se croit-il souvent sous l'emprise d'une responsabilité imaginaire, et là où nous sommes tentés de voir lâcheté n'y a-t-il la plupart du temps que souci de se dégager de cette responsabilité fictive qui l'opprime. La commune n'échappe pas à cette notion de responsabilité et il ne pouvait en être autrement si on se rappelle comment s'est formé le village. Disons de

suite, comme ce début le laissait déjà entrevoir, que la responsabilité de la commune annamite ne ressemble en rien à la responsabilité de la commune française.

La notion de responsabilité du village est un moyen commode dont nous avons largement usé, parfois même abusé, pour administrer la commune indigène. Il faut tout d'abord soigneusement distinguer entre le village et les notables, c'est-à-dire entre la collectivité et ses représentants. Cette distinction est d'autant plus nécessaire à savoir que les textes officiels ne la font pas toujours, et emploient parfois indifféremment un terme l'un pour l'autre. Les notables sont responsables de la bonne administration de la commune et de l'exécution des lois d'intérêt communal ou général sur le territoire de la commune; le village entier est responsable pour certaines matières déterminées.

D'une façon générale le village est responsable du paiement de l'impôt. La commune est responsable des emprunts faits à la Banque de l'Indochine à propos des prêts sur récolte, les contestations soulevées sont jugées par l'Administrateur. Le village peut encore être responsable vis-à-vis d'un particulier, mais seulement sur ses biens communaux; un arrêté du Gouverneur Général, à la date de 1906, autorise les notables du village à passer des contrats avec les particuliers en donnant comme garantie les biens communaux, ces contrats doivent être approuvés par le Résident. La commune est responsable encore en matière de recrutement, elle doit remplacer tout déserteur dans les délais voulus, elle est passible d'a-

mendes plus ou moins fortes suivant que la recrue a été présentée sous un faux nom, ne remplit pas les conditions pour être acceptée par la commission dans les délais voulus. Enfin pour éviter les rebellions, fort heureusement très rares, mais toujours possibles dans les régions frontières, des sanctions sévères ont été prises. Toutes les fois qu'un village sera convaincu de rebellion ou de complicité de rebellion, il sera rayé du rôle et son territoire sera annexé à ceux des communes environnantes; le produit de la vente des biens confisqués aux individus condamnés pour rebellion sera affecté aux familles des miliciens tués ou blessés en service. Les villages qui donnent asile à des rebelles ou qui s'abstiennent de les dénoncer, sont punis d'une amende considérable, sans préjudice des poursuites exercées contre les maires, les notables et les habitants qui sont personnellement compromis.

La commune est responsable en matière de police s'il y a eu des dégats faits aux lignes télégraphiques, des incendies allumés sur le terrain appartenant à l'Etat, des dégats commis par la piraterie lorsqu'il y a eu négligence.

A côté de la responsabilité civile, il y a la responsabilité pénale qui est celle des notables et non celle des habitants. Cependant la responsabilité civile ayant pour cause un délit peut incomber à la commune; c'est ainsi qu'en cas de désertion de l'homme le village est obligé de fournir un remplaçant et de payer la valeur des effets détournés par le déserteur. Le Protectorat avait étendu fortement la responsabilité des notables, surtout en matière de régie,

pour réprimer plus sévèrement la contrebande d'alcool ou d'opium. Une ordonnance de 1883 punit de la même peine que les coupables les chefs de canton et les maires qui n'auraient pas dénoncé les contrebandiers alors qu'ils auraient eu connaissance de la contrebande. En 1896 on rendit responsable les autorités du village de condamnations pécuniaires lorsqu'elles n'auraient fait aucun acte pour empêcher le délit. En 1902 on alla même jusqu'à étendre la responsabilité au délit commis par des inconnus; les notables étaient responsables si on venait à découvrir sur le territoire de leur commune du matériel servant à la contrebande d'alcool, des jarres, etc... Notre administration se montrait alors rigoureuse et les besoins du fisc étaient nuisibles à la bonne politique indigène; on assistait à des récriminations parfois justifiées, à des procès innombrables entre communes, à des procédés comiques comme celui de faire passer clandestinement une jarre d'alcool découverte, du territoire d'une commune sur le territoire d'un autre village pour échapper par là à la responsabilité et la faire retomber au contraire sur les voisins. Fort heureusement le Protectorat a compris ses errements et aujourd'hui des adoucissements sérieux ont été apportés. Dès 1908 on supprime la responsabilité des notables sauf en ce qui concerne leurs fautes personnelles. Désormais dans chaque circonstance où la responsabilité des autorités de la commune semble engagée, le sous-directeur des douanes doit se concerter, avant tout acte de poursuite, avec le chef de province dont dépend le village. Si une entente ne parvient pas à s'établir entre

les deux services, la question sera obligatoirement soumise au Gouverneur.

Mais il ne faut pas se leurrer, lorsque la collectivité des notables est frappée d'une amende administrative, cette amende est en réalité supportée par les habitants. Ces derniers doivent bien être avertis de la faute des administrateurs de la commune mais les chefs du village ne font connaître que ce qui est à leur avantage et les simples habitants n'osent porter plainte contre leurs notables de peur de représailles.

§ VI. — *Autres charges de la commune.*

Sous ce titre nous mentionnerons ou ne ferons que citer diverses autres charges qui pèsent sur la commune, car leur étude détaillée nous mènerait trop loin et leur importance est relativement minime en comparaison des principaux impôts précédemment énumérés.

Les barques sont soumises à l'impôt, et cet impôt est assez florissant du fait que l'Indochine, étirée en longueur, a une très grande étendue de côtes et que l'intérieur est traversé d'innombrables rivières et arroyos. Les jonques et barques de mer annamites jaugeant moins de 160 tonneaux touchant dans un port ou pratiquant le cabotage ou la pêche sur les côtes de l'Indochine française doivent se faire inscrire à un bureau des douanes et régies où on leur délivre un livret, l'impôt est proportionnel au tonnage. Les barques de rivière, doivent être enregistrées par les villages avec le plus grand soin; elles

sont frappées d'une taxe proportionnelle à leur capacité en piculs; les barques de moins de 10 piculs sont exemptes d'impôt.

A signaler aussi l'impôt des patentes qui tend à augmenter depuis que l'Annamite se met de plus en plus dans les affaires commerciales ou industrielles et cherche à évincer le Chinois qui jusqu'ici régnait en véritable maître.

La commune doit avoir aussi sa police tant pour elle-même que pour seconder celle du Protectorat. La police de nuit est faite par des rondes sous la direction d'un cai tuân; les villages riverains de cours d'eau d'une certaine importance doivent avoir sur les arroyos des postes de garde pour surveiller les barques de passage. Tous les habitants du village doivent concourir à tour de rôle, sauf à se faire remplacer, pour fournir la garde de nuit à la maison commune. Des rondes doivent être faites pendant la nuit. Enfin la commune est soumise à une taxe de gardiennage. Au moment de la récolte surtout les veilleurs de nuit doivent se montrer particulièrement diligents; à des heures déterminées ils frappent des petites claquettes de bois ou sifflent dans un bambou creux pour rassurer les habitants du village et montrer qu'ils exercent bien leurs fonctions. Celui qui n'a pas passé une nuit dans un village annamite ne peut se rendre compte de la monotonie de ces avertissements. Mais par là-même les veilleurs annoncent leur présence aux voleurs qui se tapissent dans les rizières, dans les champs de cannes ou de maïs et reprennent silencieusement leur opération dès que la garde est passée.

La commune enfin a des charges en ce qui concerne l'instruction publique. Chaque village chef-lieu de canton ou n'existe pas une école française est tenue d'entretenir une école de caractères français. En cas d'insuffisance de ressources, les autres villages du canton doivent participer à la dépense par un fonds de concours. L'Administrateur de la province assisté du chef de canton et des maires, fixe la part contributive de chaque village. Les villages qui possèdent en propre et entretiennent une école de caractère français sont dispensés de toutes contributions pour l'école du canton. Les communes du Tonkin ne disposant d'aucune école officielle peuvent être autorisées à ouvrir des écoles élémentaires publiques confiées à des maîtres n'appartenant pas au cadre régulier de l'Enseignement, qui sont recrutés et rémunérés directement par les communes avec l'agrément de l'autorité administrative. Ces écoles sont entièrement à la charge des villages.

Les ressources de la commune.

Ceci forme plus un paragraphe qu'un chapitre spécial, c'est un complément du chapitre précédent dont nous l'avons détaché pour en faciliter l'étude. Les ressources de la commune sont beaucoup moins importantes que ses charges, tout au moins au point de vue auquel nous nous sommes placés. Ici pas ou peu d'historique. Cependant pour avoir une idée complète de la commune annamite, nous en mentionnerons les principales ressources mais nous serons bref.

LES REVENUS DOMANIAUX. — La commune tire les ressources de son domaine privé et de son domaine public.

1° *Domaine privé.* — Le domaine privé de la commune comprend nous l'avons vu 2 catégories distinctes de biens. La 1^{re} catégorie comprend les terres appartenant au village considéré comme collectivité, désignées par les termes de « cong-dien » pour les rizières et de « cong-tho » pour les autres cultures, habitations ou dépendances; la 2^e catégorie comprend les terrains acquis par la commune avec ses propres deniers, les « bon-thon-diên » et qui sont sa propriété personnelle et non plus celle de ses habitants.

Sans doute les biens communaux sont répartis entre les habitants qui en ont chacun la jouissance, mais cependant il peut arriver que ces terres domaniales constituent une ressource pour le village. Sans doute les terres concédées à la commune lors de sa fondation forment-elles la majeure partie des biens communaux, mais après sa formation le domaine du village s'accroît des terrains cédés par de riches propriétaires ou bien donnés par des gens riches n'ayant pas d'enfant et voulant qu'après leur mort leur mémoire soit honorée dans la pagode comme hau-hiên, ou bien consacrés à des pagodes qui tombent en ruines, ou bien enfin cédés à certains villages par la famille de Gia-Long lors de son départ de la Basse-Cochinchine pour se rendre à Hué.

Sans doute ces biens communaux, cong dien et cong tho ne peuvent en principe ni être vendus ni être engagés. Mais dans un but d'intérêt public ils

peuvent être donnés en location pendant 3, 6 et 9 ans — autrefois on ne pouvait dépasser 3 ans —. Il est vrai que la jouissance des dits biens pendant ce bail doit éteindre la dette, intérêts et capital, après quoi les rizières doivent être rendues à la commune pour qu'elles suivent la règle d'égale répartition. Les notables ne peuvent ni vendre les biens fonciers communaux ni les louer pour une période supérieure à 9 ans, mais il est possible de passer outre à cette défense si le village en a reçu l'autorisation du Lieutenant Gouverneur en Cochinchine et des Résidents Supérieurs en Annam et au Tonkin.

La commune tire également un revenu en ce qui concerne les biens des absents. Il arrive que certains habitants quittent le village sans rien dire à personne, sans laisser de famille, leurs terres rentrent alors temporairement dans le communal. D'après la coutume annamite, les villages ont la jouissance des biens des absents à charge de payer l'impôt auquel ces biens sont sujets.

Les villages forestiers tirent encore un revenu des forêts de l'Etat qui se trouvent sur leur territoire. L'exploitation des bois peut avoir lieu, pour chaque commune et pour usage personnel, dans une portion de forêt de son territoire désigné à cet effet. De même l'exploitation des huiles de bois, résines, rotins, bambous, et en général de tous les produits secondaires de la forêt, est réservée aux villages forestiers dans toute l'étendue qui leur est abandonnée. Les villages peuvent prélever une redevance sur ceux qui exploitent l'huile, la résine et les bambous dans les forêts non réservées situées sur leur terri-

toire, le tarif de cette redevance devant être établi par chaque village et soumis à l'approbation de l'Administrateur.

Au contraire des biens communaux la commune est entièrement libre de disposer de l'autre catégorie de son domaine privé, les bon-thon-diên. Ces terres ont été acquises par le village avec ses propres deniers ce sont des valeurs de placement qui peuvent être louées ou vendues. Le village a les mêmes droits sur le bon-thon-diên qui sont sa propriété personnelle que l'habitant sur ses champs.

Le village a également comme ressource de son domaine privé l'affermage des mares, étangs et rivières qui se trouvent sur son territoire. Les pêcheries, nombreuses dans les deltas du Tonkin et de Cochinchine, fournissent par là des ressources assez appréciables au budget communal. Notons en passant que les villages ont le droit de pêcher sur les arroyos et autres cours d'eau publics, ainsi que dans les fossés de drainage pratiqués par les particuliers pour l'assainissement de leurs terres. S'ils ont seuls le droit de pêcher dans les cours d'eau publics, situés sur leur territoire, ce droit ne s'étend naturellement pas aux étangs, viviers, etc... appartenant à des particuliers. L'affermage des mares et étangs comme d'ailleurs celui des rizières et terrains communaux donne lieu à un appel d'offres, publié un mois au moins avant l'adjudication définitive; la plus avantageuse des offres faites avant le terme fixé doit être retenue.

2° *Domaine public.* — Le domaine public de la commune contribue également à accroître les res-

sources de son budget. Celles-ci moins importantes que celles du domaine privé, ne sont cependant pas négligeables et proviennent de l'affermage soit des marchés, soit des bacs.

Chaque village possède un marché qui se tient ou bien tous les jours ou bien à des dates périodiques déterminées. Les notables afferment pour une somme fixée et payée d'avance, le droit de prélever une taxe portant sur les marchandises et animaux qui stationnent sur le marché. Ce privilège appartient non pas à un concessionnaire unique mais à autant de titulaires qu'il existe de catégories de marchandises; tous les concessionnaires doivent être des habitants du village. Il faut noter que cette taxe, réservée jusque là exclusivement à la commune, tend de plus en plus à être perçue au profit du budget local. Les marchés communaux, s'ils sont en briques ou couverts en tuiles et construits sur un terrain communal peuvent donner lieu à des droits de place perçus au profit du village, mais ces recettes sont facultatives.

La commune tire encore ressource de l'affermage des bacs. Dans quelques provinces, l'administration a concédé aux communes, moyennant un prix minime, l'affermage des bacs reconnus nécessaires sur leur territoire, et celles-ci les sous-louent contre une somme d'argent beaucoup plus forte. Mais ce revenu, beaucoup moins important que le précédent, tend lui-même à disparaître car de plus en plus les ponts remplacent les bacs.

LES CENTIMES ADDITIONNELS. — Le village est également autorisé à prélever des centimes addition-

nels aux impôts fonciers, personnels, des patentes et de capitation. Autrefois pour augmenter les ressources de la commune, les notables se bornaient à prélever une contribution personnelle ou foncière sur les habitants. Chaque habitant devait payer une certaine somme fixée selon la classe à laquelle il était inscrit et cette contribution était perçue par les mêmes personnes et dans les mêmes conditions que l'impôt d'Etat. La contribution foncière consistait à prélever des récoltes destinées à être vendues, c'était une sorte de réquisition.

Actuellement le village peut imposer à ses habitants des centimes additionnels, mais il n'appartient pas au conseil des notables d'en décider seul. Les centimes additionnels sont prélevés sur le principal de chaque impôt, le nombre de centimes est fixé annuellement par le Gouverneur. Ces centièmes additionnels au principal de l'exercice en cours ne doivent être calculés que sur les impôts dont le produit est perçu directement par la Colonie et non sur le montant du rôle du service local augmenté de celui du service régional. Les décimes portent principalement sur l'impôt foncier.

VENTES DE TITRES HONORIFIQUES. — La commune tire également ressource de la vente de titres honorifiques. C'est une coutume très curieuse que nous avons respectée en la limitant toutefois. Le village peut en effet, lorsque le besoin s'en fait sentir, vendre des titres honorifiques à ses habitants. Les acheteurs de ces titres ont droit d'en tirer tous les avantages qui y sont attachés; suivant l'importance du titre l'acheteur est assimilé à tel ou tel notable, il a droit

à une place déterminée dans les fêtes ou réunions du village. Mais ces titres ne sont valables qu'à l'intérieur de la commune, l'Etat et la province les ignorent, les privilégiés ne peuvent les faire valoir dans les pièces officielles. Comme l'Annamite est assoiffé d'honneur, que la question de préséance est capitale à ses yeux lors des réunions, la commune retire des ressources très appréciables de cette vente. En somme, c'est un peu ce que faisaient nos rois de l'Ancien Régime lorsqu'ils vendaient des titres purement honorifiques pour remplir leurs caisses vides.

CONTRATS PASSÉS AVEC DES PARTICULIERS. — Une coutume non moins curieuse est celle des contrats passés par la commune avec des particuliers, coutume qui peut s'expliquer par suite de la religion annamite et de l'importance attachée au culte des ancêtres. Tout Annamite a le désir de recevoir des funérailles dignes de lui, il a l'éternel souci de venir reposer dans son village lorsque la mort l'aura surpris au loin. Il veut que des sacrifices soient faits à chaque anniversaire de sa mort. Sans doute, c'est le fils aîné du défunt, continuateur du culte des ancêtres qui est chargé de toutes ces cérémonies funéraires et rituelles, et à son défaut ces obligations passent à sa famille. Mais s'il n'a pas de fils et craint de mourir avant d'avoir pu en adopter un, s'il n'a plus de famille ou n'a qu'une confiance limitée en elle, l'indigène passe un contrat avec la commune. La commune s'engage à souscrire les clauses du contrat; suivant la générosité du contractant, les donations faites soit en numéraire, soit en biens fonciers dépassent plus ou moins les frais occasionnées par

les cérémonies, le surplus passe dans les recettes du budget communal. On peut trouver dans cette institution une certaine analogie avec les biens habous des Arabes dans nos possessions de l'Afrique du Nord.

Le village a encore comme ressources des produits divers tels que taxes d'abattoir, de pousse-pousse, de voiries, produits de la fourrière, amendes de simple police, livrets de domestiques, taxes de filles publiques, taxes d'éclairage, taxe de gardiennage, les dons et legs, etc...

Enfin lorsque toutes ces ressources sont insuffisantes à couvrir les dépenses, la commune peut contracter des emprunts ou recevoir des subventions. Les subventions accordées par le budget local sont encore assez nombreuses, car bien souvent par suite surtout de son exiguité territoriale et du petit nombre de ses inscrits ne lui permettant pas d'avoir une caisse de réserves suffisamment alimentée, le village est incapable de faire face à ses devoirs envers l'Etat lorsque la récolte a été mauvaise et que l'inondation a fait ses ravages.

CHAPITRE QUATRIÈME

LE COUTUMIER COMMUNAL

L'administration communale annamite ne peut fonctionner avec toute la régularité désirable que si, outre la création et la surveillance d'organismes nouveaux, l'organisation commune repose sur des bases sérieuses grâce à l'établissement d'un coutumier, codifiant les règles diverses en usage dans les villages depuis de nombreuses années. N'oublions pas en effet que la tradition est la base même de cette organisation.

Depuis quelques années le Tonkin a vu nombre de ses villages se pourvoir d'un coutumier. Malheureusement ces coutumiers ont été établis le plus souvent selon un mode rigide en se basant sur des modèles imprimés et en imposant aux intéressés des formules trop strictes. La tradition communale est beaucoup plus variée et le Protectorat n'a aucun motif sérieux de la comprimer et de la modifier dans un but d'uniformité. Ces coutumiers-types, ne correspondant pas à la tradition réelle des villages, sont restés lettre morte, aussi une nouvelle adaptation est-elle souhaitable. Le coutumier, élaboré par le conseil des notables et approuvé par la population, sou-

mis ultérieurement à l'approbation du résident chef de province, doit être le reflet exact de la coutume du village, coutume devant naturellement s'adapter à nos réformes.

Aussi avons-nous jugé utile de donner l'exemple d'un coutumier, celui de Co-Ninh, un des premiers coutumiers élaborés au moment de notre occupation, et qui, merveilleusement adapté au village, nous montre la coutume communale sous son aspect le plus frappant et les mesures administratives que nous avons apportées. Ce coutumier traite de la religion, et des cérémonies rituelles, de l'autorité paternelle, du mariage, de l'enseignement, de l'agriculture, de la justice, des impôts, etc., etc. Il s'occupe à la fois de l'organisation administrative du village et de la vie privée de ses habitants, c'est un véritable petit code communal.

Ce coutumier dont nous allons donner la traduction, ancien déjà, n'est peut-être pas toujours conforme aux récentes réformes communales, mais il demeure cependant toujours vrai car il reflète la coutume d'un village, il a le privilège d'être l'un des premiers coutumiers dont nous avons doté les communes indigènes; l'étudier c'est en même temps étudier tous les autres coutumiers. N'oublions pas qu'en Extrême Orient le passé tient une grande place, que toute réforme ne peut se faire que progressivement et reflète toujours un peu l'organisation abolie. Il suffit, pour comprendre l'attachement du peuple annamite à ses coutumes et pour voir par là que le coutumier présenté est encore vrai actuellement, de se rappeler la sentence de l'immortel philosophe chi-

nois Confucius : « Du vivant de votre père, devinez ses projets et après sa mort rappelez-vous ses actions. Si durant 3 années vous ne vous écartez pas du chemin suivi par votre père, vous êtes vraiment des enfants pleins de piété filiale ».

Règlements intérieurs élaborés par le village de Co-Ninh, canton de Xuân-Le, huyen de Truc-Ninh. (Kien-Kuong).

Un village, c'est une petite Cour. Les règlements sont pour un village ce que sont les lois pour une Cour. Si les règlements ne sont pas précis, les habitants ne sauront s'y conformer strictement.

Ce que nous avons fait jusqu'ici, ce sont des règlements transmis de bouche en bouche et de nombreuses lacunes sont à relever, cela tient un peu à la sauvagerie. Après mûres réflexions, nous nous sommes réunis pour élaborer les règlements ci-joints en six titres de 49 articles.

Que tous s'y conforment et ce pour ramener dans notre commune les bonnes mœurs des anciens et pour éviter de suivre les mauvaises traditions.

Titre I. — SUR LE RITE ET LE CULTE.

ARTICLE 1^{er}. — Notre village adore deux génies célestes : l'un est le génie Thiên-Quan-Tên-Thân, l'autre le génie Thuy-tê-tên-Than (Ciel, Eau); tous deux ont des titres décernés par le Roi mais dont nous ne connaissons pas l'origine. Il adore aussi deux génies

terrestres dont l'un était le Duc du Petit et l'autre le Comte de Hoàng-Nham sous le règne des Nguyen. Ces derniers génies étaient les fondateurs du village. Ce génie des Nguyễn nous avait donné six maû de rizières : c'est ce qui est dit sur la stèle de la pagode de Nieû-Ha, hameau indépendant de notre village. C'est avec l'usufruit de ces rizières que nous célébrons les fêtes en son honneur et en celui du génie le Duc.

ARTICLE 2. — Les bâtiments réservés au culte des génies sont au nombre de six, à savoir : un pour le culte des génies supérieurs, un autre à droite pour le culte des génies territoriaux des cinq Khu; un autre à gauche pour le culte des ancêtres des familles du village et des personnes ayant rendu de grands services à la commune; un autre en dehors de 5 entre-colonnes sert de lieu de réunion des notables et des diplômés, c'est là où on célèbre les sacrifices et cérémonies; puis, plus loin deux bâtiments de 5 entre-colonnes chacun servant de lieu de réunion pour les habitants simples inscrits.

ARTICLE 3. — (élaboré en la 2^e année de Thân-Thai (1889).

Tous les 1^{er} et 15 du mois, un chapon (d'un poids égal à celui de 1 ligature (1) 6 tiên), un plateau de riz gluant contenant 20 bols, une bouteille d'alcool,

(1) La monnaie indigène seule courante à l'époque de l'occupation était la sapèque, piécette percée en son milieu; il fallait un grand nombre de sapèques pour faire une somme moyenne; aussi pour faciliter leur transport les enfilait-on dans un morceau de bambou, se composant de 600 sapèques enfilées et s'appelait quan-tiên, sa valeur était d'un franc à notre arrivée en Cochinchine. Elle se subdivisait en 10 tiêns, de 60 sapèques chacun, valant alors 10 centimes.

des chiques de bétel fournis à tour de rôle par tous les notables, du tiên-chi jusqu'au xa-xa, sont offerts aux génies puis servis après la cérémonie aux personnes (notables) présentes. Il n'y a pas de partage à faire.

ARTICLE 4. — On se livre aussi au culte d'une déesse qui était femme de la famille des Nguyen, ce culte est reconnu par l'Etat par l'octroi d'un grade. Deux bâtiments reliés par une passerelle sont réservés à ce culte; le bâtiment de l'intérieur est réservé au culte, celui de l'extérieur sert de lieu de réunion.

ARTICLE 5. — (élaboré en 1901). Le culte de la déesse est assuré par les femmes des notables et toutes vieilles femmes religieuses. A tour de rôle elles fournissent 12 galettes de riz gluant et un régime de bananes ainsi que des chiques de bétel, le tout est ensuite servi aux personnes présentes.

ARTICLE 6. — Chaque année, à la date du 9 du 1^{er} mois il y a fête dans le village. Ce jour là les habitants transportent les sièges des génies territoriaux et les ancêtres de diverses familles à la maison commune. Le tiên-chi, le thu-chi ou le ly-truong fournit un coq, un plateau de riz cuit, une bouteille d'alcool, des noix d'arec, du bétel pour la 1^{re} cérémonie après laquelle on procède au mesurage des cochons élevés par les 6 giap. Chaque giap doit en apporter deux. On mesure en faisant le tour sous les aisselles, chaque cochon doit mesurer une certaine dimension. On se sert du thuoc de 3 gang. Les cochons des giap de Tay-tiên et Trung-Thuân doivent mesurer 2 thuoc, ceux des giap de Đông-Thanh et Bac-Hop 1 thuoc 7/10 et ceux des giap de Nam-Hoà et Tu-Tân 1 thuoc

4/10. Les éleveurs dont les cochons atteignent 2 thuoc 1/2 reçoivent le 1^{er} prix de 3 ligatures outre les récompenses décernées par les giap. Le mesurage fait, chaque giap apporte un cochon cuit, un plateau de riz gluant, une bouteille d'alcool, des chiques pour permettre une autre cérémonie. On procède ensuite à l'examen du riz gluant. Le propriétaire du riz reconnu le plus blanc reçoit une récompense de 3 tiên, le second prix est de 2 tiên, le troisième prix d'un tiên. Mais une amende de 3 tiên est infligée à celui qui est trouvé le dernier ou qui a du riz mal cuit. Le coq, et le premier plateau de riz cités plus haut, sont servis aux personnes présentes ayant été employées durant la cérémonie. Le riz et les cochons apportés par les giap sont emportés par ces derniers pour être distribués.

Le lendemain (10) à 4 heures du matin, les cochons exposés et les galettes de riz servent aux cérémonies dans les deux pagodes. Les giap de Tay-Tiên, Truang-Thuân doivent fournir chacun 20 galettes de riz, les giap de Dong-Thân, Bac-Hop, 15 et les giap de Nam-Hoà et Ta-Tân 10. Après les cérémonies, les notables examinent les galettes, en retirent de chaque table une dont l'aspect est agréable et les exposent dans la maison commune. Aux plus belles galettes on décerne les prix suivants : 1 tiên à la première, 40 sapèques à la deuxième et 24 à la troisième. Les mauvaises sont frappées d'une amende de 30 sapèques. Puis on pèse les galettes dont la plus value est rendue aux chefs de giap qui emportent aussi les porcs sauf les têtes et les cous destinés à être partagés aux notables ainsi que les galettes. Le tiên-chi reçoit la

tête du premier cochon et 8 galettes; les 3 thu-chi, chacun 1 tête de cochon et 6 galettes le ly-truong en fonction, la tête de cochon de 5^e catégorie, le pho-ly en service le cou et des galettes. Le reste, soit 7 têtes de cochons et 11 cous, est à partager entre les notables et titrés jusqu'aux inscrits exemptés de charges communales et les personnes ayant rempli une certaine fonction pendant les cérémonies. Il en est de même des 58 galettes qui restent. Le nombre de porcs à immoler et celui de galette est ainsi fixé et ne change pas malgré le nombre des personnes auxquelles on devra les partager.

Le soir à 3 heures, un coq, du riz, de l'alcool et des chiques fournis par le premier notable ou par son adjoint ou par le chef du village, doivent servir à une dernière cérémonie puis figurer aux tables pour les personnes présentes. Après ce repas, les notables font le compte des dépenses faites à l'occasion des cérémonies; ces dépenses sont avancées par l'un ou l'autre des premiers notables et remboursées à la récolte seulement.

ARTICLE 7. — (élaboré en 1901). Pour les cérémonies du 8^e mois, on achète un buffle. La veille, c'est-à-dire le 9, une cérémonie sommaire est faite à la maison commune. Dans la nuit on abat le buffle et le lendemain à 4 heures du matin, une autre cérémonie est célébrée dans les deux dinhs. La viande du buffle est ensuite répartie ainsi : la moitié de la tête pour le président des notables, l'autre moitié pour les 3 premiers notables, le tiers du cou revient au maire et adjoint en fonctions, les 2 autres tiers sont partagés entre les notables actifs, le poitrail revient

aux titrés, le reste de la viande est partagé aux ayants-droits des giap par l'intermédiaire des giap truong (chefs). Le remboursement des dépenses sera opéré dans les mêmes conditions que pour les cérémonies du printemps précitées.

ARTICLE 8. — Il y a des rizières réservées pour les fêtes dites du 1^{er} de l'an, du commencement de l'été de paix du 5 au 5^e mois, du commencement et de la fin des labours de la nouvelle récolte du 10^e mois, et du dernier jour de l'an. Aux jours fixés les bénéficiaires des rizières de culte fourniront 2 bouteilles d'alcool, des chiques en quantité suffisante et un plateau de riz pour célébrer ces cérémonies. On procède au pesage du porc et du riz, le surplus sera rendu au fournisseur. Les parts seront ainsi fixées : la moitié de la tête du cochon au tiên-chi, l'autre moitié aux 3 thu-chi, la moitié du cou aux ly-truong et pho-ly en fonctions, l'autre moitié aux notables, la poitrine revient aux titrés, le reste de la viande sera à partager entre tous.

ARTICLE 9. — Un temple découvert a été dédié à Confucius, le directeur conservateur sera choisi parmi les plus honnêtes et les plus vertueux. Tous les ans, au dernier jour ayant le nom cyclique de dinh du 2^e et 8^e mois, le directeur prélèvera sur le produit d'une rizière réservée à cet effet et sur celui des sommes placées pour célébrer deux cérémonies, l'une la veille, consistant en un coq, du riz, de l'alcool et des chiques, l'autre le jour fixé d'avance, consistant en un porc ou un buffle, un bœuf, du riz, etc... Les cérémonies faites, la bête immolée sera dépecée chez le directeur et partagée aux intéressés, le di-

recteur aura droit à la poitrine, les 12 premiers la tête et le cou. Les entrailles seront servies aux personnes ayant contribué aux cérémonies. Les dépenses de ces fêtes seront inscrites le lendemain sur un registre ad hoc. Puis aux diverses fêtes énumérées précédemment, il sera, par les soins du directeur, offert en l'honneur du Saint homme un coq, du riz et de l'alcool qui seront, après la cérémonie, apportées à la maison commune pour être servie aux ayants-droits.

ARTICLE 10. — Le village possède une pagode bouddhique, l'entretien du culte ordinaire est confié à une bonzesse qui reçoit à cet effet 1 mâu et 7 sao de rizières. Pour permettre la célébration des fêtes du commencement de l'année et de la naissance du Bouddha, 9 mau et 3 sao de rizières seront réservés. Aux jours fixés pour ces fêtes, un des premiers jours de l'an et le 8 du 4^e mois, des mets sans graisse seront offerts et les habitants viendront faire leurs dévotions. Le 1^{er} et le 15 de chaque mois il y a aussi des fêtes ordinaires. Seules les femmes de plus de 50 ans pourront y assister. Les jeunes gens de 15 ans et au-dessus et ceux des deux sexes n'ayant pas 40 ans d'âge, n'auront pas droit de venir dans la pagode. Et cela pour empêcher les mauvaises fréquentations.

ARTICLE 11. — Chaque année, le 18 du 8^e mois, est la date de la mort du génie Nguyen..., le 18 du 7^e mois celle de sa noble épouse et le 15 du 12^e mois le jour de son anniversaire. A ces dates, les giap fournissent avec le produit des rizières que le génie avait laissées, un porc, du riz, de l'alcool et des

chiques, ces offrandes seront partagées suivant la coutume dès que les cérémonies auront été faites.

ARTICLE 12. — (élaboré depuis 1898). Chaque fois qu'il y aura fête pour des cérémonies tendant à demander du soleil ou de la pluie ou la disparition des chenilles, le chef du village en avisera les notables qui en répartiront les dépenses aux propriétaires. Ces derniers, comme ceux qui auront travaillé à ces fêtes, seront les seuls à bénéficier du produit des victuailles. Aucune cotisation ne pourra être exigée des habitants.

ARTICLE 13. — (depuis 1901). Pour assister aux fêtes données en l'honneur du printemps et de l'automne, fêtes accompagnées de chants et de théâtre, les habitants devront se conformer à l'ordre suivant : les femmes seront placées à droite et les hommes à gauche, 40 sièges seront réservés aux notables et 40 autres à leurs femmes. Les inscrits et leurs femmes se tiendront debout. Les contrevenants à cet article seront punis d'une amende de 3 tien s'il s'agit des inscrits et d'une amende double s'il s'agit des notables. Les assistants venant de villages voisins devront être guidés par les surveillants.

ARTICLE 14. — On se livre au culte des génies pour demander du bonheur, et comme on n'en trouve pas avec des mauvais génies, la loi punit les mauvaises sectes. Notre village a un temple dédié à Confucius, des pagodes pour les vrais génies et pour Bouddha, enfin il y a encore des pagodes pour les génies territoriaux. Il ne faut donc pas qu'il y ait des gens qui croient aux sorciers; il est défendu de faire des cérémonies chez les particuliers, de créer des scènes

nocturnes comme celles des médiums, car il y aura réunion et les spectateurs en profiteront pour commettre des mauvaises actions. Les contrevenants seront punis et l'amende ira sans cesse en augmentant à mesure de la récidive. Ceux qui formeront une société religieuse seront aussi punis, si on parvient à les découvrir, le président sera frappé d'une amende de 3 ligatures, les sociétaires d'une ligature, les recettes de la société seront confisquées au profit de la commune. Une récompense sera accordée à celui qui aura dénoncé la création de cette société.

ARTICLE 15. — Il sera entendu que les compatriotes, les parents devront venir aider une personne qui a perdu son père ou sa mère. Le jour du port du deuil ou de l'enterrement, la personne intéressée invitera le village ou les gens de la société littéraire de Confucius à célébrer les cérémonies d'usage. Le dîner offert sera plus ou moins important suivant les ressources de l'intéressé. Sera supprimé l'usage de la gratification accordée aux porteurs du cercueil; ceux qui mettront encore de l'argent sur le char funèbre et les porteurs qui y auront touché seront punis du double de ce qu'ils auront mis ou touché.

ARTICLE 16. — Jusqu'ici un certain droit en nature était perçu par le village, la société littéraire et le giap sur les enterrements et payé par les intéressés. Ce droit ne manque pas d'être ennuyeux, il est donc décidé que ce droit sera dorénavant perçu en espèces et comportera 3 classes pour les notables : 200, 150 et 100 ligatures. Chaque classe sera encore passible de fournir un porc, un plateau de riz, 3 bouteilles d'alcool et des chiques. Cette fourniture, après

avoir été offerte au génie, sera remise au maire et aux notables pour être mangée et distribuée aux ayants-droits tandis que la somme versée et reçue contre quittance sera remise à un habitant afin d'être gardée et dépensée quand besoin sera. Il sera défendu aux héritiers d'un décédé de convier chez lui les gens du village. Il est entendu que la division en 3 classes est pour faciliter le versement à toutes les bourses. On ne devra donc pas dire qu'un tel a une placé et préséance devra être compris dans telle classe plutôt qu'une autre. Les riches qui auront versé ne seront pas plus honorés que les pauvres ne pouvant pas payer. Ceux qui se plaindront et deshonoreront ainsi les héritiers seront punis des amendes prévues à l'article précédente et doublées.

Seront supprimés tous les droits à verser comme précédemment au giap et à la société littéraire. Les simples inscrits ne seront obligés de verser qu'un droit de 30 ligatures au profit du quartier qu'ils habitent. Il leur est défendu de dépenser plus; ceux qui ne s'y conformeront pas seront punis de 10 jours de corvée à faire pour le village.

ARTICLE 17. — Ceux qui invitent des gens à dîner à l'occasion des fêtes d'anniversaires, des noces, ne doivent pas fournir plus d'un petit pot d'alcool par table de 4 personnes sous peine d'amende. Les amendes sont d'autant plus fortes que l'amphitryon est plus influent; les buveurs sont passibles des mêmes amendes.

Titre II. — *Sur le Personnel.*

ARTICLE 18. — (existe depuis 1898). Le village ne possède pas de fonds pour exécuter divers travaux. Il sera donc reçu des dons volontaires. Les donateurs d'une somme de 12 ligatures auront le titre de xanhiêu (exemptés de charges locales), de 30 ligatures le titre de xa-su. Ceux qui verseront 72 ligatures recevront le titre de huong-muc, 200 ligatures en plus celui de huong-sac et enfin une augmentation de 600 ligatures vaudra au donateur le titre de thu-chi. Les donateurs seront classés suivant leur titre aux places de préséance comme ceux qui ont donné quelque chose.

ARTICLE 19. — (élaboré en 1904). Toutes les fois que les places de maire et d'adjoint seront vacantes, les habitants seront avisés par les soins du premier notable par l'intermédiaire du crieur public; le vote aura lieu à la maison commune et sera secret. Celui qui aura le plus de suffrages fera l'objet d'un procès-verbal soumis à l'autorité. Le chef de village recevra une indemnité de 30 ligatures, l'adjoint une indemnité de 15 ligatures; ils auront leur place immédiatement après les anciens ly-truong et pho-ly exempts de condamnation. Les gens qui avant d'être ly-truong étaient des inscrits et n'avaient pas fait de dons au village pourront le faire une fois nommés, mais alors ils ne devront plus payer que la moitié des sommes prévues pour les inscrits. Dans ce cas ils seront assimilés aux donateurs suivant qu'ils auront payé pour tel ou tel titre. Ils seront libres de ne rien donner.

ARTICLE 20. — Les étudiants reçus à la première épreuve du grand concours de Nam-Dinh seront assimilés aux pho-ly, les reçus à la deuxième épreuve aux ly-truong. Les tu-tai, les gradés des 8^e ou 9^e degré et les tho-lai auront leur place parmi celles des tuân-huyen et des chefs et sous-chefs de cantons. Mais ces étudiants ne jouiront des prérogatives de leur titre d'assimilation que s'ils ont satisfait à l'article 18. Ils ne paieront en tout cas que la moitié de ce que payent les ly-truong. Feront exception à cet article les personnes reçues cu-nhân ou docteurs, de même les mandarins ayant des sceaux; ils donneront ce qu'ils voudront.

ARTICLE 21. — (existe depuis 1906). Le village accordera une somme de 100 ligatures avec une paire de sentences brodés sur satin aux lauréats et aux mandarins ayant des cachets; une somme de 50 ligatures et une paire de sentences sur flanelle aux tu-tai.

ARTICLE 22. — Les vieillards âgés de 60 ans qui voulaient se placer avec leurs collègues devaient payer trois taxes, à savoir : au village à la société littéraire et au giap. Ces diverses taxes sont supprimées et n'en forment désormais plus qu'une seule consistant en un versement unique de 60 ligatures, avec un porc ou un poulet, de l'alcool et du riz. En revanche, le village allouera au titulaire une somme de 5 ligatures, sa part au produit des sacrifices sera augmentée d'un morceau de viande et d'un bol de riz.

Il est expressément défendu de donner des repas autres que celui payé au village et mentionné pré-

cédemment; les contrevenants seront punis d'après les dispositions de l'article 16. Cette taxe ne sera pas exigée des vieillards pauvres et sans ressources; ceux qui leur auront réclamé quelque chose seront punis des amendes prévues à l'article 16.

Titre III. — *Finances.*

ARTICLE 23. — Les parents des filles à marier dans le village ou dans les villages voisins devront payer une taxe. Ils aviseront les notables 5 jours avant le jour fixé pour le mariage. Cette taxe varie suivant la classe des parents, mais elle est toujours double pour les filles à marier au dehors. Le chef du village percevra ces taxes pour les affecter aux dépenses communes. Les mariés du village ne paieront pas la taxe précitée mais verseront au maire 0,10 pour leur inscription sur l'état civil. Les personnes qui ne feront pas enregistrer les actes de mariage seront punies d'une amende double de la taxe à percevoir. Les parents dont les enfants, sans être mariés, auront des petits, seront punis de 30 ligatures comme frais de noces.

ARTICLE 24. — Les naissances devront être inscrites dans les 3 jours qui suivent; les contrevenants seront punis d'une amende de 1 ligature s'ils sont de simples inscrits et de 2 ligatures s'ils sont des notables. Pour les décès non enregistrés, les amendes sont les mêmes.

ARTICLE 25. — Tout parent doit penser à faire donner un métier à ses enfants dès l'âge de 8 à 9 ans.

Chaque année, le 10 du 1^{er} mois, les enfants des deux sexes, de 10 à 15 ans, devront venir à la maison commune pour passer un examen. Des récompenses en argent seront données aux plus méritants tandis que les plus incapables seront punis ainsi que leurs parents. Les filles qui, outre un métier, sauront moissonner recevront une ligature en plus de leur récompense.

Les personnes qui savent un métier et n'ont pas de ressources pour l'exercer pourront demander des avances remboursables à la récolte au village. Mais celles qui n'auront aucune profession honorable, se verront infliger une amende et retirer leur place de préséance; ces places leur seront restituées si elles se corrigent. Les simples inscrits ne seront pas frappés d'amendes mais punis de 2 à 10 jours de corvées; les récalcitrants seront livrés aux autorités.

ARTICLE 26. — (élaboré en 1907). Une école est ouverte dans le village. La solde du professeur et de son adjoint seront à la charge des notables. Le village pourvoiera seulement à la différence si les recettes n'étaient pas suffisantes pour payer les maîtres. Les dépenses occasionnées par l'achat des fournitures d'école et d'habillement des élèves (par an on donne un veston et un pantalon à chaque élève) seront payées par le village sur les fonds communaux. Des bourses scolaires pourront être données aux enfants les plus pauvres qui désirent faire leur éducation.

ARTICLE 27. — Tous les habitants de 18 ans et au-dessus doivent à chaque récolte payer une redevance au village. Ces redevances sont destinées à être don-

nées en secours aux héritiers des habitants décédés.

ARTICLE 28. — (existe depuis 1906). Le village choisira un agent conseiller agricole qui aura pour mission de surveiller les digues et écluses; fera ouvrir ou fermer à propos ces écluses, donnera des encouragements pour la plantation du riz ou du murier. Il aura aussi à demander des avances pour aider ceux qui sont dans la gêne, à faire aider ceux dont la force ne permet pas de mettre leur terre en valeur. Il signalera aux notables les propriétaires qui ne travaillent pas afin que le village fasse exploiter leur terre et prélève 4/10^e du produit des cultures. Cet agent agricole fera en sorte que les planteurs augmentent le rapport de leur terre; il signalera au village les personnes qui auront obtenu de plus belles plantations; ces personnes pourront, à titre de récompense, être exonérées de taxes de gardiennage. Les personnes qui auront de mauvais produits subiront au contraire une augmentation de taxe de gardiennage. Le conseiller agricole aura encore à dire aux propriétaires voisins des canaux d'y prendre de la vase pour la répandre dans leurs rizières et de la terre pour renfoncer les digues. Il est défendu d'empiéter sur les flancs des digues ou de les couper. Des récompenses ou punitions analogues à celles précitées pourront être données ou infligées.

ARTICLE 29. — Il sera perçu dans les années où la récolte est la plus belle, 10 luôm par mâu pour alimenter le magasin du village. La paddy ainsi prélevé sera déposé à la maison commune pour être donné en prêts à intérêt de 2 % par récolte soit 4 % par an. Il ne sera pas consenti de prêt aux personnes

ayant titre de Huong-Muc et au-dessous, mais les personnes des environs ou villages voisins pourront recevoir des avances, ils paieront 1 % en plus par récolte, soit 6 % par an. Les personnes qui se porteront garantes devront rembourser ces prêts et avances dans ce cas ou les débiteurs ne paieraient pas à terme échu. Le remboursement devra se faire à date fixée et un intérêt de un demi pour cent sera exigé par jour de retard. Le jour suivant celui du remboursement tous les habitants seront tenus d'aller au champ et donner la chasse aux rats ou souris. Chacun devra présenter trois rongeurs sous peine d'être passible d'une amende de 1 tien par tête de rongeur manquant et sous peine également de ne pas recevoir de prêt en cas de besoin.

ARTICLE 30. — Les notables depuis le tien-chi jusqu'au huong sac devront être présents le jour du remboursement des avances ainsi que celui au profit duquel les avances ont été consenties, chacun devant être muni d'un carnet où il inscrira les opérations faites. Les écritures qui seront portées sur ce carnet doivent être en concordance. L'absence d'un notable à ces réunions est passible d'une amende de 3 ligatures.

ARTICLE 31. — (élaboré en 1905). Il sera prélevé à chaque récolte 300 boisseaux sur le total des prélèvements. Ces réserves seront déposées chez un riche du village et exclusivement employées à secourir les habitants en cas de disette ou à acheter des terres ou encore à couvrir des dépenses imprévues. Si en été au 7^e et 8^e mois, et en hiver au 2^e mois ces fonds n'ont pas été employés, le dépositaire

taire pourra, en avisant le village, mettre le paddy en vente, en employer le produit à des prêts à intérêts réglementaires et dont le remboursement se fera en même temps que celui du paddy. Chaque fois qu'on comptera 100 boisseaux de paddy, le dépositaire recevra 3 boisseaux de gratification pour compenser la détérioration ou la perte possible. Le matériel nécessaire pour l'emmagasinage reste à la charge du village.

ARTICLE 32. — Si en temps de calamité naturelle le paddy du village venait à manquer, des tierces personnes pourraient mettre leur riz ou leur argent à la disposition du village qui se chargerait de poursuivre pour elle le remboursement avec les intérêts réglementaires. La commune est responsable de l'insolvabilité des débiteurs ou de leur fuite.

En plus de cela, le village accordera un avancement dans les titres et places à tout homme qui aura ainsi avancé plus de 100 boisseaux de riz ou 200 ligatures; ainsi un xa-nhiên sera après cet acte de générosité classé parmi les xa-su et jouira de toutes les prérogatives qui y sont attachées. S'il s'agit des femmes; il leur sera accordé 1 % de plus sur les intérêts réglementaires.

ARTICLE 33. — (existe depuis 1906). Dans le cas où le village n'aura pas de fonds communaux pour faire face à une dépense, les plus riches de la commune devront faire des débours. Ils seront remboursés à la récolte avec un intérêt réglementaire si la dépense était au-dessus de 10 ligatures. Au-dessus de cette somme aucun intérêt ne sera payé.

ARTICLE 34. — Au moment du versement des im-

pôts, le maire convoquera l'assemblée des habitants à la maison commune ou chez lui pour fixer la quote part de chacun. Les frais de cette réunion, ainsi que l'indemnité de 10 piastres accordée aux collecteurs, seront répartis avec les impôts entre les contribuables. Le ly-truong ou des gens aisés parmi les notables seront chargés des recouvrements.

Lorsque les contribuables seront en retard dans le paiement de leurs impôts, le ly-truong fera des emprunts pour payer à leur place, mais ces retardataires paieront 1 % par jour pour chaque piastre payée en retard.

Les autres dépenses, telles que frais de déplacement pour venir au phu, faire une déclaration, frais occasionnés par l'achat des présents à donner aux mandarins pendant les fêtes, ne doivent pas être perçues en même temps que les impôts, mais feront au contraire l'objet d'un état spécial.

Le rachat des corvées est à la charge des Khu du village; les notables des Khu feront la répartition, en aviseront le tiên-chi et le ly-truong mais avant d'opérer le recouvrement devront, par voie d'affiches, porter le tarif à la connaissance de tous.

ARTICLE 35. — La commune dispose de 4 mâu de rizières pour les soldats et de 6 mâu de rizières pour le culte du génie. Diminution faite des rizières allouées aux militaires en service, le reste sera partagé entre le 6 giap pour leur permettre de faire face aux dépenses communes. Les reliquats s'il y en a, seront versés aux fonds communaux. Chaque année en hiver et en été, les chefs de giap convoqueront l'assemblée des notables pour rendre compte

de ce qui sera fait. Un état sera dressé à cet effet; cet état sera présenté aux notables et au village au moment des fêtes du printemps et de l'automne. Il est défendu aux notables d'exploiter directement des rizières afin d'éviter toute contestation et dispute. Les contraventions à cet article seront jugées par le village et les fautifs seront destitués de leur place de préséance.

ARTICLE 36. — Le village possède une voie de communication partant du village de Mien-Ha jusqu'au canal de Kien-Giang. Toute personne désireuse d'être huon-sac sera tenu de planter, sur les bords de cette voie, 3 arbres de letchi ou de long-nhan, il suffit d'en planter 2 pour obtenir le titre de huong-muc et un seul pour celui de xa-su. Ces arbres devront être entretenus par les intéressés jusqu'à l'époque de leur rapport, soit 3 ans après la plantation. Les personnes qui en auraient planté moins du nombre fixé paieront une amende de 1 ligature par pied en moins. Les propriétaires des arbres ayant produit avant les autres recevront une récompense de 1 ligature par pied.

Titre IV. — *Les Militaires.*

ARTICLE 37. — Chaque fois que des ordres sont donnés à la commune de fournir des recrues, le maire devra en aviser le village pour choisir et présenter les hommes de bonne constitution ayant l'âge voulu. Aux hommes acceptés par la commission de recrutement, le village allouera une part de rizières et, si celles-ci viennent à manquer, une indemnité

en espèces sera allouée à la place à raison de 20 ligatures par mâu et par an. Les recrues acceptées auront dans le village un titre immédiatement supérieur au leur; si l'engagé était simple inscrit il sera assimilé aux xa-nhiêu, et s'il était parmi ces derniers il sera assimilé aux xa-su etc... Elles recevront en outre, lors des fêtes, un morceau de chair et une tasse de riz gluant.

Tout soldat qui aura bien rempli son service pendant 6 ans conservera son titre d'assimilation mais n'aura plus part au produit des sacrifices.

Le village décline sa responsabilité pour toute perte commise par les militaires au corps. Dans le cas de perte c'est en effet la famille qui sera tenu d'opérer le remboursement.

ARTICLE 38. — (élaboré en 1904). Des travailleurs, des coolies peuvent être demandés à la commune d'un moment à l'autre dans ce cas le maire avisera le village, chargera les chefs des 5 Khu de recruter ces travailleurs et coolies parmi les hommes robustes. Avec les fonds communaux on leur achètera les vêtements et ustensiles indispensables. Les travailleurs qui n'auront pas commis de faute recevront du village une récompense de 10 à 16 ligatures suivant la distance plus ou moins longue du lieu où ils seront appelés à travailler. S'ils prenaient la fuite ou commettaient une faute, leurs familles seraient seules rendues responsables.

Titre V. — *Justice.*

ARTICLE 39. — Le village choisira six gardes placés sous la direction des pho-ly et chargés de la surveillance des maisons, des jardins et des champs. Ils devront 5 fois par nuit venir clamer devant les maisons ces mots : réveillez-vous et surveillez vos maisons. Toute dérogation à cette règle sera punie de 3 ligatures.

Les taxes de surveillance seront ainsi fixées : 2 ligatures par buffle et par an. Les gardes sont responsables des vols de bétail et doivent rembourser les 2 tiers de la valeur des animaux volés : 1 tiers est versé au propriétaire, l'autre tiers sert à alimenter les fonds communaux. Ce mode de remboursement n'est pas applicable pour les vols des objets mobiliers situés dans la maison, mais les propriétaires pourront faire assurer leur mobilier en faisant une déclaration.

Les gardes sont responsables des vols des récoltes, ils remboursent une fois et demi si la coupe est faite avec des faux ou faucilles, et deux fois si elle est faite à la main. La capture d'un voleur étranger au village est récompensée de 5 ligatures, celle d'un voleur habitant le village de 2 ligatures.

La valeur des vols de paille, de plants de riz et autres produits devront être remboursés une fois et demie, ce supplément sera versé aux fonds communaux. Mais la capture d'un voleur de ce genre de vol sera récompensée de 20 ligatures et le village se chargera de livrer le voleur à l'autorité.

Dans le cas où les gardes seraient blessés par les voleurs, des allocations suffisantes pour se soigner leur seront fournies.

S'il s'agit de petits voleurs ayant pris une petite quantité de produits, la récompense sera de 5 ligatures pour un homme étranger au village et de 3 ligatures pour un homme y résidant; de plus ce dernier sera chargé de la surveillance des objets qu'il avait voulu voler.

ARTICLE 40. — Il est défendu de faire paître les animaux sur le talus des rizières mises en culture. Les contrevenants paieront une amende de 3 ligatures s'il s'agit d'un buffle et de 2 ligatures s'il s'agit d'un bœuf. Le tiers de l'amende sera donné aux gardes qui auront signalé la contravention; cette prime pourra être payée aux autres personnes ayant signalé le délit en l'absence des gardes. Les gardes, par complaisance, n'ayant pas arrêté les animaux se trouvant dans le cas cité précédemment seront punis au même titre que les propriétaires. Les animaux tels que porcs, coqs, poulets pourront être saisis par les propriétaires des champs dans lesquels ils seront lachés et cela sans que leurs éleveurs puissent réclamer.

ARTICLE 41. — Chaque Khu doit posséder du matériel nécessaire pour éteindre les incendies. Une fois l'alarme donnée, les habitants des Khu doivent venir au secours des victimes. Les manquants paieront une ligature s'il s'agit des xa-nhieu et au-dessus et 6 tiên si ce sont de simples inscrits. Le Khu qui arrivera le premier sur les lieux de l'incendie avec le matériel complet recevra 2 ligatures payées par

la victime; au contraire le Khu qui n'aura rien fait payera une amende de 3 ligatures. Les personnes qui se seront blessées en secourant les victimes recevront 1 ligature, et des frais de médication au cas où leurs blessures seraient graves.

Dans les cas de vol ou de pillage, les mêmes récompenses comme les mêmes amendes sont prévues, seulement les récompenses sont prélevées sur les fonds communaux.

ARTICLE 42. — (élaboré en 1905). Toute personne qui est en contestations avec une autre, doit s'adresser au chef du village pour le règlement du différend ou au premier notable si la contestation ne peut être réglée à l'amiable. Ceux qui n'agiront pas ainsi et qui auront injurié ou frappé seront punis comme suit : celui qui aura le premier injurié paiera une ligature s'il avait raison de le faire et deux ligatures s'il avait tort; s'il y a eu injures de part et d'autre, celui qui a eu raison paiera 6 tiên, tandis que l'autre paiera 1 ligature deux tiên. Le premier agresseur paiera, s'il a eu raison, deux ligatures et trois ligatures dans le cas contraire; si l'un des agresseurs a été blessé grièvement il sera soigné aux frais de l'autre. De plus les voisins qui ne seront pas intervenus pour calmer les deux parties paieront une amende d'une ligature.

Les jeunes gens qui auront injurié des supérieurs ou des personnes âgées, les femmes qui auront insulté leur mari, les parents de leur mari et leurs enfants, seront punis d'une amende double.

ARTICLE 43. — Les liens du mariage sont des liens sacrés qui ne se dessèrent pas pendant la vie; la

personne qui aura abandonné son époux ou épouse sera taxée d'ingratitude si l'homme ou la femme n'est pas coupable d'un des cas entraînant la répudiation. Mais le village devra concilier ces époux ou les laisser libres s'ils s'y refusent. Cependant les personnes qui seront dans ce cas devront être appelées au travail commun chaque fois que besoin sera et le village les remariera avec des personnes de condition inférieure.

ARTICLE 44. — Si sans motif plausible dû à des fêtes ou cérémonies, des personnes se réunissant pour boire, l'hôte sera puni d'une ligature et les invités de 3 tiens chacun. Si après avoir bu, ces personnes se disputent, il leur sera fait application de l'article 41 mais elles paieront une amende double que celle qui est prévue. Il en est de même pour celui qui s'enivrera seul et se livrera ensuite à des voies de faits.

ARTICLE 45. — Les personnes qui persistent dans la fabrication ou vente du sel ou de l'alcool de contrebande seront, si elles sont découvertes, punies de 8 ligatures dont 3 seront données au dénonciateur. Les voisins des contrebandiers qui n'auront pas signalé leur présence seront punis comme les délinquants et livrés à la justice, mais celui qui habite le plus près des contrebandiers sera puni de 2 ligatures, le chef de leur Khu de 3 ligatures, et le Khu en collectivité de 10 ligatures.

Dans le cas où un contrebandier sera arrêté par le service des Douanes, lui et son Khu seront responsables des amendes et paieront au village les amendes prévues ci-dessus.

ARTICLE 46. — Ceux qui auront été punis et qui désireront protester, devront s'adresser au village et ne pas apporter des cadeaux au président du conseil, maire ou notables. S'ils passent outre, ils seront punis une seconde fois et de la même peine, la moitié des cadeaux sera donnée à celui auquel ils auront été apportés. Mais les personnes auxquelles étaient destinés ces cadeaux seront également punies de la même peine si elles n'ont pas pris soin d'en avertir la commune.

ARTICLE 47. — Le montant des amendes versées par les habitants pourra être dépensé au moment même de la perception pour des affaires de la commune. Les amendes non dépensées seront remises au maire qui l'inscrira et rendra compte au village de leur emploi.

Titre VI. — *Travaux publics.*

ARTICLE 48. — Toutes les fois qu'il y aura des réparations à faire à la maison commune, à la pagode ou à d'autres établissements publics, le village choisira un conducteur, mettra à sa disposition des fonds communs ou à défaut le montant de vente des titres. Dans le cas où les sommes mises ainsi à sa disposition ne sont pas suffisantes, le conducteur fera des avances qui lui seront remboursées en fin de compte aux récoltes. Il est défendu de faire payer les habitants pour ces dépenses.

ARTICLE 49. — Pour exécuter des réparations aux routes, digues, ponts, écluses, les notables se ren-

dront sur place, évalueront les travaux à exécuter, en feront la répartition aux Khu qui les feront faire aux habitants. Ceux qui auront achevé leur tâche au délai fixé recevront une récompense de 2 ligatures, les retardataires paieront une amende d'une ligature.

Les chefs des Khu sont autorisés à faire payer aux personnes ne se rendant pas aux chantiers, une somme de six tiên par journée d'absence. Si les absents se trouvent parmi les xa-nhieu ou ceux ayant un titre supérieur ainsi que leurs enfants, la somme à payer sera de 9 tiên par jour. Cet argent sera distribué aux personnes qui travailleront à leur place.

Les mêmes récompenses et punitions sont également prévues lorsqu'il s'agit des réparations à effectuer aux bâtiments publics.

CHAPITRE CINQUIÈME

LES RECENTES REFORMES COMMUNALES

La commune annamite, véritable petit état oligarchique ne répond plus aux idées d'après guerre : une évolution économique et sociale s'est produite d'une manière assez profonde. L'Indochine voit un merveilleux essor économique ouvert devant elle : l'agriculture croît dans de notables proportions, des cultures riches ont fait leur apparition, l'industrie se développe chaque jour davantage. Et surtout notre empire asiatique a subi une transformation sociale importante : l'Annamite s'expatrie de plus en plus de son village, il va en France comme soldat ou employé, renforce la main d'œuvre de Cochinchine et de nos îles d'Océanie; il fréquente aussi chaque jour davantage nos écoles et est imbu de nos idées égalitaires et démocratiques. Aussi, l'indigène plus riche et plus instruit, se sent plus à l'étroit dans le cadre de la commune, il étouffe et il regarde au-delà de sa haie de bambou, il ne se laisse plus aussi docilement diriger qu'auparavant, il sent sa personnalité se dégager de la collectivité du village, il veut jouer un rôle et n'entend plus se borner à obéir à ses notables, il désire la démocratie et il lui faut de l'air.

Des réformes communales s'imposaient donc; il

fallait satisfaire les besoins nouveaux du peuple et en même temps faciliter la tâche de notre administration. Le Protectorat eut l'habileté et l'honneur de satisfaire ces exigences et c'est ainsi que successivement en 1921, en 1925 et en 1927 la commune tonkinoise vit son organisation administrative profondément modifiée. Actuellement, la commune tonkinoise est réorganisée sur des bases plus solide et plus justes que la commune cochinchinoise réorganisée depuis quelque temps déjà mais d'une manière beaucoup plus timide.

Ce fut l'arrêté du 12 août 1921 du Résident Supérieur au Tonkin qui vint le premier apporter une réorganisation complète de la commune annamite. A côté du conseil des notables dont nous avons étudié toute l'importance, on créait un autre conseil : le Conseil Administratif. Le premier se voyait réduit à un rôle honorifique et rituel; le second, soumis à l'élection, prenait au contraire la première place et se trouvait le véritable organisme administratif de la commune. Il n'y avait d'ailleurs pas de ligne de démarcation absolue entre le Conseil Administratif et le Conseil des Notables; on espérait par là que les fonctions seraient remplies le plus souvent par les mêmes individus, on songeait à utiliser toutes les capacités communales et à grouper dans les conseils administratifs les anciens Ky-muc et les éléments de bonne volonté plus évolués.

On devait rencontrer les difficultés d'application du fait que les anciens coutumiers donnaient à certains notables supérieurs des avantages difficilement conciliables avec les fonctions de tel ou tel membre

du conseil administratif. Aussi les anciens notables se sont-ils généralement tenus à l'écart de la réforme, s'abstenant de solliciter un mandat communal électif et de briguer les premières places du conseil administratif. Les conseils élus se sont de ce fait fréquemment trouvés en opposition avec les anciens présidents du conseil des notables qui ont fait à la réforme une opposition sourde ou ouverte, nuisible à son développement normal.

Aussi l'arrêté du 25 février 1927 du Résident Supérieur au Tonkin est-il venu consacrer la situation de fait, qui s'était ainsi révélée, afin que tous les éléments compétents du village puissent participer à la gestion communale. Désormais les villages annamites constitués en communes sont administrés par un conseil administratif, dit conseil de tôc-biêu, assisté d'un conseil de Ky-muc et à l'aide d'agents communaux qui conservent dans l'exercice de leurs fonctions une responsabilité propre et déterminée. Le conseil des Ky-muc qui groupe les notables traditionnels n'a qu'un rôle consultatif. Les principales affaires intéressant la commune, lui sont soumises, il les approuve ou formule ses observations qui sont ensuite examinées par le conseil administratif. Un accord entre les deux éléments de direction existant dans les villages peut ainsi s'établir; si toutefois il ne se réalise pas, le Résident chef de province arbitre le désaccord en prenant une décision définitive.

Voici les bases de la récente réforme, réforme capitale comme on peut déjà s'en rendre compte puisqu'elle bouleverse toute l'organisation communale tonkinoise établie depuis un temps presque immémo-

rial, puisqu'elle soustrait la commune annamite à l'influence chinoise dont elle avait cru s'affranchir entièrement au cours des âges mais dont la persistance se faisait encore sentir d'une manière plus ou moins forte dans certaines parties de son organisation quand on prenait la peine de regarder attentivement à travers les réformes elles-mêmes. Il importe donc de connaître la réorganisation communale qui est en train de s'épanouir au Tonkin, et cela d'autant plus que cette réforme n'est que le commencement de beaucoup d'autres et qu'elle pourra servir de base sinon de copie à la réorganisation des communes indigènes en Annam. Aussi allons-nous étudier successivement et d'une manière plus minutieuse que nous ne l'avions fait pour l'ancien conseil des notables la composition, les attributions et le fonctionnement de ces deux conseils communaux ainsi que les attributions des agents communaux que ces nouveaux organismes ont créés.

ELECTION ET NOMINATION DES CONSEILS. — Le Conseil Administratif ou Conseil des tôc-biêu est un conseil élu.

Pour pouvoir être élu conseiller il faut être inscrit et âgé de 25 ans au moins, avoir une certaine instruction et une honorabilité parfaite. Les membres élus sont au nombre de 4 au minimum et de 20 au maximum. Tout village de 100 ou de moins de 100 inscrits a en effet droit d'élire quatre conseillers, et toute fraction supplémentaire de 25 électeurs donne droit à l'élection d'un tôc-biêu. Les électeurs, inscrits et âgés de 18 ans au moins, sont réunis par familles ou par giap. Le conseil administratif est re-

nouvelé en bloc tous les six ans, mais les conseillers sont indéfiniment rééligibles. Lorsqu'il se produit une vacance dans l'intervalle des élections par suite de démission, révocation, licenciement ou décès, il est procédé à une élection partielle concernant uniquement le groupement auquel appartient le représentant défaillant. Les familles ou giap ou les groupements de giap ou de familles procèdent librement à l'élection des conseillers chargés de les représenter; les contestations en matière d'élections sont jugées par les autorités provinciales indigènes et en dernier ressort par le Résident chef de province. La liste complète des membres du conseil administratif après approbation du Résident, est établie en quatre expéditions, dont trois sont déposées aux bureaux de la Résidence, du mandarin provincial et du mandarin chef de circonscription; la dernière expédition est remise au ly-truong pour être déposée au secrétariat du conseil administratif communal. Disons dès maintenant que ces élections assez simples donnent lieu cependant à de nombreuses difficultés, car les Annamites sont peu habitués à voter et il est nécessaire de leur apprendre leurs devoirs civiques. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de revenir sur ce point lorsque nous ferons l'examen critique de la réforme communale.

Le Conseil des Ky-Muc n'est pas soumis à l'élection et rappelle quelque peu l'ancienne réunion des notables à laquelle on aurait apporté des modifications assez profondes. Les conditions exigées pour faire partie du conseil des Ky-Muc sont plus strictes que celles exigées pour être élu au conseil administratif.

En effet, s'il faut également être inscrit, avoir une instruction et une honorabilité parfaite, il faut de plus être âgés de 30 ans au moins et rentrer dans certaines catégories nombreuses mais limitativement énumérées, être possesseur de tel diplôme de l'enseignement, avoir tel titre honorifique ou avoir rempli telle fonction administrative. Par contre le mandat de Ky-Muc est illimité et ne prend fin que lorsque le conseiller cesse d'être inscrit dans le village. Chaque village ne possède pas obligatoirement un conseil des Ky-Muc comme il possède un conseil administratif, il faut en effet qu'il ait au moins 4 habitants remplissant les conditions exigées et rentrant dans l'une des catégories énumérées. Bien plus, si le nombre des Ky-Muc du village descend au-dessous de quatre, le conseil est supprimé par décision du Résident. La liste des membres du conseil des Ky-Muc doit être approuvée par le Résident et il est tenu à la Résidence un contrôle des conseils de Ky-Muc de la province.

ATTRIBUTIONS DES CONSEILS. — Le Conseil administratif communal joue en quelque sorte le rôle de notre conseil municipal; il est chargé, d'une façon générale, de l'administration de la commune et de la gestion des intérêts communaux. Il est chargé du contrôle de l'exécution des règlements de police et des ordres ou instructions de l'autorité par les agents communaux désignés à cet effet : ly-truong, pho-ly, truong tuân, etc..., qui sont directement responsables vis-à-vis de l'autorité administrative. Le Résident peut, en outre, par désignation spéciale, charger temporairement le conseil administratif de l'exécution

des missions particulières de police ou d'administration; mais alors le conseil ou les membres désignés par lui sont directement responsables de l'exécution de ces ordres. Le conseil administratif peut infliger des amendes variant de 0 piastre 01 à 1 piastre au maximum pour fautes commises par les habitants en violation des règlements de police particulière au village et le montant de ces amendes est versé au budget communal.

Le conseil des Ky-Muc joue un rôle bien moindre, il n'est qu'au second plan et fait figure de parents pauvres, il a été dépouillé de ses attributions au profit du nouvel organisme communal, le conseil administratif. Il n'a aucun pouvoir décisif et il se borne à un pouvoir consultatif; néanmoins il n'est pas pour cela une institution de parade et joue encore un rôle important. La consultation du conseil des Ky-Muc est en effet obligatoire pour toutes les décisions prises par le conseil administratif intéressant les finances et la réglementation communales ainsi que celles concernant les rites et les coutumes du village. Le projet de budget lui est également soumis après son approbation par le conseil des têt-biêu. Mais les membres du conseil consultatif ne sont jamais chargés de l'exécution des décisions en matière d'administration et de police, ni de la gestion des biens communaux. Le conseil des Ky-Muc collabore avec le conseil administratif à l'établissement du coutumier dont l'importance n'est pas à souligner puisqu'il permet à l'organisation communale de reposer sur des bases sérieuses en codifiant les règles diverses en usage dans le village depuis de nombreuses

années. Si le travail d'élaboration du code communal, désormais conforme aux nouvelles réformes et à la coutume du village, est confié au conseil administratif, le conseil des Ky-Muc donne également son avis et rectifie s'il y a lieu; sans approbation le coutumier ne peut être appliqué. Lorsque les deux conseils se trouvent en désaccord, c'est le Résident qui tranche le différend et fait établir une rédaction définitive en tenant compte de l'avis exprimé par chaque conseil et des observations qui ont pu être formulées au moment de la présentation du projet à l'assemblée générale des habitants.

FONCTIONNEMENT DES CONSEILS. — Le conseil administratif communal choisit dans son sein un président qui prend le titre de *chanh-huong-hoi* et un vice-président qui prend celui de *pho huong hoi*; il s'adjoint pour ses délibérations le *ly truong* et le ou les *pho ly* en fonctions. Le conseil ainsi complété désigne soit dans son sein soit en dehors de ses membres un trésorier qui prend le titre de *Thu quy* et un secrétaire ou *thu ky*. Le protectorat a pris soin, pour éviter que le pouvoir appartienne à une seule famille, souvent d'ailleurs déjà la plus influente du village, de prescrire que ces fonctions ne peuvent être exercées simultanément par le père et le fils, le beau-père et le gendre ou les frères consanguins. Il est à noter que le secrétaire même pris parmi les *toc-biêu* est nommé pour une durée non déterminée : il conserve ses fonctions même en cas de renouvellement du conseil et ne les quitte qu'à la suite d'une décision du Résident, décision prise soit d'office soit

à la suite d'une demande motivée présentée par le conseil et transmise avec l'avis de l'autorité mandarinale.

Le conseil administratif tient autant de séances que le nombre et l'importance des affaires du village paraissent devoir être nécessaires, et pour que le conseil se réunisse il suffit de la convocation du président. Cependant certaines séances sont obligatoires, ce sont celles comportant la préparation du budget, l'établissement du rôle des impôts et taxes revenant à la commune, la répartition entre les contribuables des impôts perçus au profit du budget local. De même que pour l'ancienne réunion des notables, les séances sont publiques mais avec cette différence que les assistants doivent se borner au rôle passif de spectateurs, en aucun cas ils ne peuvent ni prendre la parole ni troubler l'ordre sous peine d'être expulsés de la salle. La décision du conseil, pour être valable doit être prise à la majorité des membres présents. Autrefois un ou plusieurs notables pouvaient traiter une affaire intéressant le village, désormais la commune ne peut être engagée que par la décision du conseil administratif tout entier.

Le conseil des Ky-Muc est présidé par celui de ses membres ayant le rang de préséance le plus élevé, ici encore on voit que l'élection est inconnue. Le conseil reçoit communication du procès verbal concernant toute décision du conseil administratif sur laquelle il est appelé à donner son avis; ses avis sont toujours formulés par écrit et signés par le président.

Il peut se produire une divergence de vues entre les deux conseils communaux pour une question nécessitant leur avis réciproque. L'affaire est alors soumise à nouveau au conseil administratif communal. Mais si, après cette deuxième consultation, le conseil administratif ne se rallie pas à l'avis exposé par le conseil des Ky-Mac, la question est alors portée, par l'intermédiaire des autorités mandarinales devant exprimer leur avis, devant le Résident qui statue.

ATTRIBUTIONS DES AGENTS COMMUNAUX. — La création de ces deux conseils communaux, conseil administratif et conseil des Ky-Mac, a amené la nomination de fonctionnaires nouveaux et a apporté une modification dans les attributions des notables qui ont été maintenus dans leurs fonctions. Parfois le nom qui désignait tel ou tel fonctionnaire avant la réforme communale de 1927 a pu être conservé encore aujourd'hui, mais ses attributions sont peut-être passées à tel autre fonctionnaire; parfois au contraire le nom n'a fait que changer et les attributions sont restées les mêmes. Aussi convient-il d'étudier successivement les fonctions des principaux agents communaux.

Le chang-huonghoi, président du conseil administratif est le chef du personnel et des services communaux. Il assure la police des réunions et donne toutes instructions nécessaires pour l'exécution des décisions du conseil. Il surveille le recouvrement des recettes communales confié au ly-truong et au thu quy; il est responsable de l'engagement des dépenses du budget communal et en contrôle le paiement. Il représente la commune en justice soit en défense.

Le Pho-huong hoi seconde le président dans toutes les parties du service et le remplace en cas d'absence.

Le ly-truong est toujours l'intermédiaire normal entre le village et les autorités administratives, cette règle devant être observée aussi bien par les divers services administratifs que par les autorités mandarinales; il n'y a pas plus de raison de s'adresser au conseil administratif et à ses membres pour des faits non strictement communaux qu'on ne s'adressait autrefois aux tiên-chi et thu-chi. Le ly-truong a toujours la garde du cachet du village, des archives autres que celles du conseil administratif communal, des rôles du village en cours de recouvrement et des instructions de l'Administration. Il tient pour toutes ces pièces un inventaire qui est visé à chaque passage de service par l'ancien et le nouveau Ly-truong. Il s'occupe spécialement du recouvrement des impôts dûs au Protectorat dont le village reste néanmoins solidairement responsable et de leur versement au Trésor. Le ly-truong assure la perception des taxes communales qu'il verse au thu-quy. Il est chargé de l'exécution des lois et règlements et de celle des décisions de l'Administration, de l'établissement de tous les documents demandés par l'autorité supérieure. Il est enfin chargé de la recherche des crimes et délits de la police intérieure du village et de la salubrité publique; il a la surveillance des voies terrestres et fluviales et de tous les ouvrages d'intérêt public situés sur le territoire du village tels que voies ferrées, ponts, lignes télégraphiques et téléphoniques. On voit par là que le rôle du ly-truong a été précisé dans les textes, mais que cet agent a

par contre été déchargé des attributions d'ordre communal qui lui incombaient et qui désormais semblent devoir être normalement confiées soit au secrétaire communal, soit aux agents communaux spéciaux pour les villages dotés d'un conseil administratif.

Le Pho ly, ou suivant la coutume, le chef des vieillards est chargé dans l'agglomération qui l'a nommé, de l'organisation du service de surveillance extérieur et de la voirie. Le Pho ly a sous ses ordres le groupe des vieillards du village; il doit assurer l'exécution des diverses prescriptions de l'autorité touchant la police et la surveillance du village.

Le trésorier est chargé de la garde de la caisse contenant les fonds communaux et de la gestion de cette caisse. Il perçoit le montant des taxes communales qui lui est remis par le Ly-truong ainsi que les diverses sommes revenant au village en exécution des coutumiers, règlements et contrats réguliers.

Le secrétaire est chargé de l'établissement des procès-verbaux des séances du conseil administratif communal et de la tenue des registres des délibérations. Il veille à la conservation des archives du conseil et de celle des rôles d'impôt de la commune que le Ly truong lui remet après recouvrement de ses impôts. Il est officier d'état civil et a la garde des registres de l'état civil, sauf pour les grands villages qui peuvent désigner des officiers de l'état civil spéciaux.

La réforme communale de 1927 aurait été incomplète si elle n'avait prévu la création de budget communaux établis suivant nos méthodes administra-

tives. C'est-à-dire que le budget communal est réparti en deux chapitres distincts : recettes et dépenses, les recettes comprenant d'une part les recettes ordinaires divisées en recettes obligatoires et en recettes facultatives et d'autre part les recettes extraordinaires. Notons que la création de budgets communaux n'est obligatoire que pour les villages comptant au moins 500 contribuables inscrits au rôle d'impôt personnel ou pouvant atteindre un chiffre de recettes annuelles d'au moins 500 piastres. Il y a une tendance très nette à ne vouloir établir de budget que pour ces communes seulement car la dotation d'un budget à chaque village reviendrait à rendre le contrôle presque impossible. Il est préférable pour le moment, de contrôler soigneusement quelques communes dont on fait l'« éducation » ; lorsque la réforme sera au point, il sera toujours temps d'étendre les mêmes dispositions aux autres communes, les représentants indigènes seront alors rompus à l'administration moderne du village et le contrôle sera rendu beaucoup plus aisé.

Un des non moindres avantages de la réforme communale de 1927 est d'avoir institué et renforcé le contrôle du village tant au point de vue administratif qu'au point de vue budgétaire. Naturellement on maintient toujours et on encourage le contrôle sur place exercé par les mandarins chefs de circonscription, les mandarins provinciaux, les résidents et leurs délégués. Mais le système de vérification sur place, quelque fréquent qu'il soit, est trop irrégulier d'application pour être à lui seul entièrement efficace. Il oblige le chef de la province à se déplacer

chaque fois qu'il veut exercer son contrôle et il ne lui permet pas de se faire une idée constamment exacte du développement de l'activité communale et de l'exécution des provisions budgétaires des divers villages. Ce système est donc avantageusement complété par un contrôle général sur états périodiques qui s'effectuent à la Résidence et à l'avantage de créer une documentation précise en ce qui concerne la marche de la réforme communale. Aussi a-t-on créé auprès du Résident chef de province un bureau de réformes communales qui centralise toute la documentation relative à l'administration communale et à la gestion budgétaire. Ce bureau examine les registres des délibérations des conseils, des budgets, les relevés trimestriels de recettes et de dépenses et les soumet à l'approbation du Résident en lui indiquant les erreurs ainsi que les irrégularités constatées. Ainsi les villages sont soumis à un contrôle continu, contrôle sur place et contrôle sur pièces; ils ne sont plus libre d'agir complètement à leur guise bien qu'on leur laisse intactes leurs coutumes particularistes. L'ingérence du Protectorat dans l'administration communale est nettement marquée actuellement et ne fera que croître puisque la nouvelle réorganisation tend à s'appliquer à tous les villages non seulement du Tonkin mais encore de l'Annam et de la Cochinchine.

Certains esprits chagrins ont objecté que la mesure nouvelle aboutissait à doubler le nombre des conseils existant dans les villages. C'est un fait mais cet inconvénient est moindre que ceux résultant de la persistance de l'abstention officielle des Ky-Muc

ou des conflits qui pourraient se produire au sein des conseils administratifs si on obligeait les Ky-Muc et les toc-biêu actuels à y siéger ensemble. D'ailleurs le droit de siéger au conseil consultatif des Ky-Muc ne prive pas l'intéressé de la faculté d'exercer une fonction active communale quelconque s'il la sollicite et l'obtient. Un Ky-Muc peut tout aussi bien se faire nommer membre que président du conseil administratif. La seule restriction est l'impossibilité de cumuler les fonctions de présidence des deux conseils communaux. Le conseil administratif, composé en général d'hommes jeunes est plus apte à suivre nos réformes; le conseil des Ky-Muc beaucoup plus modéré sert de contrepoids à l'impétuosité qui pourrait animer les Toc-biêu.

Cette réforme aura d'heureuses conséquences non seulement sociales mais encore politiques. Si elle marque un important événement administratif, si elle constitue un tournant de l'organisation communale annamite, elle est la condition indispensable d'autres réformes impossibles sans elle et qu'elle renferme en puissance. Cette mesure nouvelle permet en effet de constituer l'éducation civique du peuple annamite, de développer l'assistance et l'instruction, de rendre possible l'application légale des matières de l'état civil et du régime des biens.

La commune est un petit Etat et nous essayons de dégager l'individu de la collectivité où il est noyé, mais nous rencontrons dans cette tâche de nombreuses difficultés car nous connaissons peu l'individu et encore est-ce par l'intermédiaire des notables, dont nous sommes parfois obligés de payer

en indulgence les abus afin d'employer leur influence. Pour obtenir une balance juste entre les administrateurs de la commune et les administrés, il faut voir plus clair dans les affaires intérieures de la commune, faut y mettre de l'ordre, il faut pouvoir contrôler d'une manière suivie et c'est justement ce qu'il est possible de faire désormais grâce à la réforme communale de 1927. Si dans la commune existe une organisation tout à fait remarquable, le coutumier, il est indispensable de voir ce qu'il y a derrière cette façade; avant de faire respecter ses règles il faut les connaître et être assuré qu'elles seront respectées, il faut pouvoir regarder librement les affaires du village. Or tout se traduit par la notion de responsabilité et de charges fiscales.

La notion de responsabilité se dégage assez mal de la pratique journalière des notables, car si nous connaissons en gros les attributions des notables, nous ignorons parfois les détails. Il est possible donc que tel groupe de la commune soit le plus influent des autres groupes du village et qu'il traite toutes les affaires à son profit. Aussi en proportionnant le nombre des représentants des familles et des clans au nombre des individus aboutit-on à un partage plus équitable d'influence, les chances de tyrannie sont amoindries sinon supprimées. En attribuant à tel membre du conseil administratif une fonction strictement limitée, on limite les responsabilités; en soumettant l'administration et le budget de la commune à un contrôle minutieux et continu on évite plus facilement la concussion, on apprend à l'indigène à ne plus la favoriser. Et ainsi, sans toucher à son orga-

nisation propre vitale qu'on se contente d'améliorer, la commune a désormais une administration beaucoup plus juste.

L'établissement d'un budget régulier favorise également l'organisation communale. L'assistance dont la notion existait déjà peut être mieux organisée, les œuvres d'assistance trouvant en effet dans la commune des ressources beaucoup plus facilement que dans l'impôt d'Etat que l'incidence peut rendre défectueux : plus le cadre est grand, plus il est difficile de rendre l'incidence prévisible, le cadre restreint de la commune permet au contraire de mieux prévoir les répercussions des mesures fiscales. Les impôts rendent également mieux; l'indigène supporte plus facilement les charges dont il voit l'utilité immédiate, telle la construction d'une route, d'un canal ou d'une digue sur le territoire de sa commune que les charges perçues au profit de l'Etat et dont il voit plus ou moins bien l'utilité. De même en matière d'enseignement le village se rend mieux compte de la taxe dont il est frappé pour rétribuer l'instituteur de la commune que celle qu'il fournit au maître placé au chef-lieu du canton ou de la province.

Ainsi nous voyons qu'il est nécessaire de développer l'éducation civique des Annamites, fondement de toute liberté civique. Ces réformes communales constituent le début de l'éducation civique de l'indigène; il faut savoir se servir du droit de vote comme il faut savoir aussi les charges qui y sont attachées, il faut aussi que l'indigène voit plus loin que la sphère de sa commune et qu'il comprenne ce qu'est la notion de patrie. L'Annamite n'a pas la notion de

patrie comme l'Européen, si certains ont prétendu que l'indigène ressemblait à ce point de vue à l'occidental, c'est qu'ils confondaient le sentiment de la patrie avec l'instinct de la race. Or, cette éducation civique se fait beaucoup mieux dans le cadre de la commune, car l'Annamite voit là ce qu'il doit faire ou ne pas faire. Quand cette éducation sera terminée dans la commune on pourra élargir le champ d'expériences au dehors, on pourra élaguer la haie de bambou du village et y ouvrir de larges ouvertures. Mais il convient de n'aller que lentement et progressivement sous peine de s'exposer à de graves ennuis et de fausser complètement et le but proposé et l'âme elle-même du peuple annamite. Les réformes communales prises par le Protectorat pour améliorer l'administration des villages et la rendre beaucoup plus juste et conforme à nos idées civilisatrices, ont été faites à l'instigation d'une élite indigène. Mais la masse du peuple, si elle désirait des réformes, n'en avait encore qu'un besoin obscur et comprend plus ou moins les bienfaits apportés. Il ne faudrait pas brusquer ces aspirations réelles mais encore inconscientes et latentes car on verrait alors les indigènes complètement dérouter, exiger plus qu'il n'est utile et apporter un désordre inextricable pour se servir d'organismes dont la compréhension leur échapperait. Aux Annamites qui demandent une lueur douce il ne faut pas apporter la clarté aveuglante d'un phare.

La France, en améliorant le sort de l'indigène tant au point de vue matériel que social, travaille en même temps pour elle, l'Annamite voit les bienfaits

apportés et s'attache au Protectorat. Le fait d'assurer le maximum d'égalité dans la commune rend le plus grand honneur à la France et lui est essentiellement profitable. C'est en effet dans la commune que nous trouvons le maximum de sagesse politique; le calme des propriétaires ruraux s'oppose à l'imprudence des jeunes Annamites pressés d'innover, imbus de science occidentale mal digérée, soumis à une nouvelle et perfide propagande : le communisme. En France comme en Indochine, c'est le paysan, c'est le village rural qui est notre meilleur agent pour combattre le ferment soviétique. Le Protectorat a fait des efforts généreux et il est prêt encore à en faire, il s'occupe d'abord de la commune, cellule élémentaire mais vitale de l'organisme annamite, pour s'élever graduellement jusqu'à l'Etat tout entier. La France entreprend et réussit progressivement à adapter tout un peuple, déjà civilisé de longue date, à une administration moderne, à des idées humanitaires et à lui faire prendre conscience et de sa personnalité et aussi de ses devoirs.

Vu : le Doyen,
H. BERTHÉLEMY.

Vu,
le 18 Octobre 1929.
Le Président de Thèse,
René MAUNIER.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- LURO. — Le Pays d'Annam.
- LURO. — Cours d'Administration annamite.
- P. ORY. — La commune annamite au Tonkin.
- E. JOBBE DUVAL. — La commune annamite (nouv. revue hist. de droit français et étranger 1896).
- RENÉ MAUNIER. — La Ville Annamite (Revue Internationale de sociologie, 1909).
- PASQUIER. — L'Annam d'autrefois.
- E. GUTREY. — Législation cantonale et communale annamite de Cochinchine.
- F. MOLOT. — La commune annamite. Thèse (1903).
- C. PRETRE. — Cours de Législation et d'Administration de l'Indochine professé à l'Ecole Coloniale.
- Journal officiel de l'Indochine.
- Bulletin du Comité de l'Asie Française.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

	Pages
Intérêts de l'étude de la Commune Annamite	7
Plan de la Thèse	13

CHAPITRE I.

<i>Origine de la Commune. — Sa Constitution</i>	15
La Commune Chinoise et la Commune Annamite.	16
La demande de Fondation	25
Etymologie et subdivisions de la Commune	33

CHAPITRE II.

<i>Administration de la Commune</i>	36
§ 1 ^{er} . — Les Notables	38
Le Conseil des Notables	44
Le Maire	50
L'Etat Civil	55
§ 2. — Les Administrés	59

CHAPITRE III.

a) <i>Les Charges de la Commune</i>	61
§ I. — L'impôt personnel	62
§ II. — L'impôt foncier	70
§ III. — Le Service Militaire	79
§ IV. — La Corvée	83
§ V. — Responsabilité de la Commune	87
§ VI. — Autres charges	91
b) <i>Les Ressources de la Commune</i>	93
Revenus domaniaux. Centimes additionnels. Ventes de titres honorifiques. Contrats passés avec les particuliers	97

CHAPITRE IV.

	Pages
<i>Le Coutumier communal</i>	101
Titre I. — Sur le rite et le culte	103
— II. — Sur le personnel	113
— III. — Finances	115
— IV. — Les Militaires	121
— V. — Justice	123
— VI. — Travaux Publics	127

CHAPITRE V.

<i>Les Récentes Réformes Communales</i>	129
---	-----

